

Schéma de Cohérence Territoriale de l'Arrageois

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

I.1.1 - COMPLEMENT THEMATIQUE CAHIER N°1

Rédaction

Rôle	Nom
Auteurs principaux	Marion Chevallier
Auteurs secondaires	Didier Delzor, Nicolaye Lamy
Contrôle qualité	Philippe Plantagenest

Version du document

- V1 : juin 2016
- V2 : mai 2017
- V3 : septembre 2018
- V4 : juin 2019

Préambule

Le présent document constitue le cahier n°1 des compléments thématiques du diagnostic territorial du SCoT.

Lecture du document

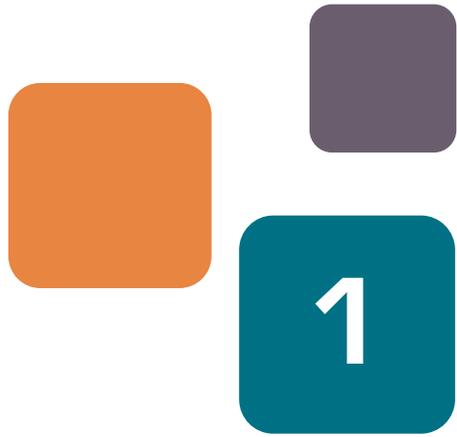
Sauf quelques exceptions, dans chaque thématique (exemple : Démographie - EIE), l'analyse des indicateurs (exemple : Analyse des ménages) est établie selon la structure suivante :

- « **Etat des lieux et tendances** » : constat de la situation actuelle et identification des évolutions passées et à l'œuvre
- « **Interdépendances** » : liens avec d'autres sujets et enjeux croisés
- « **Gouvernance** » : présentation des politiques et programmes liés à la thématique développée.
- « **Enjeux** » : déclinaison des principaux enjeux issus de la thématique abordée.

Pour les thématiques démographie, habitat, économie et équipements, un tableau d'introduction réactualise les données de 1999-2007-2012 (2014 pour les équipements) à l'échelle du SCoT et des EPCI de 2017.

Sommaire

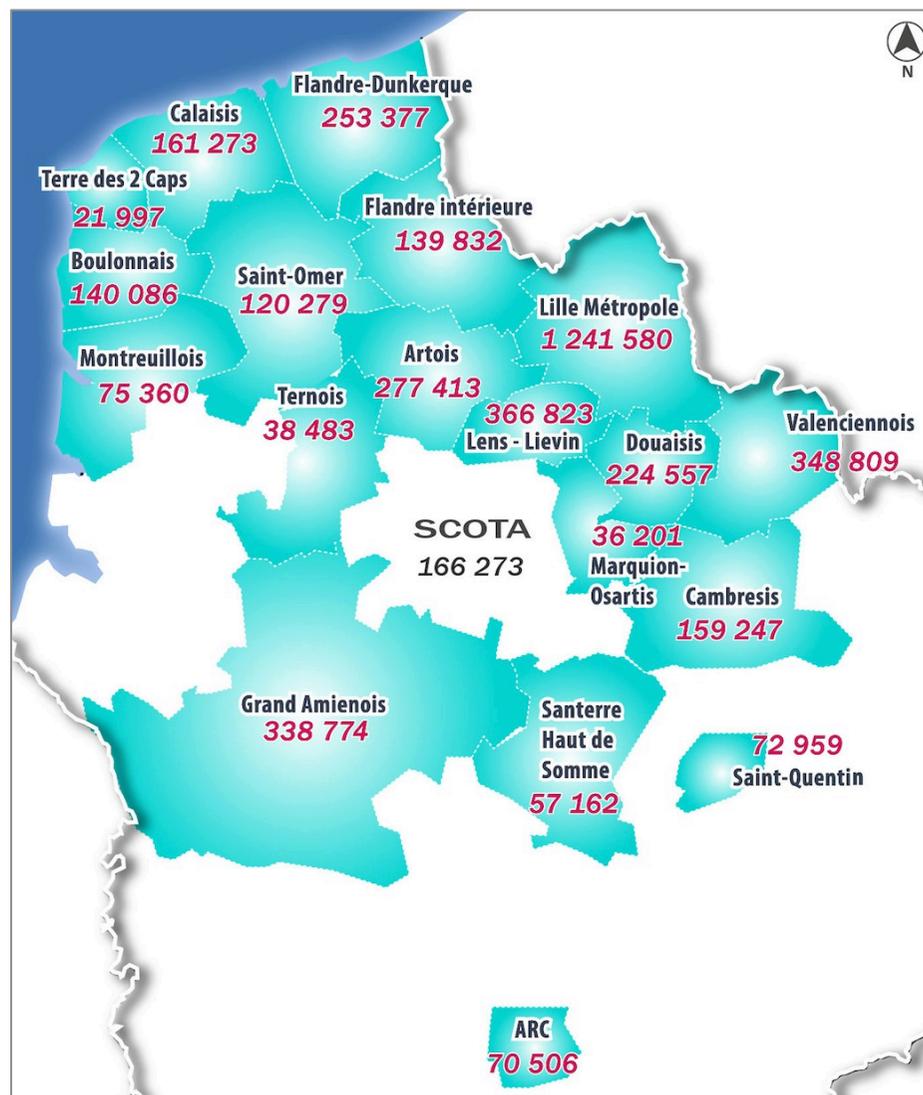
1- DEMOGRAPHIE Population Structure de la population Analyse des ménages Projections démographiques Les migrations résidentielles	7-19	4- TRANSPORTS Le réseau ferré Le réseau routier Les liaisons douces Le réseau de transports collectifs Les mobilités domicile-travail La couverture numérique	81-104
2- HABITAT Composition du parc résidentiel Qualité du parc résidentiel Le parc social Besoins en logements et marché immobilier	20-34	5- EQUIPEMENTS ET SERVICES Le niveau d'équipements Les équipements et les services La consommation foncière	105-111
3- ECONOMIE Portrait économique général Géographie de l'emploi Niveau d'activité Indicateurs sociaux Industrie Services Commerce Construction Agriculture Tourisme Les Zones d'Activités Economiques	35-80	6- PAYSAGE Assise paysagère Paysages d'inscription Les motifs paysagers Formes urbaines et architecture Le patrimoine	112-125



DEMOGRAPHIE

Population du SCoT de l'Arrageois et des SCoT environnants en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



CC des Deux Sources	CC du Sud Artois	CC de La Porte des Vallées	CC de l'Atrébatie	CU d'Arras	SCOTA
13 530	12 348	25 012	12 608	102 775	166 273

Population du SCoT de l'Arrageois en 1999, 2007 et 2012 et évolutions
Ce tableau permet une lecture des indicateurs aux échelles des périmètres des EPCI en 2016 et en 2017

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

	Population 1999	Population 2007	Population 2012	Variation 1999-2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012
SCOTA 2017	160 079	165 071	167 700	7 621	4 992	2 629	0,36%	0,38%	0,32%
CU d'Arras (2017)	103 002	105 964	107 034	4 032	2 962	1 070	0,30%	0,36%	0,20%
CU d'Arras (2016)	98 677	101 726	102 775	4 098	3 049	1 049	0,31%	0,38%	0,21%
Roeux	1 458	1 387	1 427	-31	-71	40	-0,17%	-0,62%	0,57%
Partie 1 - CC La Porte des Vallées (2016)	2 867	2 851	2 832	-35	-16	-19	-0,09%	-0,07%	-0,13%
CC Campagnes de l'Artois	31 120	32 477	33 209	2 089	1 357	732	0,50%	0,53%	0,45%
CC de l'Atrébatie (2016)	11 755	12 430	12 608	853	675	178	0,54%	0,70%	0,28%
Partie 1 - CC des 2 Sources (2016)	10 328	10 703	11 085	757	375	382	0,55%	0,45%	0,70%
Partie 2 - CC La Porte des Vallées (2016)	9 037	9 344	9 516	479	307	172	0,40%	0,42%	0,37%
CC du Sud Artois	25 957	26 630	27 457	1 500	673	827	0,43%	0,32%	0,61%
CC du Sud-Artois (2016)	23 702	24 268	25 012	1 310	566	744	0,41%	0,30%	0,61%
Partie 2 - CC des 2 Sources (2016)	2 255	2 362	2 445	190	107	83	0,62%	0,58%	0,69%

Population

Etat des lieux et tendances

Parmi les 166 273 habitants du SCoT en 2012, 24,8% se concentrent dans la seule ville d'Arras bien que celle-ci est perdue 1 433 habitants entre 2007 et 2012 au bénéfice de ses communes voisines (+ 919 habitants entre 2007-2012 à Saint-Laurent Blangy, + 393 à Dainville, + 329 à Achicourt). Du reste, plusieurs communes de plus de 2 000 habitants connaissent des croissances durant cette période :

Population dans les communes de plus de 2 000 habitants au sein du SCoT en 1999, 2007 et 2012, variation et poids dans le SCoT

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Communes de plus de 2 000 habitants	1999	2007	2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	% pop. SCoT en 1999	% pop. SCoT en 2007	% pop. SCoT en 2012
Arras	40 535	42 672	41 239	2 137	-1 433	25,6%	26,1%	24,8%
Achicourt	7 688	7 625	7 954	-63	329	4,8%	4,7%	4,8%
Saint-Laurent Blangy	5 578	5 531	6 450	-47	919	3,5%	3,4%	3,9%
Dainville	5 380	5 432	5 825	52	393	3,4%	3,3%	3,5%
Beaurins	4 711	5 066	5 259	355	193	3,0%	3,1%	3,2%
Saint-Nicolas	5 657	5 059	4 660	-598	-399	3,6%	3,1%	2,8%
Bapaume	4 329	4 132	4 009	-197	-123	2,7%	2,5%	2,4%
Sainte-Catherine	3 018	3 402	3 402	384	0	1,9%	2,1%	2,0%
Anzin-Saint-Aubin	2 472	2 692	2 734	220	42	1,6%	1,6%	1,6%
Moreuil	2 509	2 389	2 452	-120	63	1,6%	1,5%	1,5%
Avesnes-le-Comte	1 982	2 072	2 028	90	-44	1,2%	1,3%	1,2%

Une croissance démographique qui concerne l'ensemble des intercommunalités, toutefois plus marquée pour la CC des Deux Sources (+3,6% entre 2007-2012) et le Sud-Artois (+3,1% pour la même période).

Evolution de la population en valeurs absolues entre 1968-2012 et variations relatives entre 1999-2007 et 2007-2012

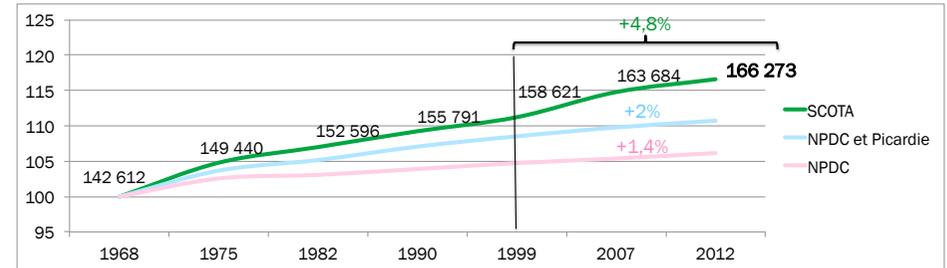
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	13 944	12 985	12 580	12 856	12 583	13 065	13 530	3,8%	3,6%
CC La Porte des Vallées	9 513	9 744	10 914	11 919	11 904	12 195	12 348	2,4%	1,3%
CC du Sud-Artois	23 674	22 555	22 275	22 475	23 702	24 268	25 012	2,4%	3,1%
CC de l'Atrébatie	9 782	9 705	10 756	11 715	11 755	12 430	12 608	5,7%	1,4%
CU d'Arras	85 699	94 451	96 071	97 026	98 677	101 726	102 775	3,1%	1,0%
SCoTA	142 612	149 440	152 596	155 791	158 621	163 684	166 273	3,2%	1,6%
NPDC et Picardie	10 789 908	11 184 834	11 346 520	11 551 490	11 708 138	11 844 060	11 946 196	1,2%	0,9%
NPDC	7 631 892	7 827 546	7 865 878	7 930 116	7 993 176	8 043 352	8 101 512	0,6%	0,7%

Depuis 1968, une trajectoire démographique positive et plus soutenue que les régions de référence : +4,8% entre 1999-2012 pour le Scota contre +2% et +1,4% pour la grande région et le Nord-Pas-de-Calais.

Evolution de la population entre 1968-2012 et variation entre 1999-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, base 100 en 1968

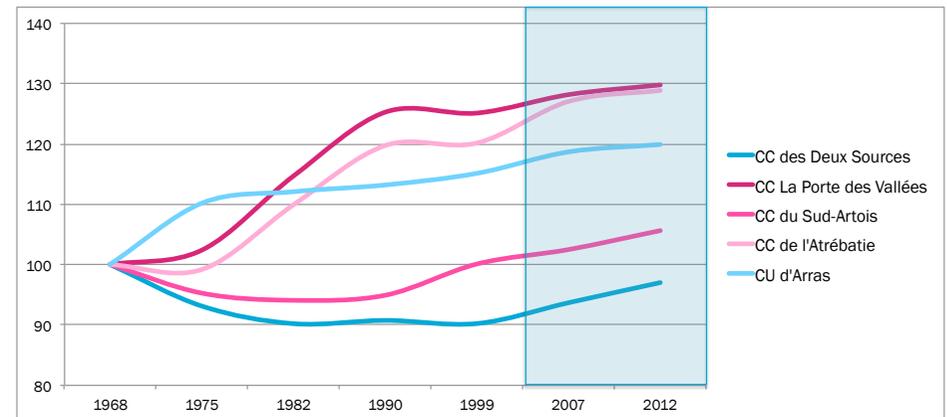


Entre 1968 et 2012, une hausse de la population commune à toutes les intercommunalités du SCoT de l'Arrageois à l'exception des Deux Sources qui n'a pas rattrapé son niveau de 1968.

- Cependant sur la dernière période, alors que les CC de l'Atrébatie, La Porte des Vallées et de la CUA se stabilisent, la croissance est plus forte pour les CC du Sud-Artois et des Deux Sources.

Evolution de la population entre 1968-2012 dans les EPCL du Scota

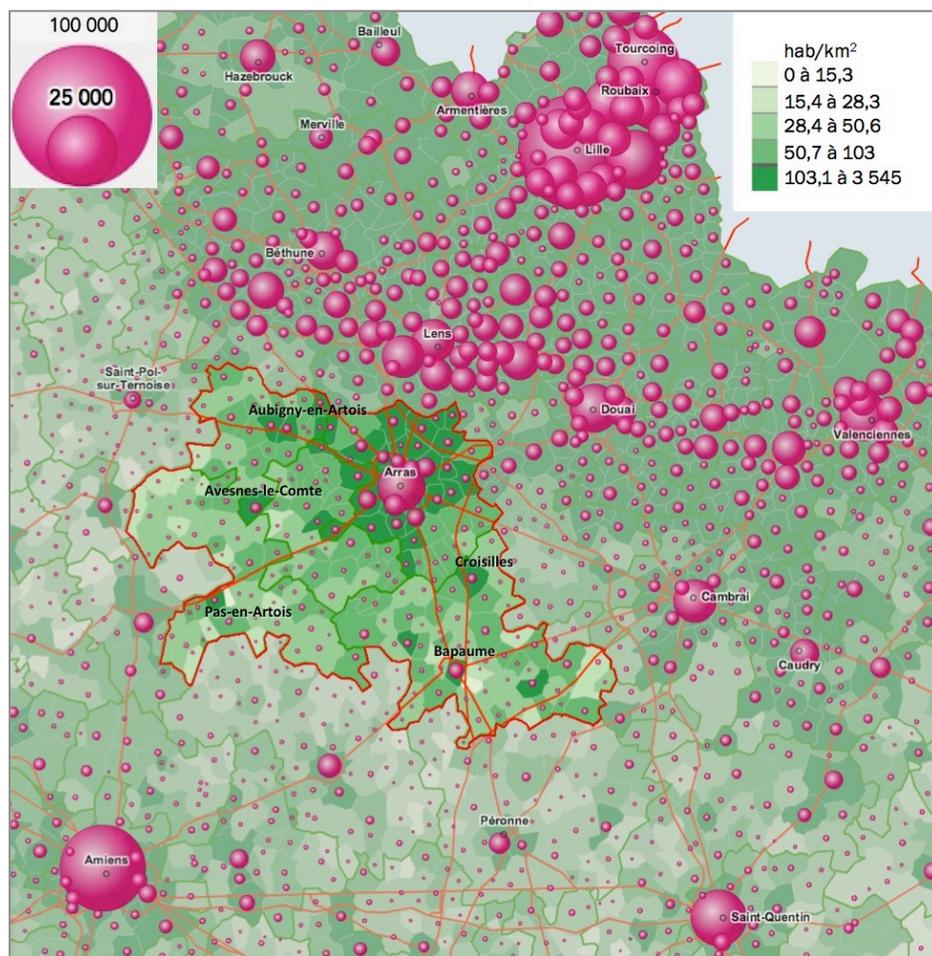
Source : INSEE, RP ; traitement EAU, base 100 en 1968



Une organisation aréolaire du peuplement depuis Arras, autour des voies de communication et au sein de pôles intermédiaires aux densités comparables (Bapaume, Aubigny-en-Artois, Avesnes-le-Comte, Croisilles, etc.)

Population du SCoT en 2012 et densité d'habitants au km²

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



De 2007 à 2012, un rythme de croissance de 0,31 %/ an, plus lent qu'entre 1999-2007 (0,39%/an) et porté uniquement par le solde naturel pour toutes les intercommunalités hormis la CC du Sud-Artois et des Deux Sources.

- En effet, une reprise concomitante des soldes naturels et migratoires des CC des Deux Sources et du Sud-Artois faisant d'elles les intercommunalités dont la population croît le plus rapidement au sein du Scota (+0,70%/an pour l'une et +0,61%/an pour l'autre).
- L'évolution annuelle moyenne de la CUA est la plus faible (+0,21%/an) compte tenu d'une croissance continue de la population dans l'espace rural (solde migratoire de -0,24%/an dans la CUA).
- Aussi, l'Atrébatie dont la population progressait le plus rapidement entre 1999-2007 (+0,70%/an) a connu un ralentissement de sa croissance entre 2007-2012 suite à l'inflexion à la baisse de son solde migratoire (-0,22%/an).

Variation et évolution moyenne annuelle de la population entre 2007-2012

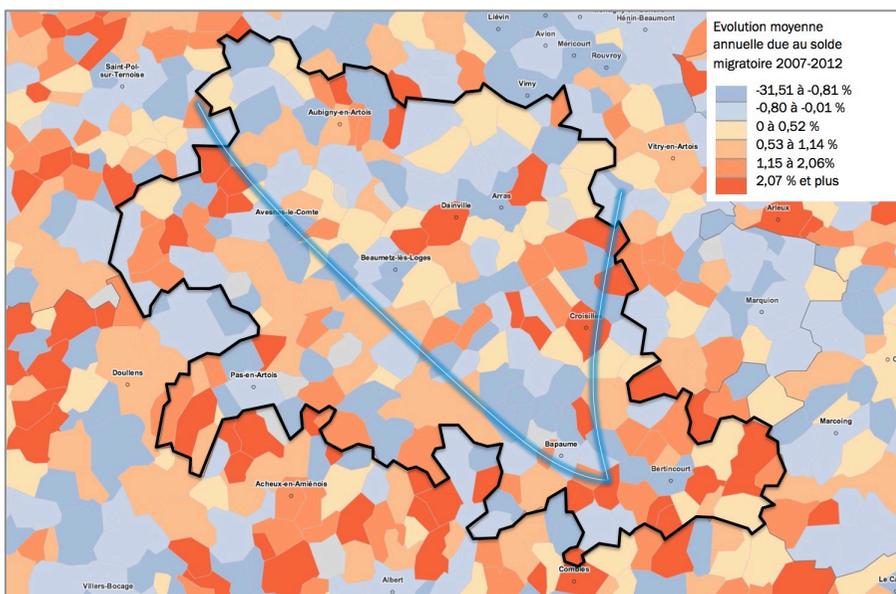
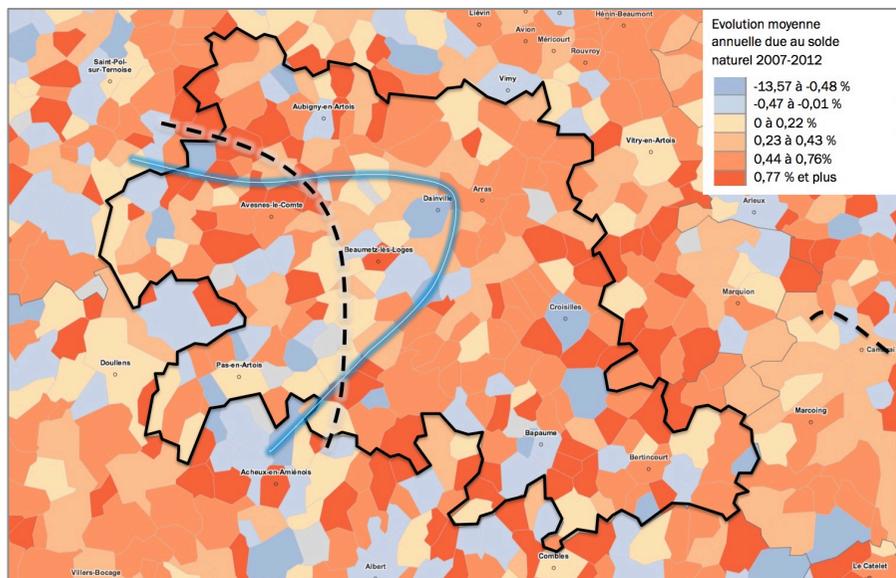
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Evolution de la population		Solde naturel		Solde migratoire	
	Nombre	%/an	Nombre	%/an	Nombre	%/an
CC des Deux Sources	465	0,70%	223	0,34%	242	0,37%
CC de La Porte des Vallées	153	0,25%	160	0,26%	-7	-0,01%
CC du Sud-Artois	744	0,61%	256	0,21%	488	0,40%
CC de l'Atrébatie	178	0,28%	316	0,51%	-138	-0,22%
CU d'Arras	1 049	0,21%	2 259	0,44%	-1 210	-0,24%
SCOTA	2 589	0,31%	3 214	0,39%	-625	-0,08%
NPDC	58 160	0,14%	204 744	0,51%	-146 584	-0,36%
NPDC et Picardie	102 136	0,17%	285 508	0,48%	-183 372	-0,31%

Spatialisation des évolutions démographiques par les soldes naturel et migratoire depuis 1968 en taux d'évolution annuel moyen

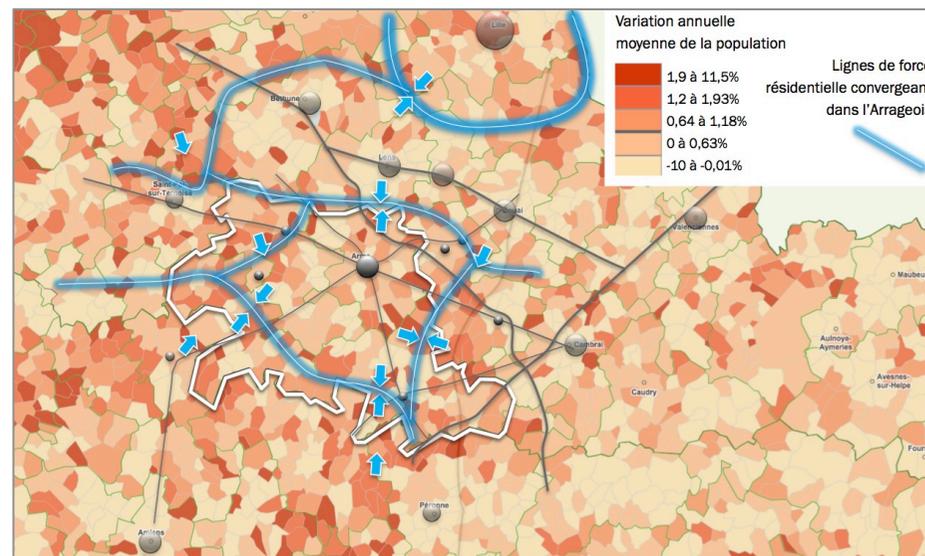
Source : INSEE, RP ; traitement EAU





Une dynamique démographique plus forte dans l'espace périurbain d'Arras, dans la frange sud du territoire en résonnance du desserrement picard (Amiens, Doullens, Albert, Péronne), en frange nord sous l'effet du desserrement du bassin minier et des pôles régionaux du Nord-Pas-de-Calais (Lille, Cambrai, St-Pol sur Ternoise, etc.)

Spatialisation des évolutions démographiques entre 2007-2012 en taux d'évolution annuel moyen
Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Des données récentes qui témoignent de la croissance continue de la population, malgré les effets de la crise de 2008 sur le ralentissement global des dynamiques démographiques (notamment aux échelles française et régionale). Cette croissance est plus rapide dans les Communautés de Communes que dans la CUA, laquelle plus exposée au vieillissement (contexte fréquent des villes moyennes comme Arras) parvient cependant à se maintenir dans une tendance positive (+0,08%/an).

Population en 2013 et évolution moyenne annuelle entre 2008 et 2013
Source : INSEE, RP

Territoires	Population 2013	Population 2008	Evol. 2008-2013 (%/an)
CC des Deux Sources	13 508	13 184	0,49%
CC La Porte des Vallées	12 476	12 200	0,45%
CC du Sud-Artois	25 153	24 460	0,56%
CC de l'Atrébatie	12 666	12 515	0,24%
CU d'Arras	104 105	103 681	0,08%
SCOTA	167 908	166 040	0,22%

Interdépendances

Croissance démographique et offre de services

La croissance de la population en milieu rural interroge la capacité du territoire à répondre aux besoins des habitants au plus près de leur bassin de vie, quel que soit leur âge et leur situation.

Vieillesse de la population et offre de services

Les populations vieillissantes nécessitent d'équipements de proximité et qualitatifs en nombre, de capacités d'accueil suffisantes et de services limitant leurs déplacements.

Croissance démographique et attractivité

Le territoire jouit d'une qualité de vie et d'une localisation privilégiée à l'articulation des deux entités de la Grande Région (NPDC et Picardie) et au carrefour de plusieurs infrastructures de transports pouvant servir de leviers à l'accueil de nouvelles populations.

Enjeux

- Quelle tendance démographique envisager d'ici 20 ans pour le Scota et à quel rythme ?
- Quelle offre de logements pour être en adéquation avec les besoins présents et futurs ?

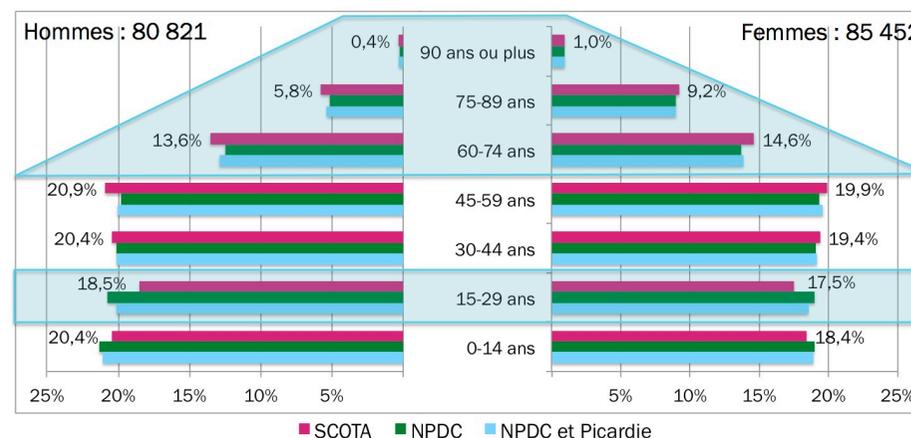
Structure de la population

Etat des lieux et tendances

La tendance au vieillissement est plus forte dans le Scota où les 60 ans et plus sont surreprésentés comparé aux régions de référence, tandis que les 15-29 ans sont sous représentés. La raréfaction de cette classe d'âge interroge la capacité de l'Université d'Artois à fixer ses jeunes.

Pyramide des âges pour le SCoT de l'Arrageois et les référentiels en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Si à l'échelle du SCoT, la part des 60 ans et plus est plus élevée que les ratios régionaux (15,9% contre 15,2% pour la grande région), des différentiels internes sont à noter : la population des Deux Sources est plus âgée (17,5% de plus de 60 ans) alors que les jeunes sont mieux représentés en Atrébatie (27% de 0-19 ans).

Répartition de la population par classes d'âges dans les intercommunalités du Scota et référentiels en 2012

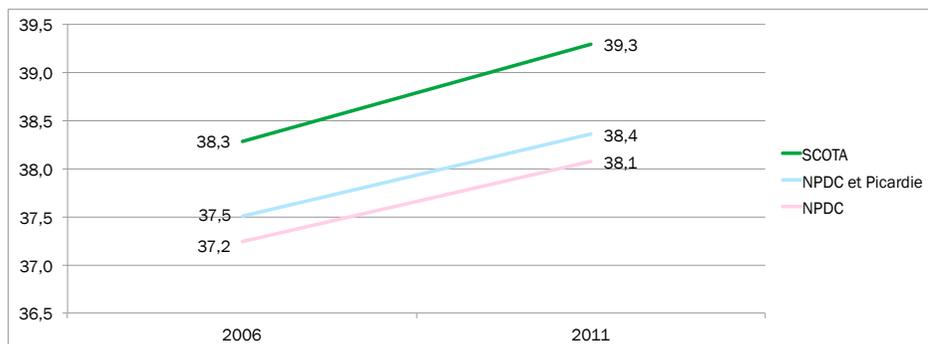
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	0-19 ans		20-59 ans		60 ans et plus		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
CC des Deux Sources	3 562	26,3%	7 602	56,2%	2 366	17,5%	13 530
CC du Sud Artois	6 592	26,4%	14 219	56,8%	4 202	16,8%	25 012
CC de La Porte des Vallées	3 025	24,5%	7 338	59,4%	1 984	16,1%	12 348
CC de l'Atrébatie	3 400	27,0%	7 501	59,5%	1 708	13,5%	12 608
CU d'Arras	25 483	24,8%	61 057	59,4%	16 235	15,8%	102 775
SCOTA	42 061	25,3%	97 717	58,8%	26 495	15,9%	166 273
NPDC et Picardie	1 582 201	26,5%	3 486 749	58,4%	906 148	15,2%	5 973 098
NPDC	1 082 099	26,7%	2 364 690	58,4%	603 967	14,9%	4 050 756

L'âge moyen n'a cessé de croître entre 2006 et 2011 et reste plus élevé dans le Scota (39,3 ans) que dans les régions (38 ans environ).

Evolution de l'âge moyen pour le Scota et les régions entre 2006-2011

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

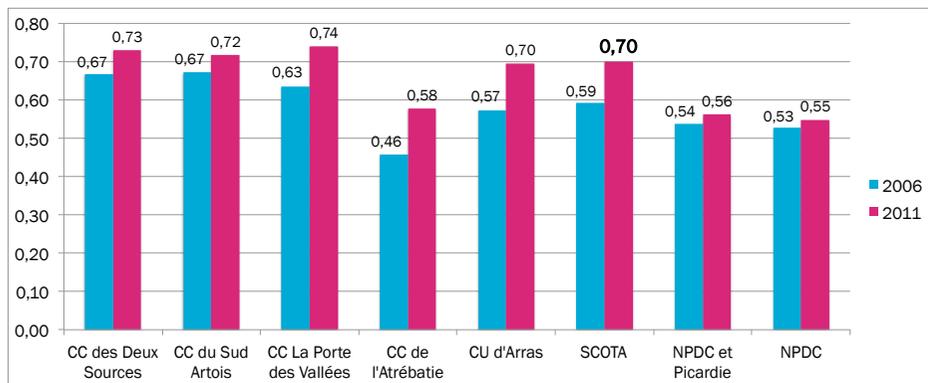


Un indice de vieillissement largement supérieur aux échelles régionales, qui croit entre 2006 et 2011 et dépasse 0,70 points pour l'ensemble des intercommunalités exceptée l'Atrébatie (indice de 0,58).

L'indice de vieillissement mesure la part des 65 ans et plus sur les moins de 20 ans. Plus l'indice est élevé, plus il est favorable aux personnes âgées.

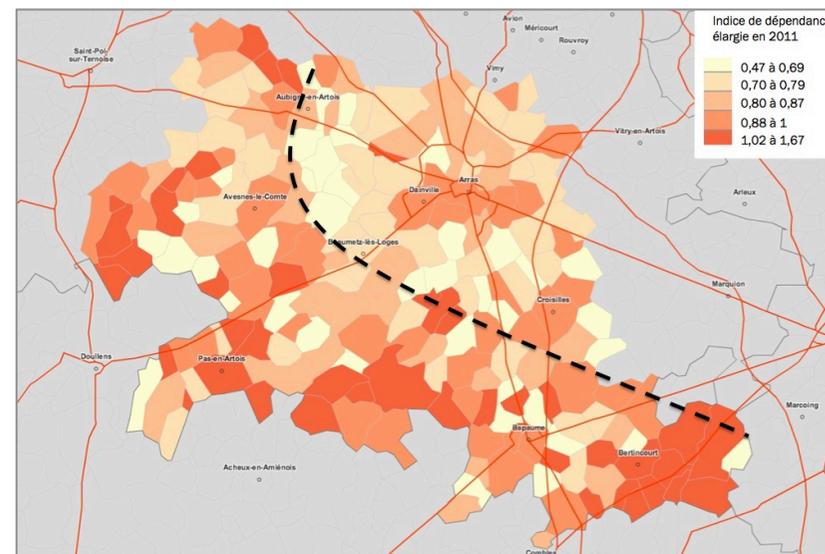
Indice de vieillissement entre 2006 et 2011

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



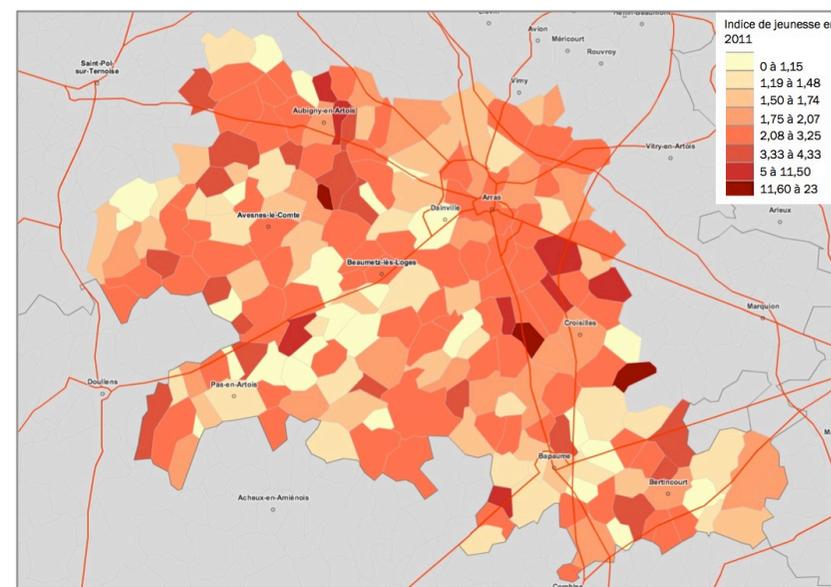
Indice de dépendance élargie en 2011 dans le Scota

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Indice de jeunesse en 2011 dans le Scota

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Des populations jeunes beaucoup plus présentes en proportion que les personnes âgées à proximité des pôles urbains (présence de l'Université d'Artois).

À l'inverse, la frange sud du territoire est plus vulnérable avec des 20-64 ans moins nombreux comparés aux inactifs ce qui soulève des enjeux de dépendance économique et sociale élevés dans cet espace.

L'indice de dépendance élargie mesure la part des 65 ans et plus et des moins de 20 ans sur la part des 20-64 ans.

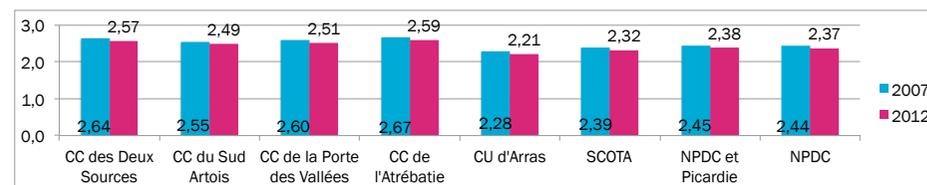
L'indice de jeunesse désigne la part des moins de 20 ans rapporté aux plus de 60 ans. Une indice faible est défavorable aux jeunes.

Les ménages

Comme la tendance régionale, la taille des ménages régresse sensiblement, autant pour le SCoT et ses intercommunalités : -0,07 entre 2007-2012.

Taille des ménages en 2007 et 2012 dans le Scota

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

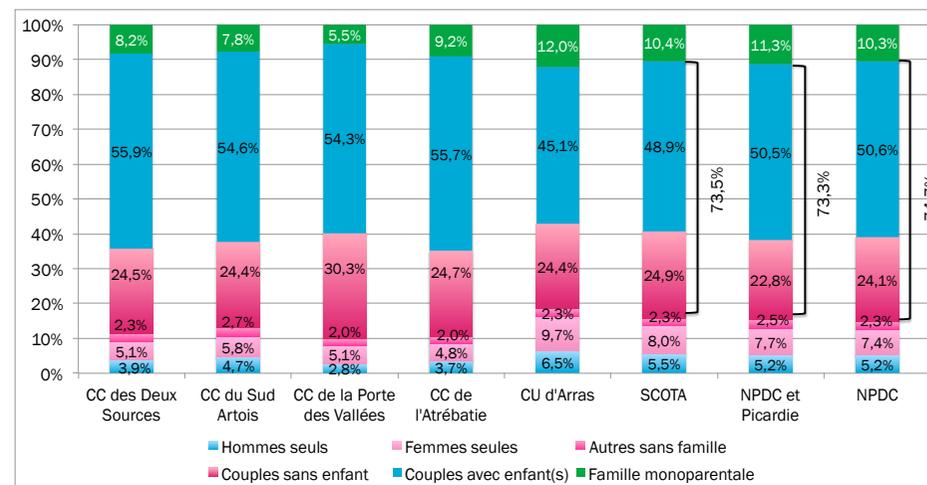


Peu de couples avec enfants dans la CUA (45,1%) comparée aux Communautés de Communes (près de 55% de couples avec enfants) plus à même d'attirer des familles.

Autres ménages sans famille : ménages composés de plusieurs personnes isolées qui ne présentent pas de lien de parenté.

Répartition des ménages par type dans le territoire du SCoT en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Comme pour les référentiels régionaux, les ménages seuls ou sans famille progressent plus rapidement face à des ménages avec enfant(s) moins nombreux pour toutes les intercommunalités, exceptée les Deux Sources (0,5%/an).

Evolution moyenne annuelle des ménages par type entre 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Hommes seuls	Femmes seules	Autres sans famille	Couples sans enfant	Couples avec enfant(s)	Famille monoparentale
CC des Deux Sources	5,6%	1,0%	5,6%	1,6%	0,5%	-1,3%
CC du Sud Artois	4,5%	0,9%	8,9%	1,4%	-0,1%	-0,9%
CC de la Porte des Vallées	0,2%	2,9%	1,8%	2,8%	-1,4%	-2,1%
CC de l'Atrébatie	4,2%	1,0%	1,2%	1,3%	-1,6%	11,3%
CU d'Arras	2,7%	1,9%	2,5%	1,2%	-1,2%	1,0%
SCOTA	3,1%	1,8%	3,6%	1,4%	-0,9%	1,0%
NPDC et Picardie	2,7%	1,2%	1,0%	0,8%	-0,8%	1,5%
NPDC	2,4%	1,6%	0,4%	0,8%	-0,7%	1,9%

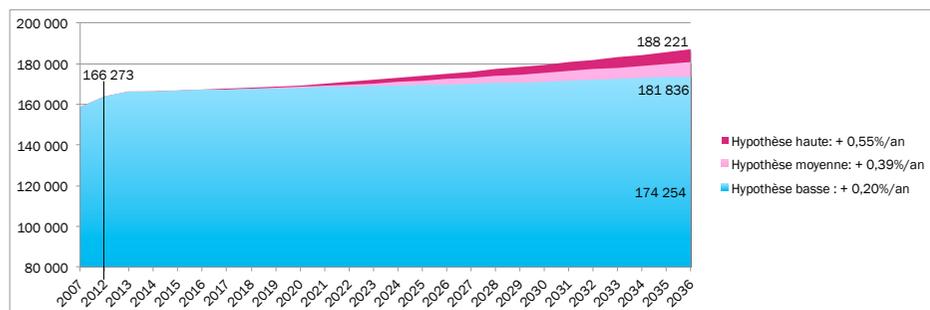
Des hypothèses qui s'inscrivent à la hausse, dans un contexte où la population vieillie modérément.

Du côté des migrations, le territoire connaît un solde négatif et sa progression éventuelle reste de ce fait tempérée dans les scénarios. Ainsi :

- Dans l'hypothèse basse, le vieillissement s'accroît et le solde migratoire reste en baisse donnant lieu à un ralentissement de la croissance.
- Dans l'hypothèse moyenne, la réduction de la population due au solde migratoire ralentit, et le solde naturel poursuit la trajectoire de ces dernières années.
- Dans l'hypothèse haute, le territoire accueille de nouveau des habitants originaires de l'extérieur et l'accueil de ménages jeunes joue en faveur du solde naturel.

Projections démographiques pour le territoire du Scota à 2036

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Taille des ménages et parcours résidentiel

La réduction de la taille des ménages redéfinie sensiblement les besoins de logements qui devront s'orienter vers des biens fonctionnels et de petite taille. Cependant, le territoire semble propice à l'accueil de ménages avec enfants, et les biens de plus grande taille ne doivent pas être omis.

Croissance démographique et cadre de vie

La diversité de l'offre commerciale, la proximité et l'accessibilité aux services et équipements usuels (équipements scolaires, de santé...) participent à l'attractivité de l'ensemble du territoire et au maintien des populations actuelles.

Croissance démographique et renouvellement de la main d'œuvre

Qu'elle soit liée à l'arrivée de jeunes ménages avec enfants ou à la reprise du solde naturel, la croissance démographique permet à la population de se renouveler et répondre aux besoins de main d'œuvre. Une offre de formation diversifiée et adaptée à l'économie locale sera favorable au maintien des jeunes professionnels formés sur le territoire. Dans ce sens, l'Université d'Artois peut jouer un rôle tant au regard de son offre de formation qu'en accompagnant les étudiants dans leur insertion professionnelle sur le territoire.

Enjeux

- Quels types de ménages le territoire souhaite-t-il accueillir en fonction de son mode de développement ?
- Comment assurer un cadre de vie adéquat autant pour les populations âgées, que les familles et les jeunes ?
- Quel positionnement auprès des ménages le territoire veut-il véhiculer ?

Les migrations résidentielles

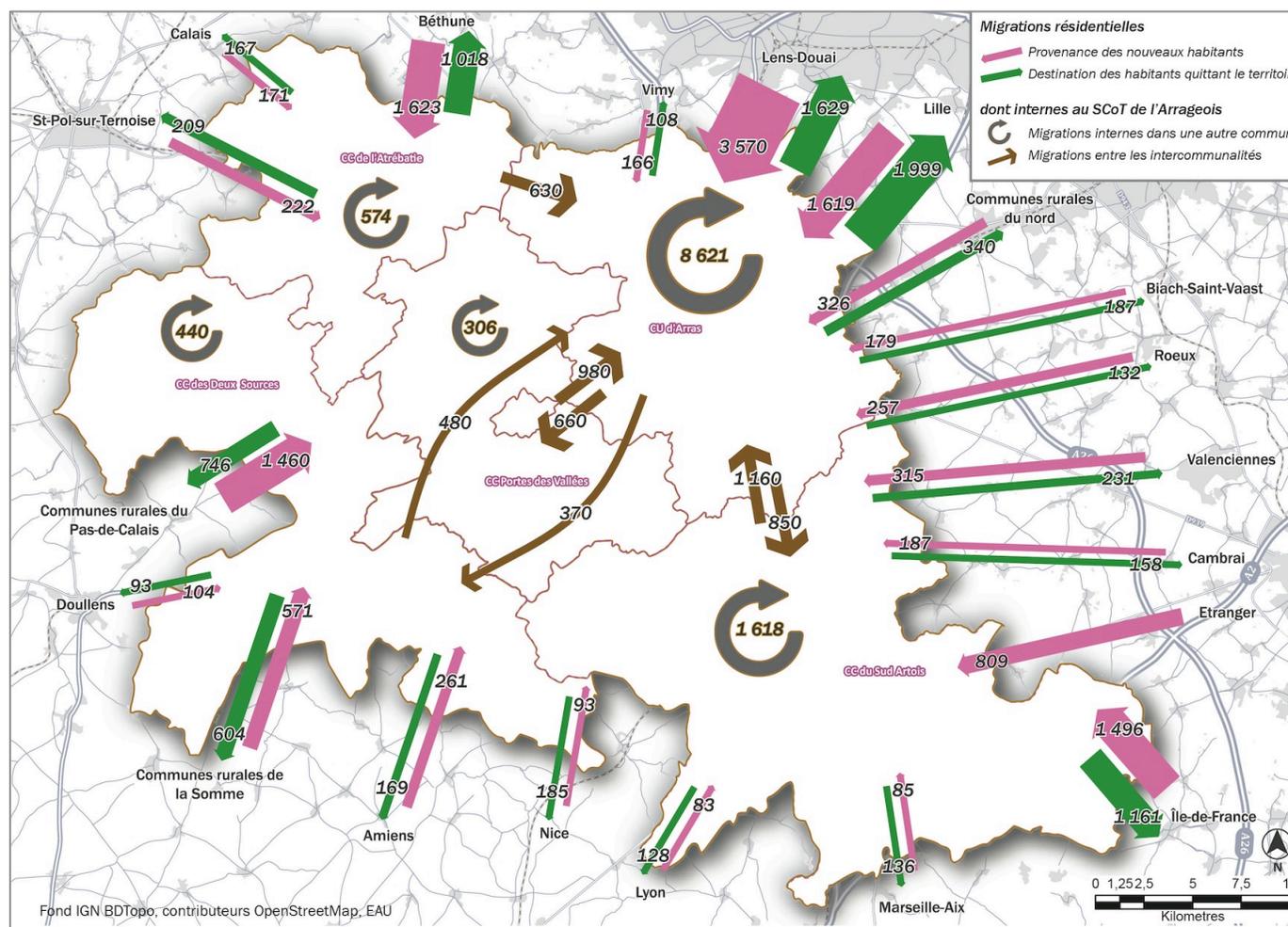
Etat des lieux et tendances

18 522 nouveaux habitants contre 15 920 départs entre 2003 et 2008 sur le SCoT dans lesquels les flux de proximité sont les plus représentés :

- Les migrations résidentielles les plus fortes sont en effet liées aux grandes agglomérations alentours (unités urbaines de Lens, Douai, Lille, Béthune), et aux territoires ruraux proches impliquant ainsi une mixité de vivre, tant urbaine que rurale.

Provenance et destination des flux résidentiels sur le périmètre du SCoT entre 2003 et 2008

Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU



Une attractivité résidentielle plus lointaine notable :

- Les personnes en provenance de l'Île-de-France qui s'installent sur le territoire sont plus nombreuses que les personnes y émigrant (1 496 arrivées contre 1 161 départs) mettant en avant un territoire connecté à cette région monde.
- Notons toutefois que l'héliotropisme amène des personnes à quitter le territoire pour rejoindre le pourtour méditerranéen à l'image de la région PACA qui attire 784 nouveaux habitants alors que 319 personnes font le chemin inverse.

Les migrations résidentielles liées au Scotia entre 2003 et 2008

Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU

Destination des personnes ayant quitté le SCOT entre 2003 et 2008	Nombre de personnes	Provenance des nouveaux habitants du SCOT entre 2003 et 2008	Nombre de personnes
Nord-Pas-de-Calais, dont :	7 771	Nord-Pas-de-Calais, dont :	11 695
Pas de Calais, dont :	4 242	Pas de Calais, dont :	7 879
Douai - Lens	1 375	Douai - Lens	2 890
Béthune	982	Béthune	1 521
Communes rurales	746	Communes rurales	1 460
Saint-Pol-sur-Ternoise	209	Roeux	257
Calais	167	Saint-Pol-sur-Ternoise	222
Berck	158	Douai - Lens	183
Boulogne-sur-Mer	121	Biache-Saint-Vaast	179
Vimy	108	Calais	171
Frévent	102	Vimy	166
Saint-Omer	102	Saint-Omer	140
Auxi-le-Château	52	Berck	135
Nord, dont :	3 529	Boulogne-sur-Mer	128
Lille	1 999	Frévent	123
Communes rurales	326	Nord, dont :	3 816
Douai - Lens	254	Lille	1 619
Valenciennes	231	Communes rurales	340
Cambrai	158	Valenciennes	315
Dunkerque	98	Cambrai	187
Masnières	52	Dunkerque	153
Maubeuge	51	Béthune	102
Picardie, dont :	1 474	Picardie, dont :	1 704
Somme, dont :	1 030	Somme, dont :	1 179
Communes rurales	604	Communes rurales	571
Amiens	169	Amiens	261
Doullens	93	Doullens	104
Albert	50	Albert	81
Oise, dont :	202	Abbeville	38
Compiègne	60	Péronne	24
Communes rurales	52	Oise, dont :	296
Aisne	241	Communes rurales	118
Autres régions, dont :	6 676	Aisne	229
Île-de-France	1 161	Autres régions, dont :	5 123
Provence-Alpes-Côte d'Azur	784	Île-de-France	1 496
Rhône-Alpes	585	Etranger	809
Languedoc-Roussillon	516	Provence-Alpes-Côte d'Azur	319
Pays de la Loire	431	Rhône-Alpes	317
Total SCOTA	15 920	Total SCOTA	18 522

Methodologie : les dernières données disponibles à propos des migrations résidentielles et produites par l'INSEE datent de 2008, suite au changement du questionnaire de recensement de la population.

Les nouveaux habitants en provenance de l'extérieur sont plus nombreux (18 522 personnes) que les migrations internes au Scotia (17 878 personnes).

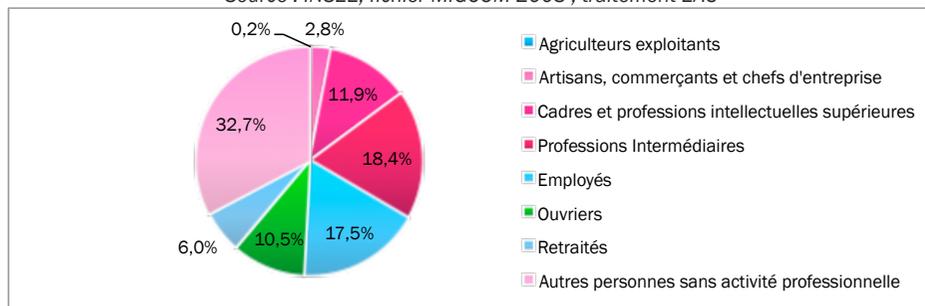
Concernant la redistribution de ces flux au sein du territoire :

- La CUA reste le principal pôle avec 60% des flux inter-EPCI,
- Les flux sont plus éclatés entre les autres EPCI : 8 % des flux ayant pour destination la CC de l'Atrébatie, 6,9% la CC des Deux Sources, 8,3% la CC de La Porte des Vallées et 16,5% la CC du Sud-Artois.

Les Catégories Socioprofessionnelles (CSP) des nouveaux arrivants ne bouleversent pas les caractéristiques sociales locales, où les professions intermédiaires (18,4%) et les employés (17,5%) sont les plus représentés parmi les travailleurs.

CSP des nouveaux résidents sur le périmètre du SCoT entre 2003 et 2008

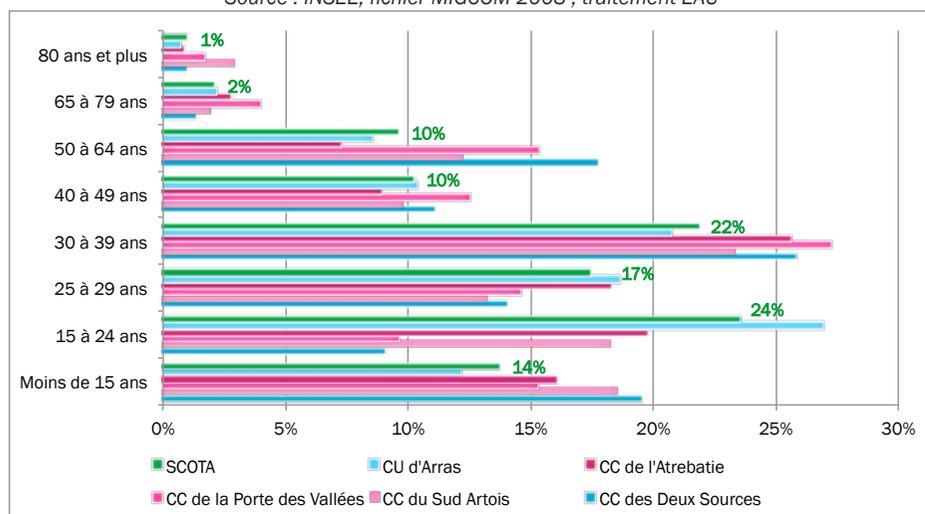
Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU



Parmi les nouveaux habitants, les actifs âgés de 25-39 ans sont potentiellement en phase de construction professionnelle et en capacité d'avoir des enfants. Aussi, 24% de ces nouveaux arrivants sont âgés de 15-24 ans et sont susceptibles de s'inscrire aux formations proposées par l'Université d'Artois.

Classes d'âges des nouveaux résidents du SCoT entre 2003 et 2008

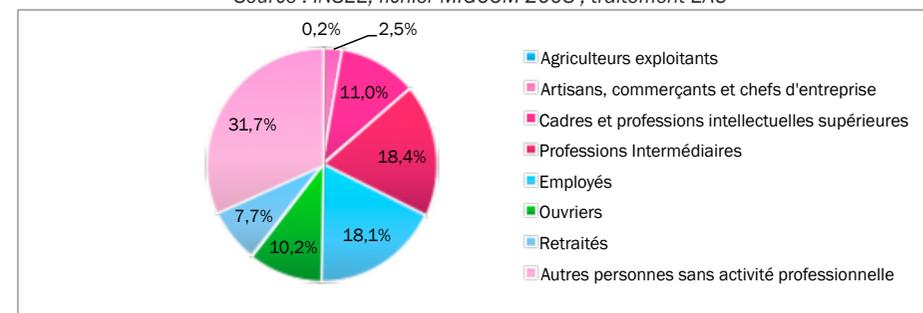
Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU



La répartition des catégories sociales des personnes ayant quitté le territoire est sensiblement identique à celle des nouveaux habitants, ce qui évoque un chassé croisé n'ayant pas de conséquence sur les contours sociaux du territoire.

CSP des personnes ayant quitté le périmètre du SCoT entre 2003 et 2008

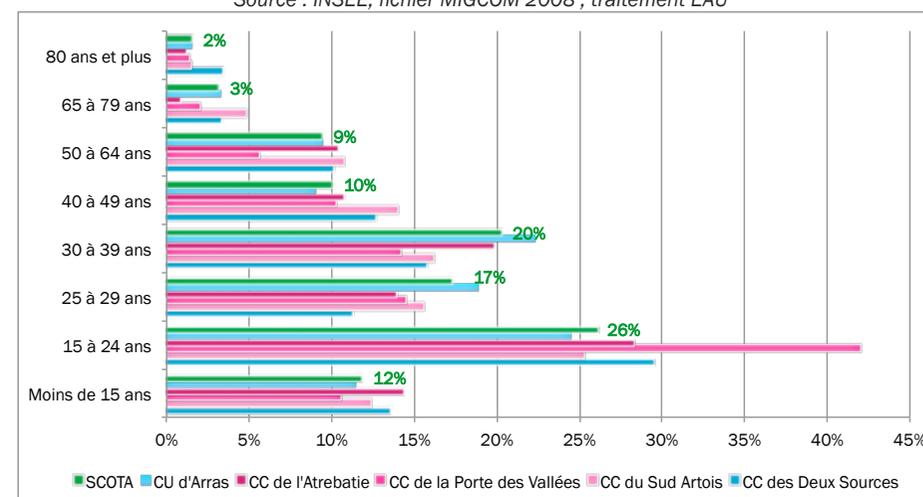
Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU

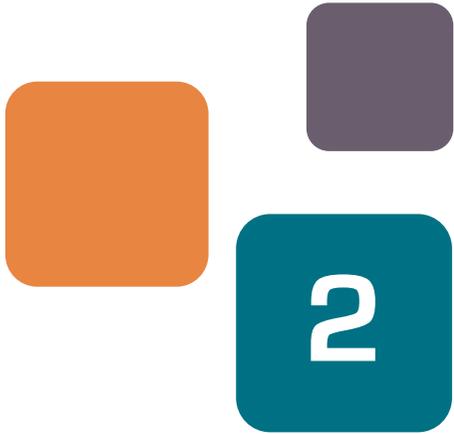


Parmi les personnes ayant quitté le territoire entre 2003 et 2008, la part des 15-24 ans (26%) suppose qu'il s'agit d'élèves, étudiants et stagiaires à la recherche d'études et d'expériences professionnelles plus diversifiées ailleurs ce qui interroge la capacité du territoire à offrir un cadre de vie et des opportunités professionnelles à même de retenir ces jeunes.

Classes d'âges des personnes ayant quitté le SCoT entre 2003 et 2008

Source : INSEE, fichier MIGCOM 2008 ; traitement EAU

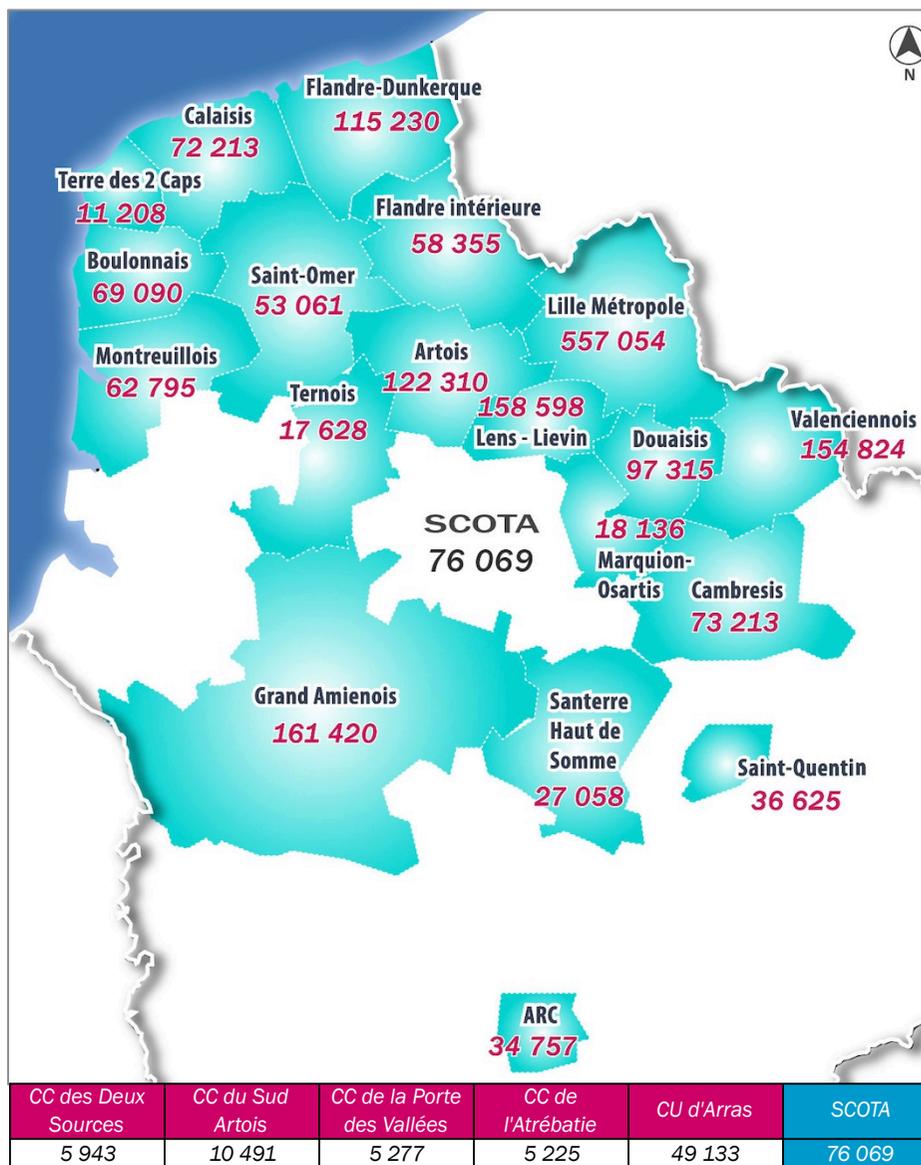




HABITAT

Logements dans le SCoT de l'Arrageois et dans son environnement régional en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Logements du SCoT de l'Arrageois en 1999, 2007 et 2012 et évolutions

Ces tableaux permettent une lecture des indicateurs aux échelles des périmètres des EPCI en 2016 et en 2017

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

	Logements en 1999	Logements en 2007	Logements en 2012	Logements vacants en 1999	Logements vacants en 2007	Logements vacants en 2012	Rés secondaires et logts occasionnels en 1999	Rés secondaires et logts occasionnels en 2007	Rés secondaires et logts occasionnels en 2012	Résidences principales en 1999	Résidences principales en 2007	Résidences principales en 2012
SCOTA	65 275	72 023	76 639	3 239	3 809	5 208	1 191	967	866	60 845	67 247	70 565
CU d'Arras (2017)	42 969	47 689	50 940	2 056	2 383	3 471	380	245	328	40 533	45 062	47 141
CU d'Arras (2016)	41 890	46 499	49 703	2 011	2 321	3 399	373	232	315	39 506	43 945	45 989
Roeux	499	536	570	22	24	22	1	3	2	476	509	547
Partie 1 - CC La Porte des Vallées (2016)	1 079	1 191	1 237	45	62	71	7	13	13	1 027	1 116	1 152
CC Campagnes de l'Artois	12 150	13 438	14 174	568	712	895	484	483	361	11 098	12 244	12 917
CC de l'Atrébatie (2016)	4 402	4 906	5 225	188	235	319	109	73	80	4 105	4 598	4 827
Partie 1 - CC des 2 Sources (2016)	4 358	4 727	4 908	254	295	339	317	371	233	3 787	4 061	4 336
Partie 2 - CC La Porte des Vallées (2016)	3 390	3 805	4 040	126	181	237	58	39	49	3 206	3 585	3 755
CC du Sud Artois	10 156	10 896	11 526	615	715	843	327	240	176	9 214	9 941	10 507
CC du Sud-Artois (2016)	9 265	9 937	10 491	562	653	770	291	213	151	8 412	9 071	9 569
Partie 2 - CC des 2 Sources (2016)	891	959	1 035	53	62	72	36	27	25	802	870	937

	Logements			Logements vacants			Rés secondaires et logts occasionnels			Résidences principales		
	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012
SCOTA	6 748	4 616	11 364	570	1 399	1 969	-224	-101	-325	6 402	3 318	9 720
CU d'Arras (2017)	4 720	3 251	7 971	327	1 088	1 415	-135	83	-52	4 529	2 079	6 608
CU d'Arras (2016)	4 609	3 205	7 813	310	1 078	1 388	-141	83	-58	4 439	2 043	6 483
Roeux	37	34	71	2	-2	0	2	-1	1	33	37	71
Partie 1 - CC La Porte des Vallées (2016)	112	46	158	17	10	26	6	0	6	89	36	125
CC Campagnes de l'Artois	1 288	736	2 024	144	184	327	-1	-121	-123	1 146	673	1 819
CC de l'Atrébatie (2016)	504	319	823	47	83	131	-36	7	-29	493	229	722
Partie 1 - CC des 2 Sources (2016)	369	181	550	41	44	85	54	-138	-84	274	275	549
Partie 2 - CC La Porte des Vallées (2016)	415	236	650	55	56	111	-19	10	-9	379	170	549
CC du Sud Artois	740	630	1 370	100	128	228	-87	-64	-151	727	566	1 293
CC du Sud-Artois (2016)	672	553	1 226	91	117	208	-78	-62	-140	659	499	1 157
Partie 2 - CC des 2 Sources (2016)	68	76	144	9	11	19	-9	-1	-11	68	67	135

	Logements			Logements vacants			Rés secondaires et logts occasionnels			Résidences principales		
	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012
SCOTA	1,24%	1,25%	1,24%	2,05%	6,46%	3,72%	-2,57%	-2,19%	-2,42%	1,26%	0,97%	1,15%
CU d'Arras (2017)	1,31%	1,33%	1,32%	1,86%	7,81%	4,11%	-5,35%	6,04%	-1,12%	1,33%	0,91%	1,17%
CU d'Arras (2016)	1,31%	1,34%	1,32%	1,81%	7,93%	4,12%	-5,76%	6,33%	-1,28%	1,34%	0,91%	1,18%
Roeux	0,89%	1,25%	1,03%	1,04%	-2,01%	-0,15%	12,22%	-7,24%	4,29%	0,85%	1,43%	1,07%
Partie 1 - CC La Porte des Vallées (2016)	1,24%	0,76%	1,05%	3,99%	3,03%	3,62%	7,79%	0,22%	4,81%	1,05%	0,63%	0,89%
CC Campagnes de l'Artois	1,27%	1,07%	1,19%	2,86%	4,70%	3,56%	-0,03%	-5,62%	-2,22%	1,24%	1,08%	1,17%
CC de l'Atrébatie (2016)	1,36%	1,27%	1,33%	2,84%	6,26%	4,14%	-4,87%	1,73%	-2,39%	1,43%	0,98%	1,25%
Partie 1 - CC des 2 Sources (2016)	1,02%	0,75%	0,92%	1,90%	2,82%	2,25%	1,99%	-8,87%	-2,33%	0,88%	1,32%	1,05%
Partie 2 - CC La Porte des Vallées (2016)	1,45%	1,21%	1,36%	4,64%	5,54%	4,98%	-4,97%	4,73%	-1,35%	1,41%	0,93%	1,22%
CC du Sud Artois	0,88%	1,13%	0,98%	1,90%	3,34%	2,45%	-3,80%	-5,98%	-4,64%	0,95%	1,11%	1,02%
CC du Sud-Artois (2016)	0,88%	1,09%	0,96%	1,90%	3,35%	2,46%	-3,82%	-6,66%	-4,92%	0,95%	1,08%	1,00%
Partie 2 - CC des 2 Sources (2016)	0,92%	1,54%	1,16%	1,91%	3,20%	2,41%	-3,70%	-1,08%	-2,70%	1,03%	1,50%	1,21%

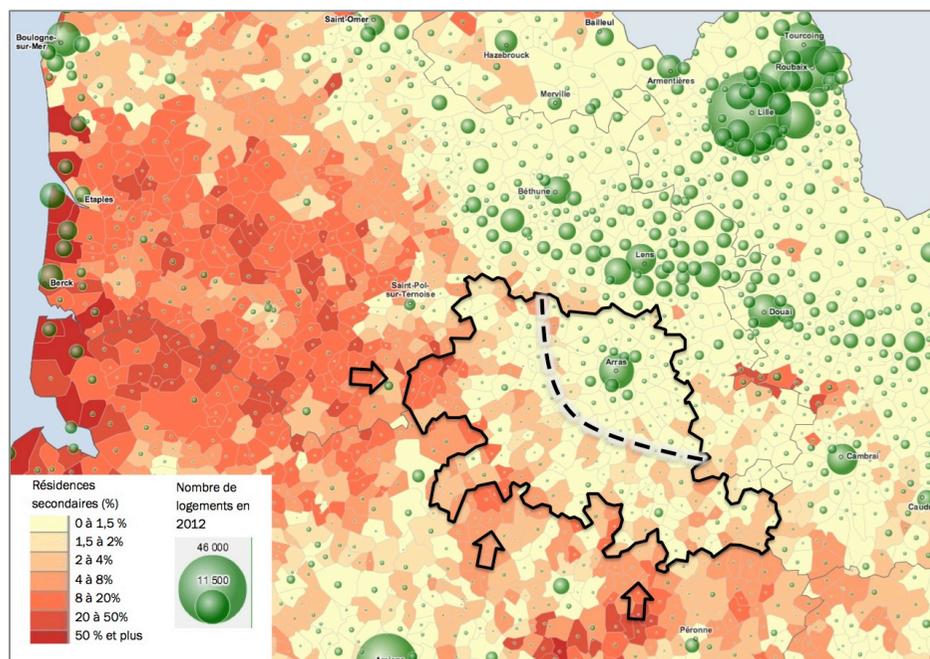
Composition du parc résidentiel

Etat des lieux et tendances

Alors que les logements se concentrent surtout sur la CUA, les résidences secondaires se localisent plutôt en frange Sud/Sud-Ouest du territoire, dans la continuité de l'Ouest du département et de la Picardie.

Part des résidences secondaires et occasionnelles et nombre de logements dans le Scota et son environnement régional en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Parmi les 76 069 logements que compte le Scota, 92% sont des résidences principales ce qui place le territoire au dessus des régions de référence.

Composition du parc de logements en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Logements		Dont résidences principales		Dont résidences second. et lgmts occasionnels		Dont logements vacants	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
CC des Deux Sources	5 943		5 273	88,7%	258	4,3%	412	6,9%
CC du Sud Artois	10 491		9 569	91,2%	151	1,4%	770	7,3%
CC de la Porte des Vallées	5 277		4 907	93,0%	61	1,2%	309	5,8%
CC de l'Atrébatie	5 225		4 827	92,4%	80	1,5%	319	6,1%
CU d'Arras	49 133		45 442	92,5%	314	0,6%	3 378	6,9%
SCOTA	76 069		70 018	92,0%	864	1,1%	5 187	6,8%
NPDC et Picardie	2 740 468		2 456 718	89,6%	98 471	3,6%	185 278	6,8%
NPDC	1 841 387		1 664 669	90,4%	57 301	3,1%	119 418	6,5%

4 582 logements supplémentaires entre 2007 et 2012 à l'échelle du SCoT dont la plupart sur la CUA (+3 170).

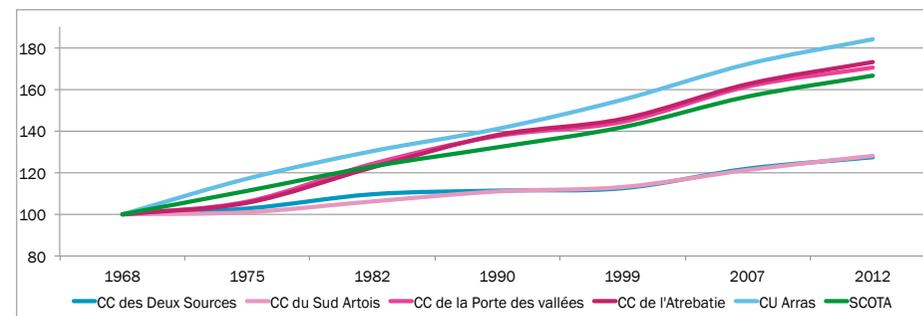
Evolution du nombre de logements sur le long terme dans le Scota en nombre absolu et variation 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	4 664	4 795	5 114	5 195	5 249	5 686	5 943	257
CC du Sud Artois	8 192	8 275	8 700	9 093	9 265	9 937	10 491	553
CC de la Porte des vallées	3 096	3 285	3 847	4 260	4 469	4 995	5 277	282
CC de l'Atrébatie	3 019	3 187	3 699	4 169	4 402	4 906	5 225	319
CU Arras	26 702	31 280	34 800	37 657	41 391	45 963	49 133	3 170
SCOTA	45 673	50 822	56 160	60 374	64 776	71 487	76 069	4 581

Evolution du nombre de logements sur le long terme dans le SCoT

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, base 100 en 1968



Un rythme de croissance du nombre de logements qui se maintient entre 1999-2007 et 2007-2012 : de +1,3%/an sur la dernière période, légèrement supérieur aux moyennes régionales (+0,9% pour le Nord-Pas-de-Calais et 1% pour la grande région).

Quelques nuances internes sont observables :

- Tandis que le rythme de croissance des logements se maintient pour la CUA entre les deux dernières périodes (+1,3%/an), celui des Deux Sources, de la Porte des Vallées et de l'Atrebatie décélère.
- En revanche, l'évolution moyenne du nombre de logements croît plus rapidement pour la CC du Sud-Artois passant de +0,9%/an à +1,1%/an.

Evolution moyenne entre les périodes de recensement du nombre de logements sur longue période

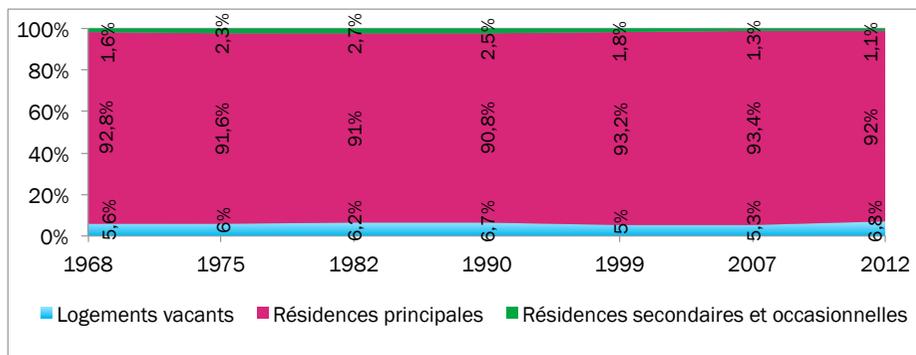
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007	2007-2012
CC des Deux Sources	0,4%	0,9%	0,2%	0,1%	1,0%	0,9%
CC du Sud Artois	0,1%	0,7%	0,6%	0,2%	0,9%	1,1%
CC de la Porte des vallées	0,9%	2,3%	1,3%	0,5%	1,4%	1,1%
CC de l'Atrebatie	0,8%	2,2%	1,5%	0,6%	1,4%	1,3%
CU Arras	2,3%	1,5%	1,0%	1,1%	1,3%	1,3%
SCOTA	1,5%	1,4%	0,9%	0,8%	1,2%	1,3%
NPDC et Picardie	1,5%	1,4%	0,8%	0,6%	0,9%	1,0%
NPDC	1,4%	1,3%	0,8%	0,6%	0,9%	0,9%

Entre 1999 et 2012, la part des résidences secondaires et occasionnelles poursuit sa régression (-0,7 points) tandis que les logements vacants progressent (+1,8 points).

Evolution de la composition du parc de logements du Scota sur longue période

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

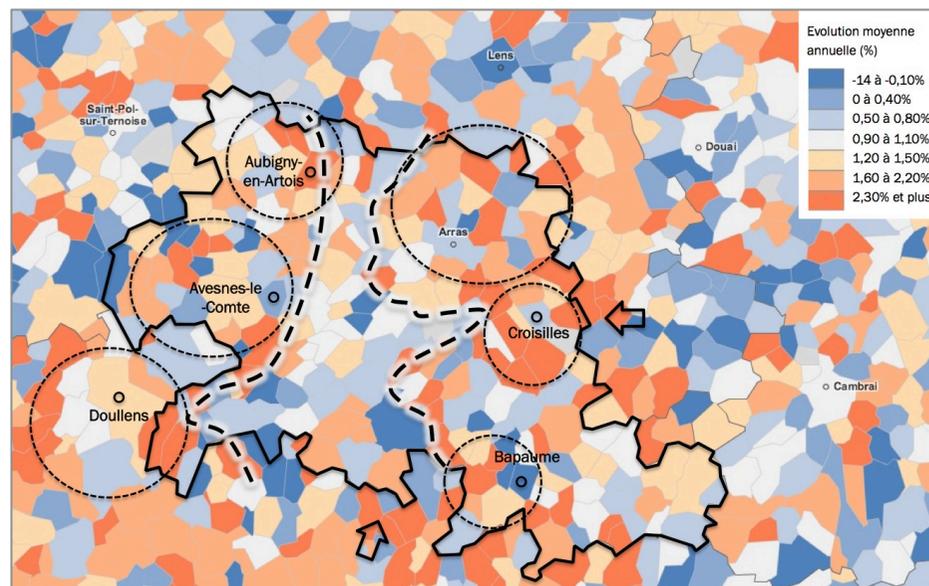


Les logements progressent plus rapidement autour des polarités (d'emploi, d'équipements et de services) que sur Aubigny-en-Artois, Avesnes-le-Comte, Bapaume, Arras, ce qui présage d'une structuration du territoire qui tend à affirmer son caractère multipolaire malgré la présence de la ville centre Arras.

Cela suppose des interactions fortes entre Arras et ces polarités dans l'organisation de l'espace et dans les modes d'usages du territoire.

Evolution moyenne annuelle des logements entre 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

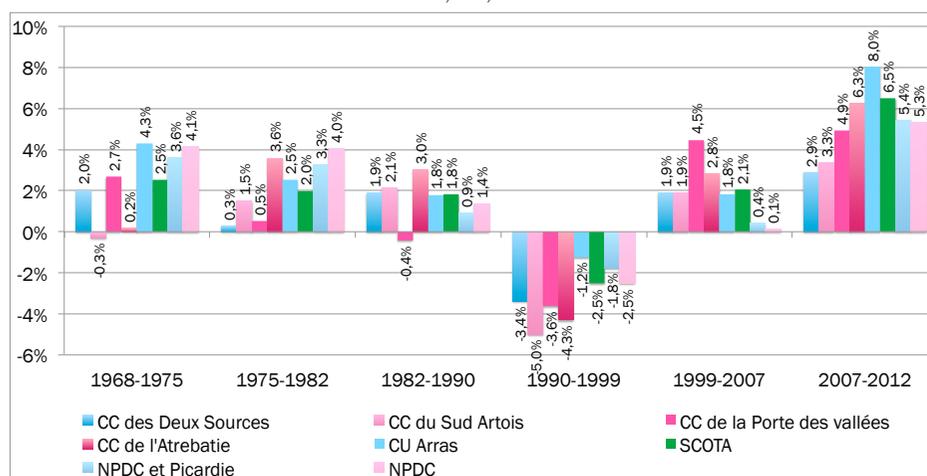


Une croissance plus rapide de la vacance dans la dernière période (6,5%/an en moyenne) au-delà des moyennes régionales (5,4% et 5,3% pour la grande région et le Nord-Pas de Calais) mais sous fond de disparités internes :

- Un rythme marqué dans la CUA de 8% en moyenne par an ce qui est propre à tout territoire ayant une ville de la taille d'Arras.
- Une progression de la vacance moins significative dans les CC des Deux Sources (2,9%/an), du Sud-Artois (3,3%/an) et de La Porte des Vallées (4,9%/an) mais pouvant être la traduction d'une tension sur la fluidité de l'offre.

Evolutions moyennes annuelles de la vacance sur longue période

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Qualité du parc résidentiel

Entre 2007 et 2012, 1 955 locataires supplémentaires sont dénombrés dans le Scota sous l'effet de la CU d'Arras (+ 1 389 locataires) alors que les autres EPCI du territoire connaissent une croissance plus rapide de propriétaires que de locataires ce qui tend à présager une perte de spécifications des territoires urbains, périurbains et ruraux.

Statut d'occupation des résidences principales en 2012 dans le Scota et les référentiels et variation absolue entre 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Propriétaires		Locataires		HLM loué vide		Logé gratuit	
	2012	Variation 2007-2012	2012	Variation 2007-2012	2012	Variation 2007-2012	2012	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	4 371	201	807	157	86	-2	96	-16
CC du Sud Artois	7 149	292	2 238	224	691	120	182	-17
CC de la Porte des Vallées	4 284	139	545	86	45	18	78	-19
CC de l'Atrébatie	3 768	148	990	100	206	-9	70	-18
CU d'Arras	24 752	937	20 059	1 389	10 045	396	630	-320
SCOTA	44 324	1 717	24 638	1 955	11 074	522	1 056	-391
NPDC et Picardie	1 423 411	50 876	983 084	57 290	451 002	21 656	50 223	-10 108
NPDC	933 436	33 519	696 790	41 293	323 647	19 873	34 442	-7 660

Les maisons sont largement représentées dans les Communautés de Communes (plus de 95% du parc en moyenne) alors que la CUA en compte 61,3% alimentant le phénomène de périurbanisation et de recherche d'un cadre de vie apaisé de la part des ménages.

Typologie et évolution du parc de résidences principales entre 2007 et 2012

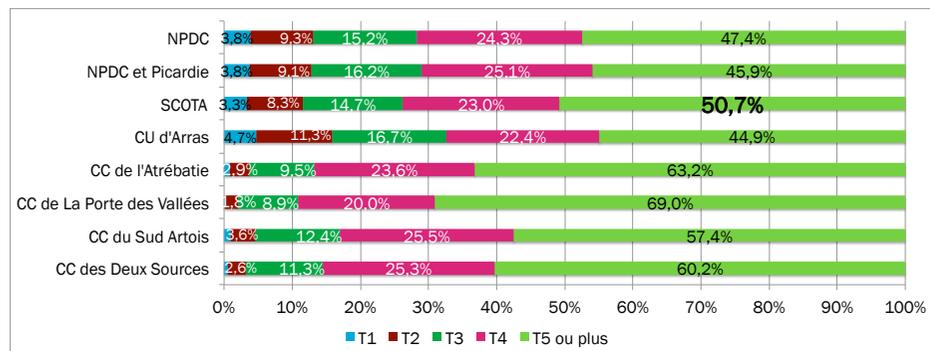
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	2007				2012				Variation 2007-2012	
	Maisons		Appartements		Maisons		Appartements		Maisons	Appartements
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
CC des Deux Sources	5 530	97,3%	65	1,1%	5 817	97,9%	99	1,7%	287	34
CC du Sud Artois	9 147	92,0%	690	6,9%	9 663	92,1%	799	7,6%	517	109
CC de la Porte des Vallées	4 911	98,3%	73	1,5%	5 169	98,0%	92	1,7%	259	19
CC de l'Atrébatie	4 601	93,8%	287	5,9%	4 868	93,2%	337	6,5%	267	50
CU d'Arras	28 935	63,0%	16 733	36,4%	30 118	61,3%	18 789	38,2%	1 183	2 056
SCOTA	53 123	74,3%	17 848	25,0%	55 636	73,1%	20 116	26,4%	2 513	2 268
NPDC et Picardie	1 880 066	72,3%	686 077	26,4%	1 963 877	71,7%	749 903	27,4%	83 811	63 826
NPDC	1 260 016	72,1%	462 729	26,5%	1 314 439	71,4%	509 124	27,6%	54 422	46 395

Des biens de grande taille qui représentent 50,7% de l'ensemble du parc de logements, ce qui est plus élevé que les moyennes régionales, en particulier pour la CC de la Porte des Vallées et de l'Atrébatie (respectivement 69% et 63,2% de logements de 5 pièces et plus).

Répartition du parc de résidences principales suivant leur taille en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Entre 2007 et 2012, l'offre de biens se diversifie dans la CUA et permet d'assurer les parcours résidentiels des habitants.

- Si l'offre de petits logements progresse pour la CC des Deux Sources, ce n'est pas le cas des autres CC pour lesquelles les T1 et T2 sont de moins en moins nombreux (destruction, fusion de logements, etc.)

Evolution du parc de résidences principales suivant leur taille entre 2007 et 2012

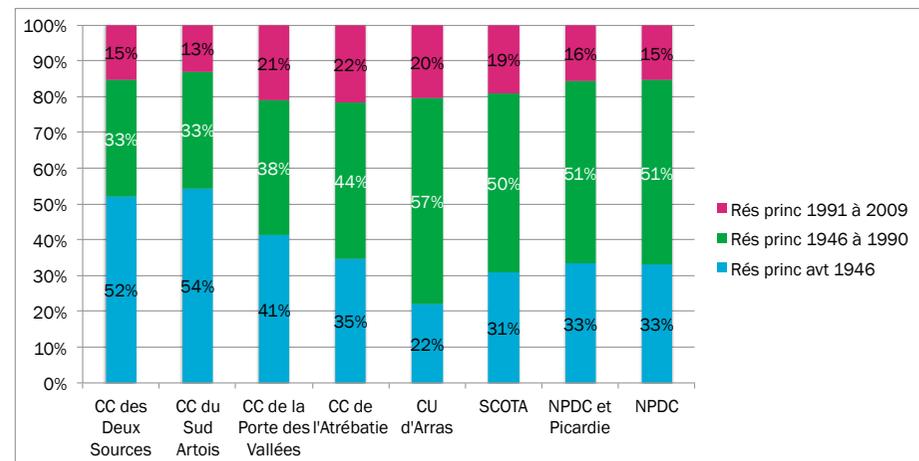
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	T1	T2	T3	T4	T5 ou plus
CC des Deux Sources	18	11	3	113	196
CC du Sud Artois	-9	-21	33	278	217
CC de La Porte des Vallées	-2	-2	25	52	132
CC de l'Atrébatie	-7	7	-32	58	202
CU d'Arras	65	677	676	118	470
SCOTA	65	673	706	620	1 218
NPDC et Picardie	1 883	19 934	25 859	19 352	31 032
NPDC	1 796	15 184	20 863	14 237	15 072

Bien que l'âge du parc du Scota soit sensiblement le même que les échelons régionaux, plus de la moitié du parc de logements est antérieure à 1946 pour les CC des Deux Sources (52%) et du Sud-Artois (54%).

Ancienneté de la construction du parc de résidences principales en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Parc de logements et attractivité résidentielle

Une offre de logements diversifiée favorise l'attractivité de plusieurs typologies de ménages (personnes seules, couples, familles). Les logements locatifs de taille réduite (des T1 au T3) sont davantage propices à l'accueil de jeunes, jeunes actifs et étudiants. Face aux évolutions contrastées de l'offre entre les EPCI, la capacité du territoire à répondre à l'ensemble des besoins est interrogée.

Parc de logements et parcours résidentiels

Sur le territoire du SCoT et en particulier dans les EPCI des Deux Sources et du Sud Artois, les logements antérieurs à 1946 sont nombreux. La rénovation de ce parc serait à même de répondre aux attentes actuelles des ménages en termes de fonctionnalité et de consommation énergétique et participerait à la réduction du nombre de logements vacants.

Parc de logements et vieillissement de la population

Le vieillissement de la population éveille de nouveaux besoins. En matière d'habitat, leur prise en compte suppose une offre de logements de taille plus réduite, accessibles, fonctionnels, et localisés au plus près des lieux de vie.

Parc de logements et ancienneté du bâti

L'habitat ancien dégradé ou énergivore, en particulier dans l'espace rural sud du territoire, pose un problème transversal impliquant à la fois la sauvegarde du patrimoine, attractivité / accessibilité financière pour les primo-accédants et adaptation au vieillissement.

Gouvernance

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté Urbaine d'Arras

Approuvé en 2013, il concerne les 39 communes de la CUA. À horizon 2020, cinq grandes orientations sont dictées dans le programme d'actions thématiques :

- « Viser la production de 600 logements neufs par an ;
- Développer les offres neuves financièrement abordables, de qualité et innovantes ;
- Poursuivre les interventions sur le parc de logements existants (social et privé) ;
- Rééquilibrer le peuplement aux différentes échelles territoriales ;
- Répondre aux besoins spécifiques de publics. »

Qu'en est-il aujourd'hui ?

- Jusqu'alors, 500 logements ont été produits en moyenne par an, un niveau de construction assez satisfaisant au regard des objectifs ambitieux fixés par le PLH.
- Face à la réduction de la taille des ménages, la demande porte davantage sur les T3, suivis des T2 et T4 dans la CUA. Toutefois, l'offre se doit d'être diversifiée pour répondre à l'ensemble des typologies de ménages et les fidéliser sur le territoire.
- Quant aux logements sociaux, si l'objectif est atteint (objectif de production de 200 logements par an et 207 logements par an produits), leur répartition se doit d'être mieux équilibrée au sein du territoire. 310 logements ont été livrés

en 2014, 220 auraient été financés en 2015 et 297 devraient être livrés en 2016. La commune de Dainville détient 311 LLS (soit 13,81% des 2252 RP) pour un objectif SRU de 20% (soit 450 LLS).

Deux grands projets sont notamment en cours de réalisation :

- le projet de renouvellement de la résidence Saint Pol à Arras,
- le projet des nouvelles résidences à Saint-Nicolas-lez-Arras et St-Laurent.

De plus, la CUA a engagé des études de renouvellement urbain sur 5 quartiers d'habitat social répartis à Arras, Achicourt et Saint-Nicolas :

Résidence St Michel (Arras) – QPV Saint Michel Goudemand n°QP062062
 Cité Jean Jaurès (Arras) – QPV Cheminots Jean Jaurès Moulin Hacart n°QP062063
 Baudimont (Arras) – QPV Arras Ouest n°QP062061
 4As (Achicourt) – QPV Quatre As n°QP062060
 Kemmel – Cassel – Gris Nez (Saint Nicolas) – QPV Nouvelles Résidences n° QP062064

Un protocole d'accord a été signé le 3 février 2016.

- Concernant le parc privé, un Programme d'Intérêt Général contre l'habitat indigne et la précarité énergétique a été animé jusque 2013, où 115 propriétaires occupants par an ont été accompagnés.
- Suite au plan d'actions en faveur du logement étudiant de 2009, une résidence universitaire a été livrée en septembre dernier et une extension a été réalisée sur un foyer de jeunes travailleurs.
- Si la vacance n'est pas un problème à l'échelle de la CUA, elle est plus problématique dans le centre d'Arras. D'ailleurs, deux OPAH ont eu lieu (1995 et 2002).
- Enfin, le contexte immobilier tend à être contraint par :
 - l'accroissement des coûts de production des logements liée à la hausse des coûts de construction et aux prix du foncier,
 - le phénomène de rétention foncière (propriétaires en attente d'une situation meilleure),
 - et des opérateurs privés qui investissent assez peu l'échelle de la CUA et interviennent dans d'autres territoires.
- Des enjeux se posent sur la capacité du territoire à continuer d'assurer les trajectoires résidentielles, sur le départ de certains ménages vers les territoires voisins pour être propriétaires, et sur une possible pression sur le parc locatif social.

Le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage du Pas-de-Calais

Approuvé en 2012 et en vigueur jusque 2018, des obligations sont assignées au secteur de l'Arrageois.

À ce jour, 3 aires d'accueil permanentes et une aire de grand passage sont présentes entre Arras, Tilloy-les-Mofflaines, Beaurains, Saint-Laurent-Blangy et Saint-Nicolas-les-Arras.

Une aire d'accueil permanente de 20 places reste à réaliser à Dainville et Achicourt (en plus de celle de 24 places qui est en cours de réalisation). Une obligation est aussi prescrite à la CUA pour la mise en place d'une aire de grand passage pouvant accueillir 150 places en remplacement de deux aires de grand passage tournantes ayant à elles deux 100 places.

Objectif du SDAGV pour l'Arrageois

Secteur	Commune figurant au SDAGV	Compétence EPCI	Aire d'accueil		Aire de Grand Passage	
			Nombre de places réalisées	Nombre de places à réaliser	Nombre de places réalisées	Nombre de places à réaliser
Arrageois	Arras Tilloy-les-Mofflaines	CU Arras	26		100	50+0
	Beaurains	CU Arras	24			
	Saint-Laurent-Blangy	CU Arras	26			
	Achicourt Dainville	CU Arras		20+24		
Total secteur			76	20+24	100	50+0

Les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)

L'ANAH accorde des aides en faveur de l'amélioration de l'habitat sous conditions de ressources des propriétaires occupants ou bailleurs. Seuls ces travaux d'amélioration ou de réhabilitation lourds sont financés.

- **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de revitalisation rurale de la CC du canton de Bertincourt**
Débutée en 2011 et devant s'achever en 2016, ce dispositif qui concerne une partie des communes de la CC du Sud-Artois vise à l'amélioration de 230 logements dont 180 occupants propriétaires et 50 bailleurs. Les enjeux de l'opération sont multiples :
 - Lutter contre l'habitat indigne et très dégradé,
 - Lutter contre la vacance,
 - Lutter contre la précarité énergétique,
 - Favoriser l'adaptation des logements au handicap et au vieillissement,
 - Maintenir et développer l'activité économique et touristique,
 - Diversifier l'offre de logement à loyers conventionnés.

- Aucun Programme d'Intérêt Général (PIG) n'est actuellement à l'œuvre sur le territoire, la dernière opération s'étant achevée en 2012 et concernait 249 logements privés de la CUA tel que mentionné précédemment.
- **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) des 2 sources qui débute.**

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2015-2020

Le plan fixe 8 grandes orientations prioritaires

Axes de travail		Pilotes
1	Continuer à faire évoluer l'offre d'hébergement tout en favorisant l'accès au logement	Etat
1.1	Diversifier l'offre d'accompagnement, d'hébergement et de logements adaptés	Etat
1.2	Permettre aux SIAO d'orienter vers le logement en utilisant des outils d'évaluation adaptés	Etat
2	Diversifier territorialement les solutions pour l'accès au logement et réduire l'écart entre l'offre et les besoins	Etat
2.1	Renforcer la connaissance des besoins pour une meilleure adéquation de la production d'offre de logements	Etat
2.2	Articuler les filières prioritaires d'accès au logement (PLA, contingent préfectoral, FSL...)	Etat Département
2.3	Impulser le développement d'une offre locative privée	Département
2.4	Répondre aux besoins des gens du voyage	Etat Département
2.5	Favoriser l'accès au logement des jeunes de moins de 30 ans	Département
2.6	Favoriser l'accès au logement des personnes âgées et/ou handicapées	Département
3	Prioriser le maintien dans le logement et la prévention des expulsions	Etat Département
3.1	Élaborer la nouvelle charte de prévention des expulsions locatives et mettre en œuvre la CCAPEX	Etat
3.2	Créer une ADIL interdépartementale	Etat Département
3.3	Agir de manière plus préventive	Etat Département
4	Enrayer collectivement l'habitat indigne et la précarité énergétique	Etat Département
4.1	Renforcer le repérage et l'information des personnes victimes de précarité énergétique ou d'habitat indigne	Etat Département
4.2	Poursuivre l'action du guichet unique de lutte contre l'habitat indigne	Etat
4.3	Coordonner les outils pour prévenir et lutter contre la précarité énergétique	Département
5	Coordonner les dispositifs d'accompagnement : vers un accompagnement global	Etat Département
5.1	Articuler l'offre d'accompagnement dans une logique d'accès direct au logement	Etat Département
6	Adapter le règlement FSL aux objectifs du Plan	Département
6.1	Adapter le règlement FSL aux objectifs du Plan	Département
7	Simplifier le traitement des situations individuelles par la fusion des commissions	Etat Département
7.1	Expérimenter la fusion des commissions territoriales de traitement des situations individuelles	Etat Département
8	Opérationnaliser et territorialiser le pilotage du Plan	Etat Département
8.1	Mettre en œuvre l'évolution de la gouvernance	Etat Département
8.2	Animer le plan sur la durée	Etat Département
8.3	Coordonner et fiabiliser les données d'observation du plan	Etat Département

Enjeux

- Vers quelle offre de biens immobiliers s'orienter pour garantir les solidarités intergénérationnelles et sociales?
- Quelles mesures mettre en œuvre pour prévenir la vacance et adapter les logements aux nouvelles performances énergétiques ?
- Quels leviers pour améliorer l'accessibilité financière du logement ?

Le parc social

Etat des lieux et tendances

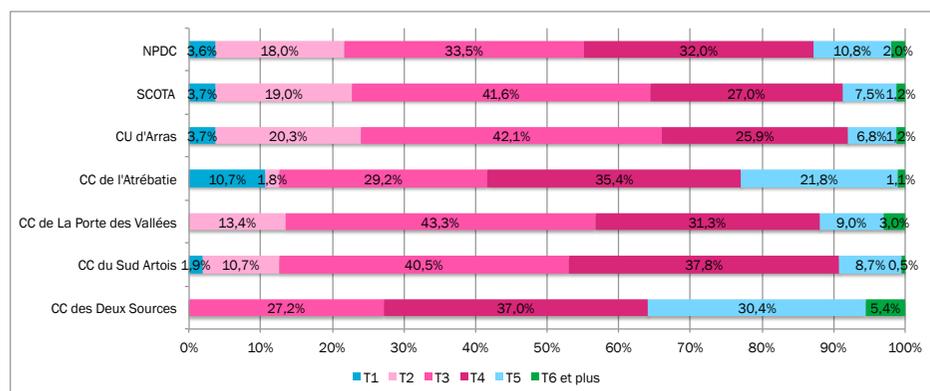
Une offre de logements locatifs sociaux assez bien développée puisqu'elle représente plus de 16% du parc résidentiel global avec 12 692 logements en 2014, répartis principalement dans la CUA (11 410 logements).

- Une offre surtout portée sur les T4 et T5 dans le Scota mais plus disparate entre les EPCL et profitant davantage aux très grands logements.

Répartition des logements sociaux selon le nombre de pièce(s) et nombre de logements totaux en 2014

Source : DREAL Nord-Pas-de-Calais, RP ; traitement EAU

Territoires	T1	T2	T3	T4	T5	T6 et plus	Ensemble
CC des Deux Sources	0	0	25	34	28	5	92
CC du Sud Artois	16	91	345	322	74	4	852
CC de La Porte des Vallées	0	9	29	21	6	2	67
CC de l'Atrébatie	29	5	79	96	59	3	271
CU d'Arras	424	2 312	4 805	2 952	779	138	11 410
SCOTA	469	2 417	5 283	3 425	946	152	12 692
NPDC	14 912	74 606	138 683	132 319	44 842	8 092	413 454

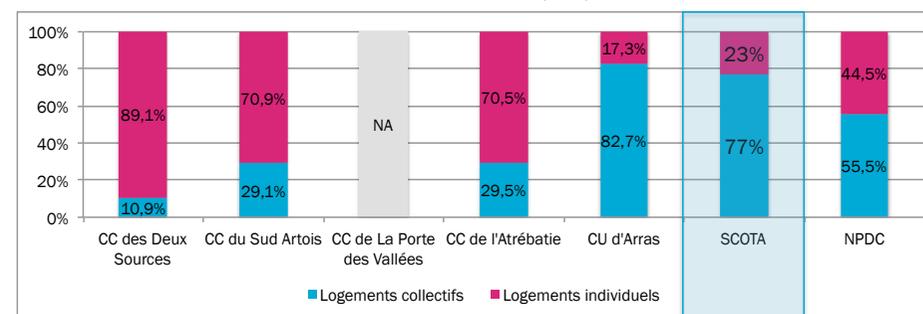


Sous l'effet de la CUA, un parc essentiellement composé de logements collectifs à l'échelle du SCoT (77%).

- À une échelle plus fine, une répartition différenciée, en faveur des logements individuels au sein des intercommunalités rurales.

Typologie des logements sociaux en 2014

Source : DREAL Nord-Pas-de-Calais, RP ; traitement EAU

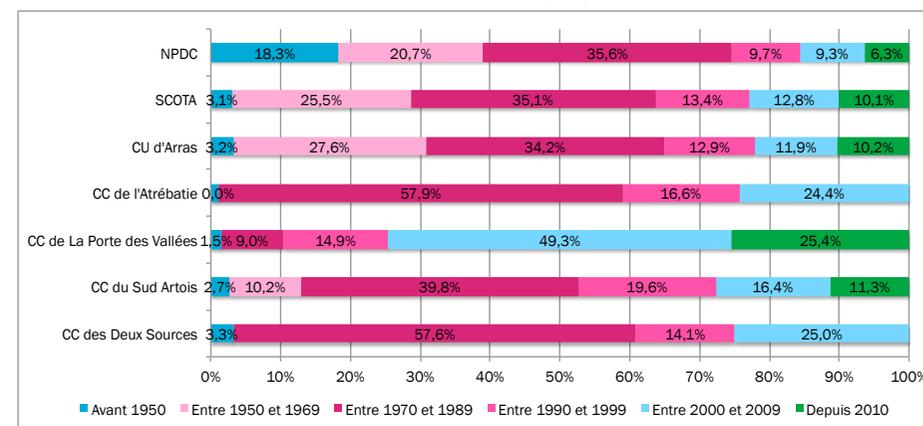


Un parc social relativement récent, puisque 3,1% des logements ont été construits avant 1950 contre 18,3% pour le Nord-Pas-de-Calais.

- Néanmoins, plus de la moitié du parc est antérieure à 1990 dans les CC de l'Atrébatie et des Deux Sources et nuls logements n'ont été construits depuis 2010, ce qui pose la question du maintien d'une offre de qualité, adaptée aux nouveaux besoins des ménages.

Âge du parc social en 2014

Source : DREAL Nord-Pas-de-Calais, RP ; traitement EAU



La tendance du nombre de logements sociaux s'inscrit à la hausse, en concordance avec les objectifs du PLH et la demande croissante.

- De même, un faible niveau de vacance et en régression entre 2013 et 2014, du fait d'une tension sur le parc locatif social qui se traduit notamment dans la CUA par un délai d'attente moyen élevé (9 mois).

Variation du nombre de logements et de logements vacants entre 2013 et 2014

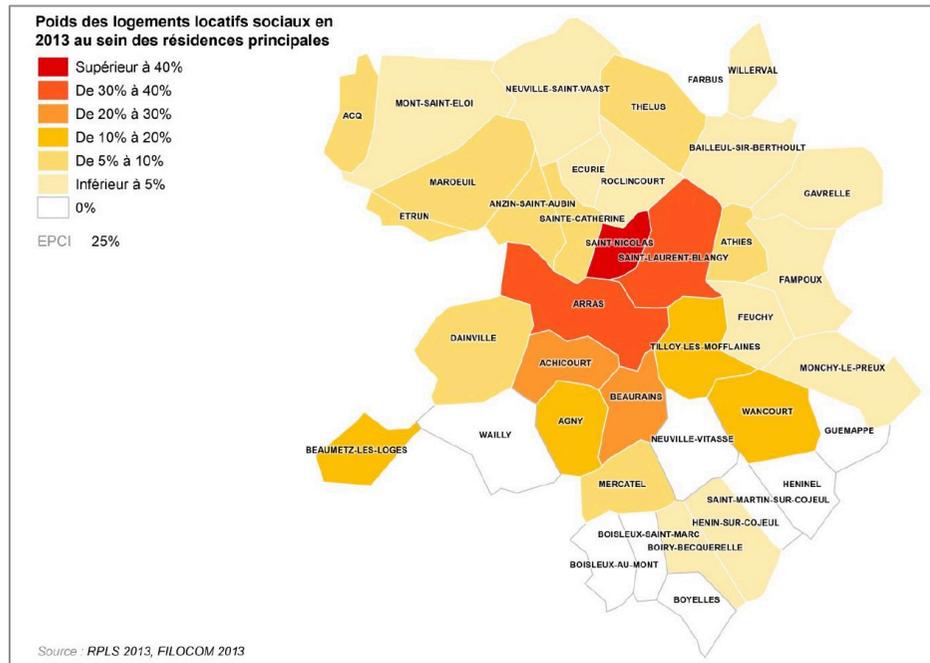
Source : DREAL Nord-Pas-de-Calais, RP ; traitement EAU

Territoires	Nb. LLS en 2013	Nb. LLS en 2014	Variation 2013-2014	2013		2014		Variation vacance 2013-2014
				Logements vacants	Taux de vacance	Logements vacants	Taux de vacance	
CC des Deux Sources	97	92	-5	2	2,06%	2	2,17%	0
CC du Sud Artois	792	852	60	13	1,64%	5	0,59%	-8
CC de La Porte des Vallées	66	67	1	0	-	1	1,49%	1
CC de l'Atrébatie	252	271	19	2	0,79%	1	0,37%	-1
CU d'Arras	11 300	11 410	110	171	1,51%	96	0,84%	-75
SCOTA	12 507	12 692	185	188	1,50%	105	0,83%	-83
NPDC	414 084	413 454	-630	6 839	1,65%	6 584	1,59%	-255

- Au sein de la CUA qui concentre 90% des logements sociaux du SCoT, des logements surtout localisés dans le cœur de l'agglomération et ses communes périurbaines : Saint-Nicolas, Saint-Laurent-Blangy, Achicourt et Beaurains.
- Une demande de logements sociaux plus forte sur les T2 et T3 mais portant davantage sur les T4, T5 et plus dans les communes non urbaines qui attirent davantage les familles.

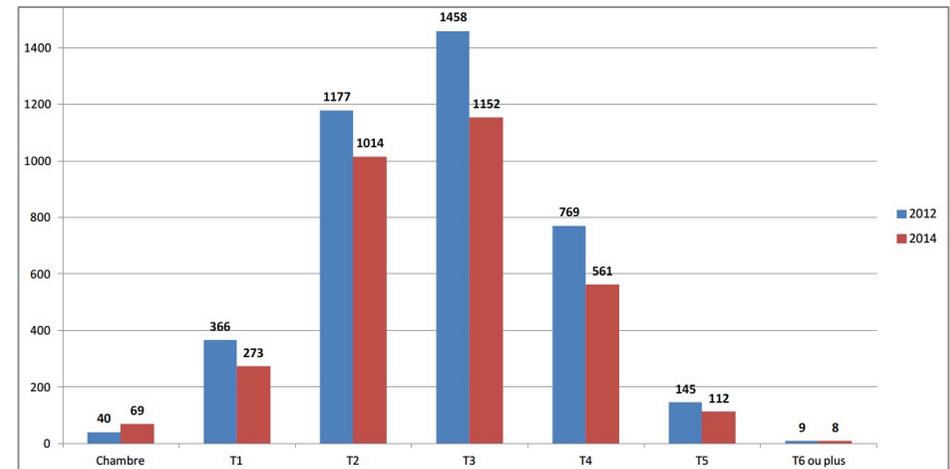
Le poids du parc social dans les résidences principales en 2013 dans la CUA

Source : CUA, Système National d'Enregistrement, RP ; traitement EAU



Répartition des demandes en logement social dans la CUA en 2012 et 2014

Source : CUA, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Offre de logements sociaux et développement personnel

Le parc social a vocation à soutenir les personnes en difficulté afin qu'elles puissent accéder à un meilleur niveau de vie. Il joue aussi un rôle dans les parcours résidentiels des ménages et dans la fidélisation des familles au territoire.

Si la demande porte davantage sur les T2 et T3, l'offre se doit de rester diverse pour assurer l'accès au logement de tous.

Enjeux

- Comment maintenir une offre de logements sociaux équilibrée et qualitative entre le parc social existant et les logements neufs ?
- Comment diversifier l'offre de logements vers des biens de tailles plus variées garants des parcours résidentiels ?

Besoins en logements et marché immobilier

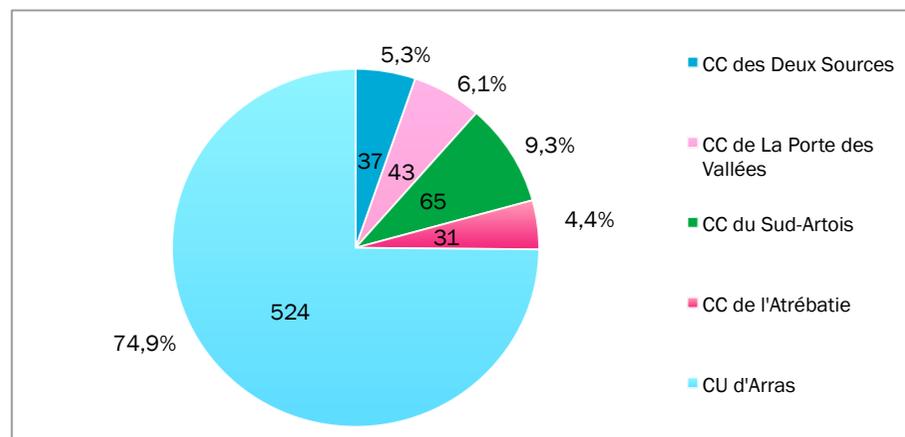
Etat des lieux et tendances

Les logements commencés en 2012 sont largement concentrés sur la CU d'Arras : pour 74,9% de l'ensemble des logements commencés du SCoT.

- Seuls 4,4% des logements commencés du Scota dans l'Atrébatie en écho du tassement de sa croissance démographique.

Logements commencés en 2012 au sein du SCoT

Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU



C'est aussi le cas entre 2004 et 2013, où 6 293 logements commencés sont comptabilisés au sein de la CU d'Arras pour 9 114 à l'échelle du SCoT.

Logements commencés entre 2004 et 2013

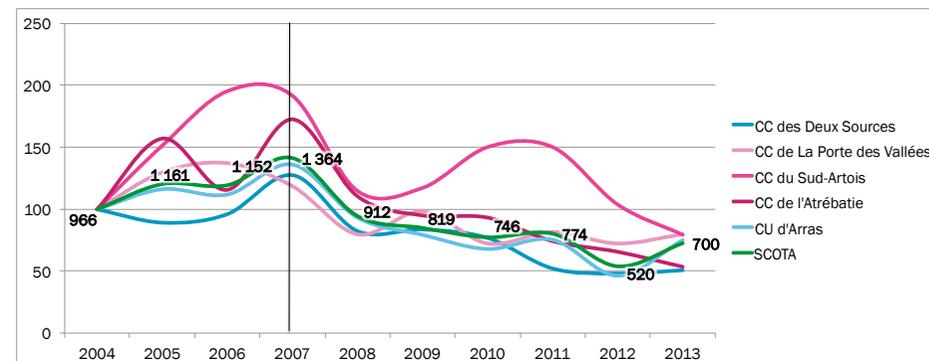
Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU

Territoires	2004-2013			dont 2008-2013		
	log. com	Moyenne annuelle	% SCoT	log. com	Moyenne annuelle	% SCoT
CC des Deux Sources	588	65	6,5%	287	57	6,4%
CC de La Porte des Vallées	523	58	5,7%	261	52	5,8%
CC du Sud-Artois	1 109	123	12,2%	586	117	13,1%
CC de l'Atrébatie	601	67	6,6%	285	57	6,4%
CU d'Arras	6 293	699	69%	3 052	610	68,3%
SCOTA	9 114	1 013	100%	4 471	894	100%
NPDC et Picardie	253 482	28 165		134 499	26 900	
NPDC	171 109	19 012		91 363	18 273	

Depuis la crise, le nombre de logements commencés n'a cessé de se réduire (de moitié entre 2005 et 2012) mais une légère reprise est observée avec +180 logements commencés supplémentaires par rapport à 2012 sous l'effet de la reprise de la CUA et de la Porte des Vallées.

Evolution des logements commencés au sein du Scota entre 2004 et 2013

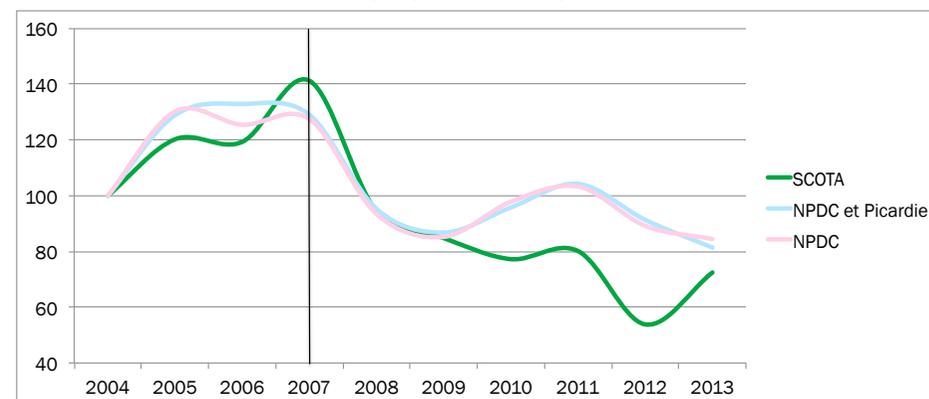
Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU, base 100 en 2004



Depuis 2007, le territoire connaît une perte de la construction de logements et affiche une trajectoire dissymétrique aux tendances des territoires de comparaison.

Evolution des logements commencés dans le SCoT et les régions de référence entre 2004 et 2013

Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU, base 100 en 2004



Logements individuels groupés: maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.

Le point mort désigne le nombre de logements nouveaux à construire chaque année pour maintenir la population. Il prend en compte le desserrement des ménages, la transformation ou la mobilisation des résidences secondaires et des logements vacants en résidences principales et la destruction des logements.

Une baisse significative des logements construits sous l'effet de la crise, qui a surtout atteint les logements collectifs dont la construction n'a pas repris à la différence des autres typologies de logements qui constituent des produits « plus surs » pour le marché.

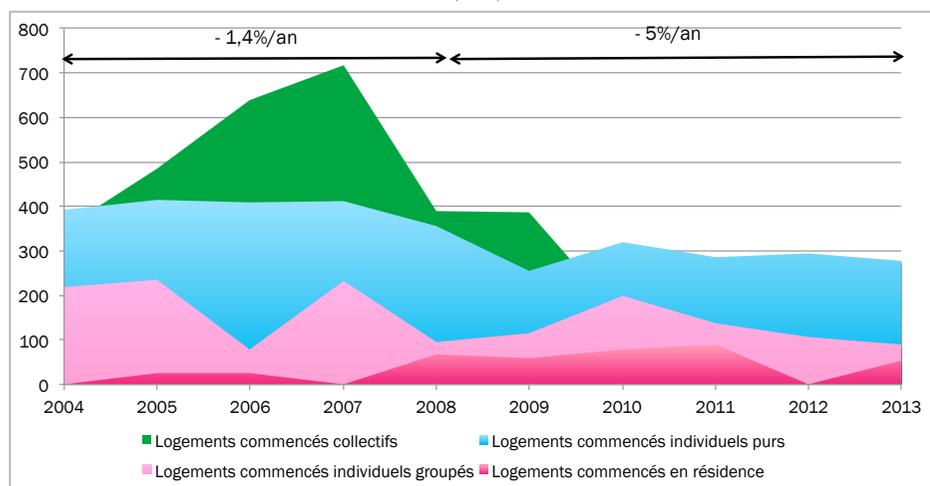
L'évolution moyenne annuelle du nombre de logements construits est d'ailleurs passée de -1,4%/an entre 2004 et 2008 à -5%/an entre 2008 et 2013.

La proportion de logements construits annuellement (+1 027 logements par an) permet à la fois de fixer la population existante et en accueillir de nouvelles faisant du Scota un territoire de flux.

Pour répondre aux besoins de la population et du parc existant, le territoire a du théoriquement fournir 776 logements supplémentaires par an :

Evolution des différentes typologies de logements commencés sur le périmètre du SCoT entre 2004 et 2013 et évolutions moyennes annuelles globales

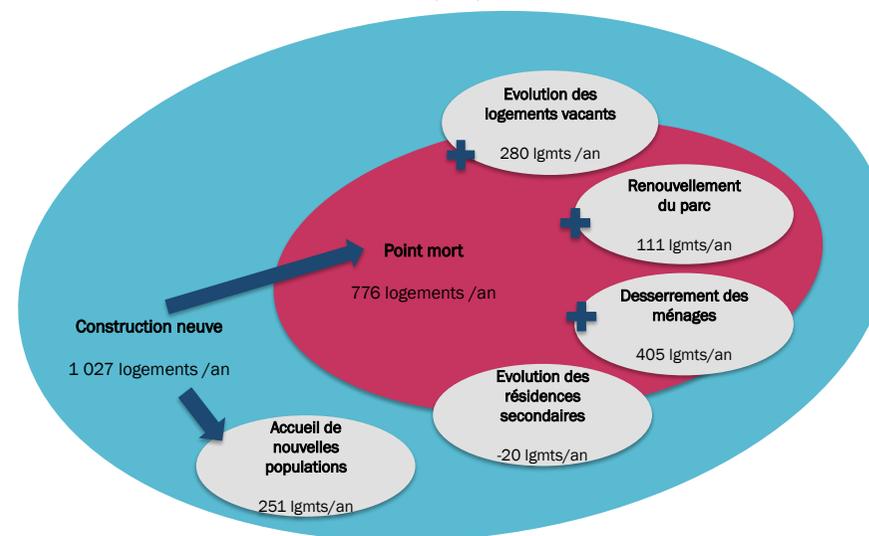
Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU



- 280 logements pour compenser la progression de la vacance
- 111 logements pour compenser les démolitions et changements de destination des logements
- 405 logements pour s'adapter à la baisse de la taille des ménages soit la réduction du nombre de personnes par logement (taille moyenne des ménages passant de 2,39 en 2007 à 2,32 en 2012)
- La baisse des résidences secondaires (-20 logements par an) a permis d'alimenter le nombre de résidences principales.

Répartition moyenne des logements construits entre 2004 et 2013

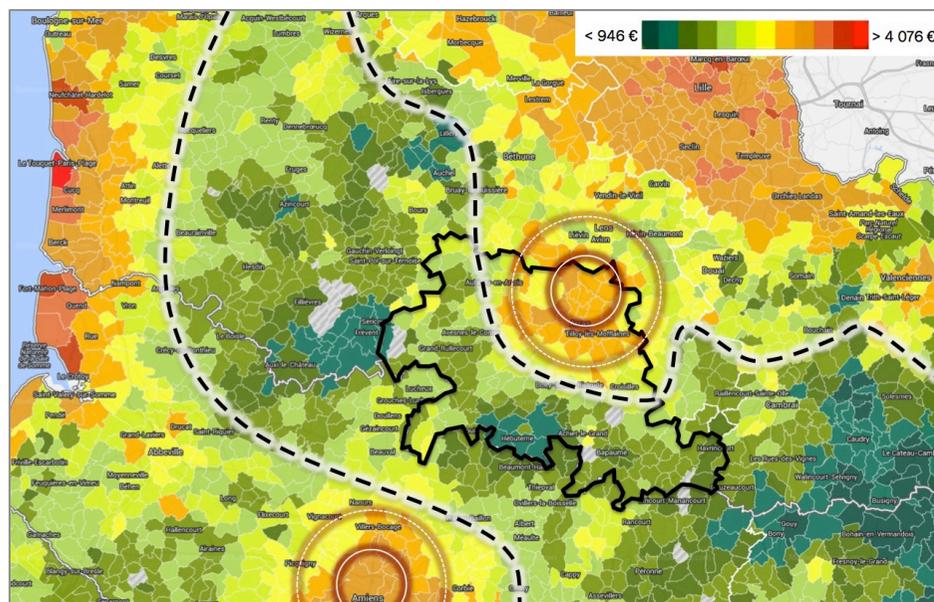
Source : Sitadel2, RP ; traitement EAU



Hormis l'effet de l'agglomération d'Arras, les prix immobiliers sont attractifs sur l'ensemble du territoire et s'insèrent dans un corridor régional situé entre le littoral, Amiens, le bassin minier et Lille. Ainsi, le territoire bénéficie à la fois de prix abordables et des aménités qu'offre la CUA.

Prix de vente des maisons et appartements par m² en 2015

Source : Meilleurs Agents, RP ; traitement EAU



À Arras, des prix supérieurs aux communes de taille comparable, davantage dans la fourchette des prix de l'agglomération lilloise.

Prix de vente de l'immobilier par m² en 2015 en euros

Source : Meilleurs Agents, RP ; traitement EAU

Territoires	Maison	Loyer mensuel
Arras	1 519	8,9
Saulty	1 219	-
Pas-en-Artois	1 269	6,2
Duisans	1 359	5,9
Avesnes-le-Comte	1 249	6,4
Bapaume	1 161	8
Lens	1 310	5,9
Douai	1 330	6,3
Valenciennes	1 394	7,1
Cambrai	1 184	5,9
Doullens	1 284	5,8
Albert	1 328	7,3

Interdépendances

Besoins en logements et consommation d'espace

Le développement du parc de logements questionne leur mode de production, en extension ou en renouvellement, et influence le rythme de la consommation d'espaces agricoles et/ou naturels. Entre 2005 et 2009, 209 hectares ont été consommés par l'habitat collectif, résidentiel et continu.

Marché immobilier et attractivité résidentielle

Les habitants seront plus enclins à demeurer sur le territoire si l'offre de logements y est diversifiée (taille, type, localisation, ancienneté...).

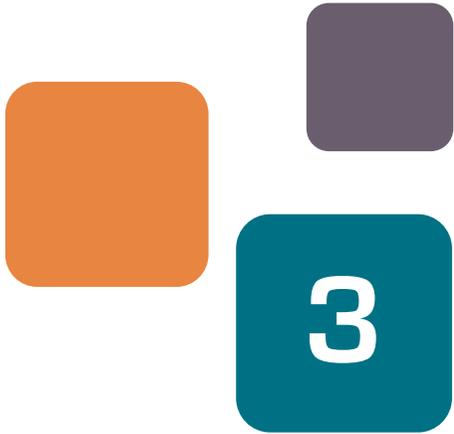
Aussi, les prix immobiliers d'Arras et des marges Sud du bassin minier plus onéreux peuvent inciter les ménages à venir s'installer ailleurs au sein du SCOT.

Marché immobilier et croissance du BTP

Les logements antérieurs à 1946 étant nombreux sur le territoire posent des enjeux d'adaptation aux nouvelles performances énergétiques. Leur rénovation nécessite ainsi d'une main d'œuvre qualifiée et disponible sur le territoire.

Enjeux

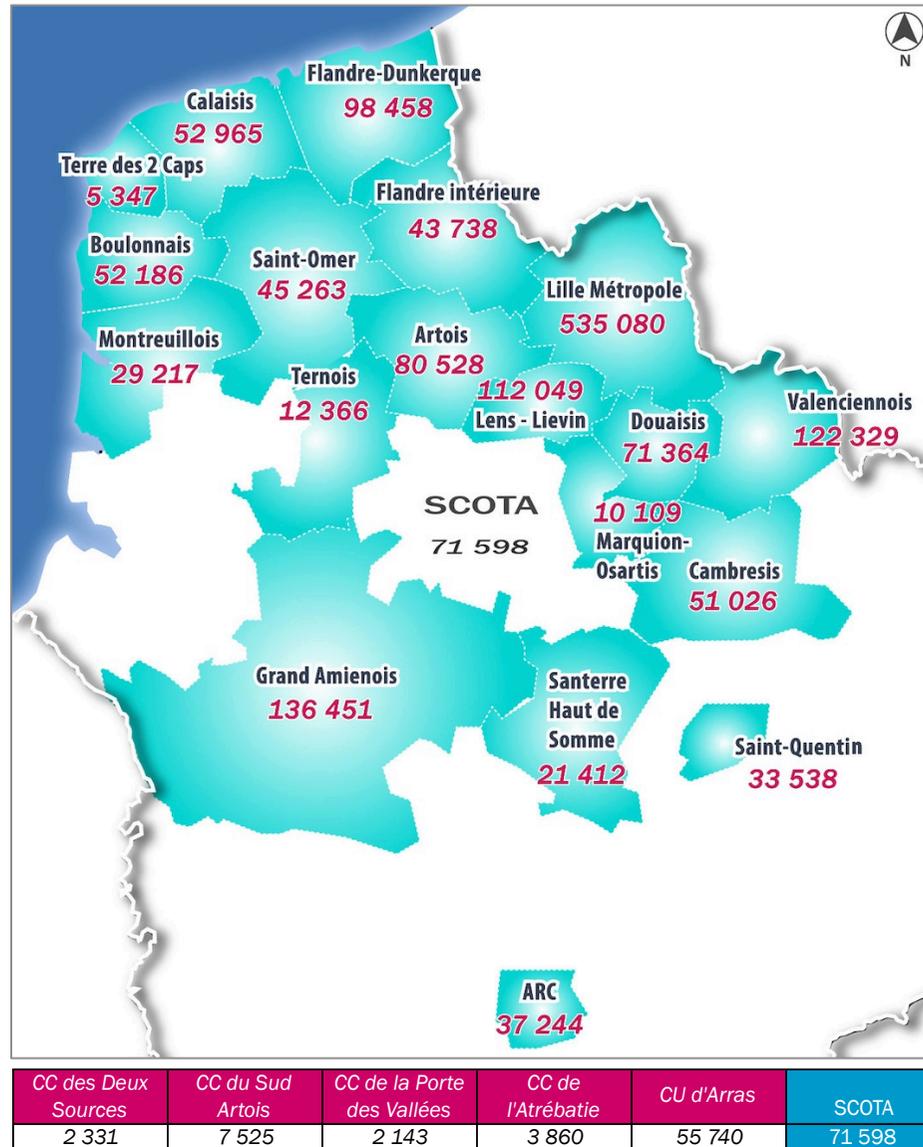
- Quelles mesures mettre en place pour adapter le parc de logements aux attentes locales et répondre aux besoins potentiels des nouveaux arrivants ?
- Quelle réponse apporter aux logements vacants qui doivent être garants de la fluidification du marché afin de limiter la mobilisation de constructions neuves ?
- À terme, la pression d'Arras et d'Amiens suite à leur desserrement ne vont-elles pas peser sur les prix, pénalisant les jeunes ménages et les populations fragiles ?



ECONOMIE

Nombre d'emplois dans le SCoT de l'Arrageois et dans son environnement régional en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Nombre d'emplois dans le SCoT de l'Arrageois en 1999, 2007, 2012 et évolutions
Ce tableau permet une lecture des indicateurs aux échelles des périmètres des EPCI en 2016 et en 2017

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

	Emplois 1999	Emplois 2007	Emplois 2012	Variation 1999-2012	Variation 1999-2007	Variation 2007-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2012	Évol. moyenne annuelle 1999-2007	Évol. moyenne annuelle 2007-2012
SCOTA	65 823	72 198	71 885	6 062	6 375	-313	0,68%	1,16%	-0,09%
CU d'Arras (2017)	51 618	57 059	56 539	4 921	5 441	-519	0,70%	1,26%	-0,18%
CU d'Arras (2016)	50 977	56 549	56 027	5 050	5 572	-521	0,73%	1,31%	-0,19%
Roeux	191	273	287	96	82	14	3,18%	4,56%	1,00%
Partie 1 - CC La Porte des Vallées (2016)	641	510	512	-129	-131	2	-1,71%	-2,82%	0,08%
CC Campagnes de l'Artois	6 744	7 321	7 551	807	577	230	0,87%	1,03%	0,62%
CC de l'Atrébatie (2016)	2 974	3 564	3 860	886	590	296	2,03%	2,29%	1,61%
Partie 1 - CC des 2 Sources (2016)	2 002	1 984	2 061	59	-18	77	0,22%	-0,11%	0,77%
Partie 2 - CC La Porte des Vallées (2016)	1 768	1 774	1 630	-138	6	-143	-0,62%	0,04%	-1,67%
CC du Sud Artois	7 461	7 818	7 795	334	357	-23	0,34%	0,59%	-0,06%
CC du Sud-Artois (2016)	7 010	7 500	7 525	515	490	25	0,55%	0,85%	0,07%
Partie 2 - CC des 2 Sources (2016)	451	318	270	-181	-133	-48	-3,88%	-4,28%	-3,22%

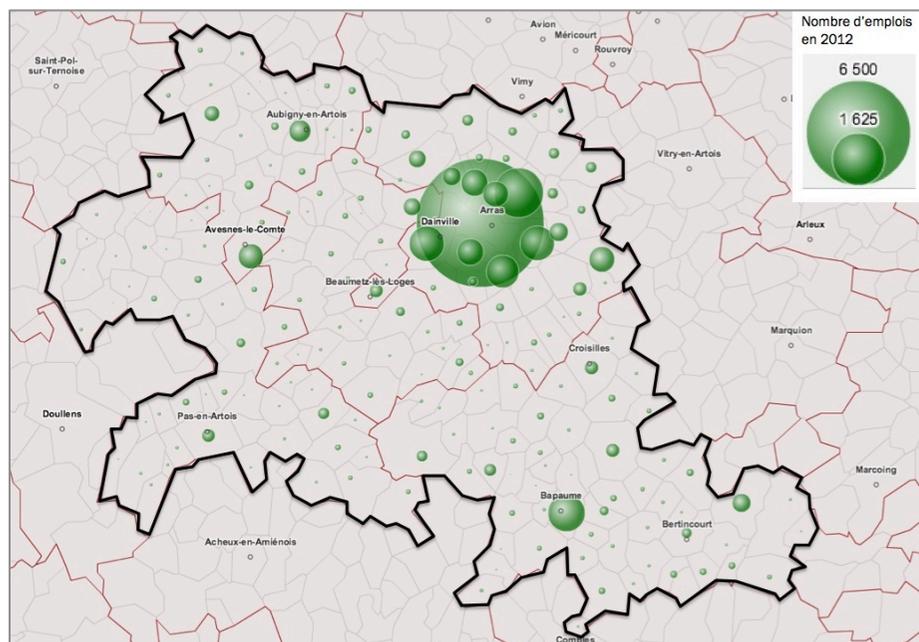
Portrait économique général

Etat des lieux et tendances

La majeure partie de l'emploi se concentre dans la CU d'Arras et au sein de pôles d'emplois secondaires (Bapaume, Aubigny-en-Artois, Avesnes-le-Comte).

Répartition de l'emploi dans le Scota en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Les services marchands comprennent les activités de commerce, de transports et de services divers aux entreprises et à la personne. Par opposition, les services non marchands sont des activités que l'on rencontre dans l'administration publique, la santé et l'action sociale.

En 2012, les emplois du Scota représentent 3,7% de l'ensemble Nord-Pas-de-Calais et Picardie dont 3% rien que pour la CUA.

Effectifs par grands secteurs économiques en 2012

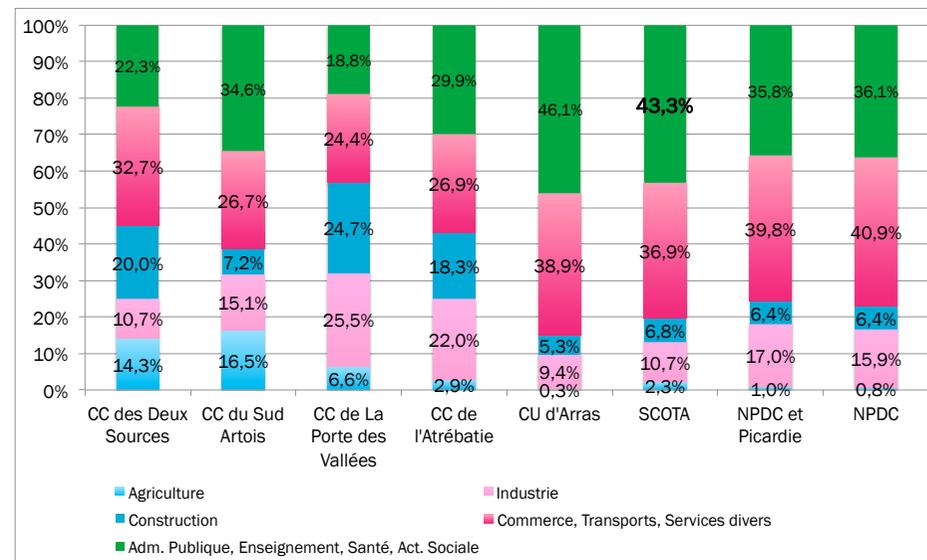
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, Transports, Services divers	Adm. Publique, Enseignement, Santé, Act. Sociale	Ensemble	% effectifs totaux / NPDC et Picardie
CC des Deux Sources	197	147	276	451	307	1 378	0,07%
CC du Sud Artois	1 002	916	439	1 623	2 103	6 083	0,33%
CC de la Porte des Vallées	107	415	403	398	306	1 629	0,09%
CC de l'Atrébatie	74	570	475	696	776	2 591	0,14%
CU d'Arras	176	5 311	3 032	22 113	26 168	56 800	3,04%
SCOTA	1 556	7 359	4 625	25 281	29 660	68 481	3,7%
NPDC	10 131	207 642	84 159	534 993	472 689	1 309 614	
NPDC et Picardie	19 219	317 193	119 728	743 948	668 908	1 868 996	

Sous l'effet d'Arras, des services non marchands bien représentés dans le Scota (43,3% des emplois totaux) mais qui pourraient être impactés dans l'avenir par la réduction des effectifs dans les secteurs publics. À contrario, une faiblesse des emplois marchands qui pénalisent le développement du territoire (36,9%).

Part des emplois par grands secteurs économiques en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



L'effet de la crise est sans précédent en particulier pour l'agriculture (-56,4% emplois entre 1999-2012). Sur la même période, seuls les services non marchands ont progressé de 28,5% ce qui traduit deux phénomènes : les emplois non marchands apparaissent comme des amortisseurs sociaux et traduisent une certaine professionnalisation de l'économie.

- L'Atrébatie voit néanmoins ses emplois industriels progresser (+151) comme ceux de la construction (+ 24).
- La CUA se présente comme le pôle de services rayonnant du territoire avec 1 019 emplois en commerce, transports et services divers.

Evolutions absolues et relatives des effectifs par secteurs économiques entre 1999-2012

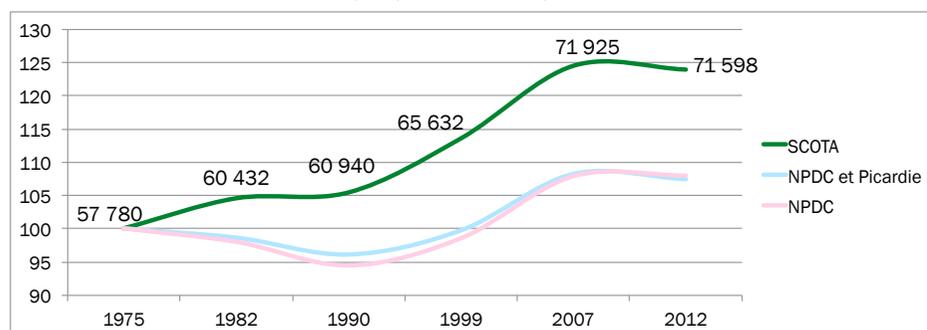
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Agriculture		Industrie		Construction		Commerce, Transports, Services divers		Adm. Publique, Enseignement Santé, Act. Sociale		Ensemble	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
CC des Deux Sources	-432	-68,7%	-178	-54,8%	44	19,0%	-292	-39,3%	-217	-41,4%	-1 075	-43,8%
CC du Sud Artois	-582	-36,7%	-152	-14,2%	107	32,2%	-437	-21,2%	68	3,3%	-996	-14,1%
CC de La Porte des Vallées	-394	-78,6%	-6	-1,4%	-70	-14,8%	-228	-36,4%	-82	-21,1%	-780	-32,4%
CC de l'Atrébatie	-214	-74,3%	151	36,0%	24	5,3%	-311	-30,9%	-33	-4,1%	-383	-12,9%
CU d'Arras	-391	-69,0%	-1 127	-17,5%	-337	-10,0%	1 019	4,8%	6 860	35,5%	6 014	11,8%
SCOTA	-2 013	-56,4%	-1 312	-15,1%	-232	-4,8%	-249	-1,0%	6 586	28,5%	2 780	4,2%
NPDC	-22 805	-69,2%	-75 200	-26,6%	8 385	11,1%	8 404	1,6%	46 517	10,9%	-34 699	-2,6%

Depuis 1968, la trajectoire économique du territoire est à peu de choses près fidèle aux évolutions régionales avec entre autres les mêmes conséquences de la crise.

Evolution de l'emploi total dans le SCoT et les régions de référence

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, base 100 en 1975



La CUA est incontestablement le moteur économique du territoire avec 55 740 emplois en 2012 soit 77,9% de l'ensemble des emplois du Scota.

- Elle est suivie de la CC du Sud-Artois qui concentre 10,5% des emplois du territoire et de la CC de l'Atrébatie avec 5,4%.
- Sur le long terme, une progression constante de l'emploi pour la CC de l'Atrébatie et la CUA à l'exception de la période 2007-2012 pour cette dernière.
- Une réduction de l'emploi pour les CC de la Porte des vallées et des Deux Sources suivie d'une stabilisation entre 2007-2012, mais une baisse plus criante pour les Deux Sources (-1 594 emplois entre 1975-2012)
- Une trajectoire de long terme à la hausse et une stabilisation pour le Sud Artois.

Evolution de l'emploi total sur longue période

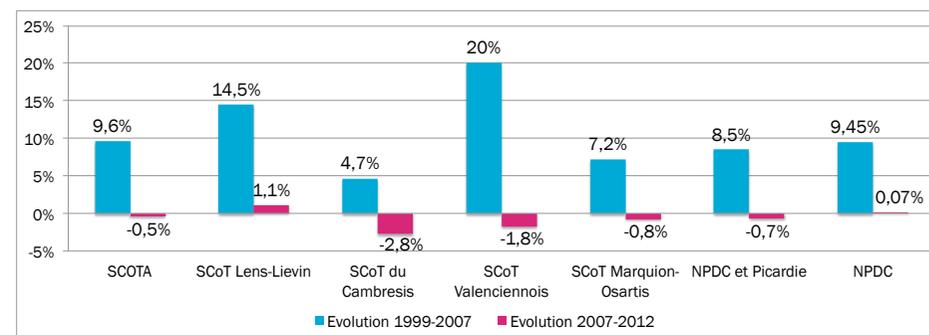
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	1975	1982	1990	1999	2007	2012	Part de l'emploi dans le SCOTA en 2012
CC des Deux Sources	3 925	3 240	2648	2 453	2 302	2 331	3,3%
CC du Sud Artois	6 880	6 772	7088	7 010	7 500	7 525	10,5%
CC de la Porte des Vallées	2 395	2 188	2256	2 409	2 284	2 143	3,0%
CC de l'Atrébatie	2 465	2 600	2704	2 974	3 564	3 860	5,4%
CU d'Arras	42 115	45 632	46244	50 786	56 276	55 740	77,9%
SCOTA	57 780	60 432	60 940	65 632	71 925	71 598	100%
NPDC et Picardie	1 994 470	1 967 988	1 917 544	1 989 944	2 158 786	2 143 066	
NPDC	1 363 500	1 336 824	1 288 441	1 344 313	1 471 410	1 472 415	

Si le Scota connaît une dépréciation de l'emploi, celle-ci reste modérée (-0,5% entre 2007 et 2012) comparativement à d'autres territoires, signe d'une certaine forme de résilience économique.

Evolution de l'emploi total dans le SCoT et les territoires de comparaison

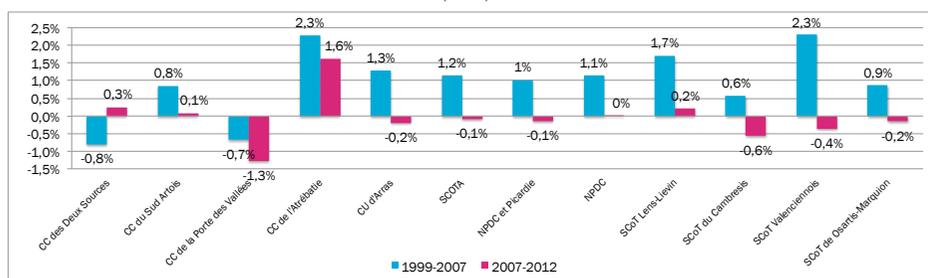
Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Dans un contexte de crise économique, les territoires ruraux connaissent une croissance de leurs emplois à l'image de l'Atrébatie dont le rythme reste soutenu (+1,6% en moyenne/an entre 2007-2012), des Deux Sources (+0,3%) et du Sud-Artois (+0,1%) à l'inverse de La Porte des Vallées dont la régression des emplois est rapide (-1,3%/an) et de la CUA (-0,2%/an).

Evolution moyenne annuelle de l'emploi entre 1999-2007 et 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Les territoires affichent autant de similitudes au niveau des emplois de proximité, bien représentés pour chacun d'entre eux que de complémentarités dans leur rapport à la terre encore palpable (CC des Deux sources, du Sud Artois). Enfin, si pour la CUA les fonctions urbaines sont avérées, l'Atrébatie se positionne à l'interface avec des services de proximité et emplois agricoles bien représentés.

- Le poids d'Arras est indéniable et fait du secteur de la gestion le principal pourvoyeur d'emplois en 2012 devant l'administration publique (8 381) avec 9 682 unités.

Effectifs de l'emploi par fonctions en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, en rouge la fonction la plus pourvoyeuse d'emplois

	CC des Deux Sources	CC du Sud Artois	CC de La Porte des Vallées	CC de l'Atrébatie	CU d'Arras	SCOTA	NPDC et Picardie	NPDC
Emploi total	2 331	7 525	2 143	3 860	55 740	71 598	2 143 066	1 472 415
Administration publique	134	477	82	200	7 488	8 381	189 848	130 411
Agriculture	447	1 049	249	202	548	2 495	46 584	23 898
BTP	390	506	385	506	3 240	5 027	138 027	93 579
Commerce inter-entreprises	37	159	59	82	1 762	2 099	66 727	47 588
Conception, Recherche	12	36	33	12	680	773	36 527	26 293
Culture, Loisirs	19	58	13	42	669	802	31 229	22 066
Distribution	133	441	67	259	3 757	4 657	166 046	115 296
Education, Formation	90	373	101	240	3 206	4 009	123 939	85 999
Entretien, Réparation	115	635	222	286	4 044	5 300	171 919	115 999
Fabrication	135	585	231	516	4 487	5 953	231 893	153 525
Gestion	137	488	133	318	8 607	9 682	253 539	184 347
Transports, Logistique	224	1 031	148	339	5 334	7 077	204 885	135 848
Prestations intellectuelles	24	121	43	88	1 669	1 944	58 338	43 183
Santé, Action Sociale	53	733	68	208	5 168	6 231	208 306	146 419
Services de proximité	381	833	309	563	5 082	7 167	215 260	147 963

L'analyse fonctionnelle de l'emploi propose des regroupements des professions dans le but de faire apparaître de grandes fonctions transversales aux secteurs d'activités. 15 fonctions sont ainsi définies.

Des trajectoires très disparates au sein du territoire :

- La réduction des effectifs de l'Etat dans l'administration publique se fait particulièrement ressentir (-573) notamment dans la CUA (-496);
- Le retrait des emplois dans l'éducation et la formation s'est généralisé à l'ensemble des EPCI, en particulier dans la CUA (-473);
- La situation de l'agriculture est elle aussi sur une pente baissière (-396 emplois dans le SCOTA);
- Comme pour les régions de référence, les emplois de santé et d'action sociale sont en hausse (+720 à l'échelle du SCOT), mais surtout les emplois de services de proximité qui croissent pour l'ensemble des EPCI.

Evolution des emplois par fonctions entre 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

En rouge la fonction ayant le plus progressé et en bleu la fonction la plus en baisse

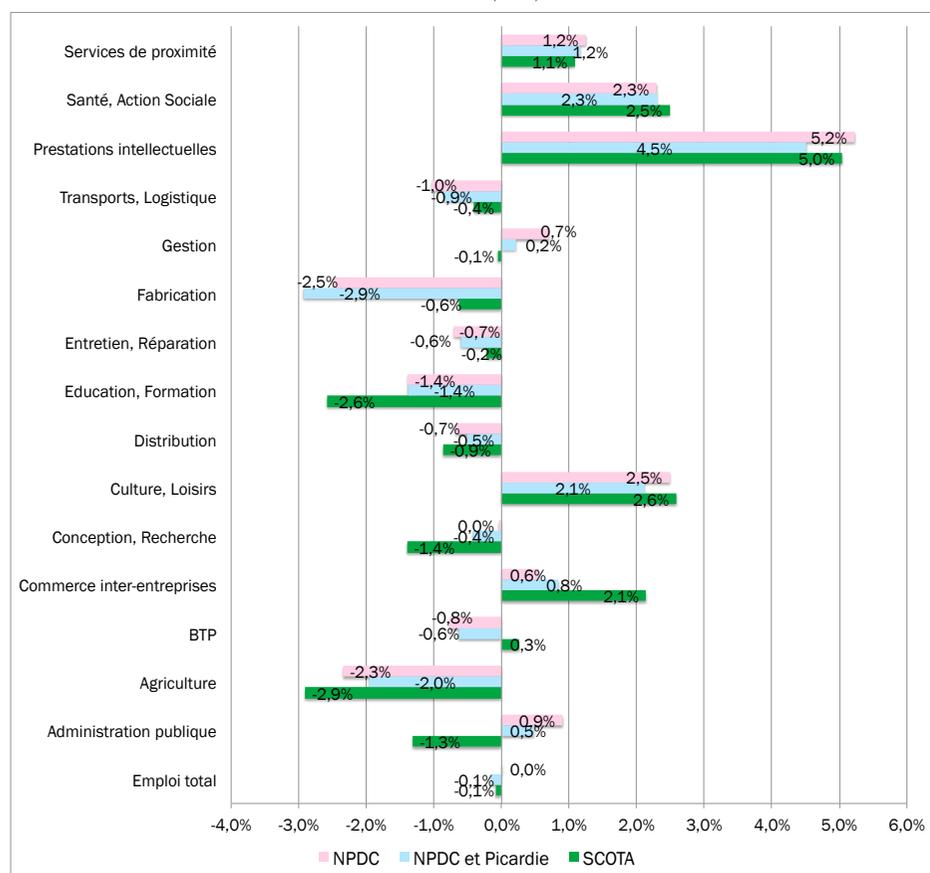
	CC des Deux Sources	CC du Sud Artois	CC de La Porte des Vallées	CC de l'Atrébatie	CU d'Arras	SCOTA	NPDC et Picardie	NPDC
Emploi total	29	25	-141	296	-535	-327	-15 720	1 005
Administration publique	29	-68	-52	14	-496	-573	4 516	5 735
Agriculture	-136	-222	-14	-44	20	-396	-4 832	-3 013
BTP	124	59	-43	49	-122	66	-4 484	-3 705
Commerce inter-entreprises	2	35	4	-4	175	211	2 747	1 288
Conception, Recherche	1	0	1	-1	-58	-56	-796	-59
Culture, Loisirs	-11	42	-2	26	42	96	3 103	2 552
Distribution	5	-59	16	-28	-141	-207	-4 323	-4 030
Education, Formation	-9	-55	-10	-13	-473	-560	-8 966	-6 232
Entretien, Réparation	25	102	2	45	-235	-60	-5 281	-4 203
Fabrication	-48	-78	22	120	-208	-192	-37 166	-20 666
Gestion	20	-106	-46	31	72	-29	2 702	6 307
Transports, Logistique	-59	39	-26	-55	-44	-145	-9 023	-7 256
Prestations intellectuelles	1	74	4	60	285	424	11 544	9 704
Santé, Action Sociale	-2	172	-21	42	529	720	22 406	15 694
Services de proximité	87	89	24	57	119	376	12 134	8 889

Un territoire qui emprunte les mêmes trajectoires que les régions de référence : une croissance rapide des prestations intellectuelles (+5% en moyenne par an dans le Scota), des emplois de santé et d'action sociale (+2,5%), de la culture-loisirs (+2,6%), et des commerces inter-entreprises (2,1%).

- Sous l'effet de la réduction des effectifs dans l'administration publique, les emplois du secteur régressent dans le Scota (-1,3%/an).
- La progression des emplois du BTP peut être associée au pôle d'excellence rural de l'éco-construction de l'Atrébatie (+0,3%/an).

Evolution moyenne annuelle de l'emploi par fonctions entre 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Une proportion d'emplois métropolitains dans la moyenne des régions de référence, et qui se concentre avant tout dans la CU d'Arras pour laquelle les emplois métropolitains représentent 24% de ses emplois totaux.

- Une métropolisation qui irrigue aussi l'espace rural, et des emplois d'encadrement qui y sont directement rattachés : respectivement 222 et 156 emplois d'encadrement dans les CC du Sud-Artois et de l'Atrébatie.
- Entre 2007 et 2012, des emplois métropolitains en croissance pour l'ensemble des EPCI hormis la Porte des Vallées (-40), qui donnent à voir un territoire maillé par une urbanité diffuse, et une ruralité singulière très imbriquée avec le véritable pôle de croissance qu'est Arras.

Effectifs, proportion et évolution entre 2007-2012 des emplois métropolitains

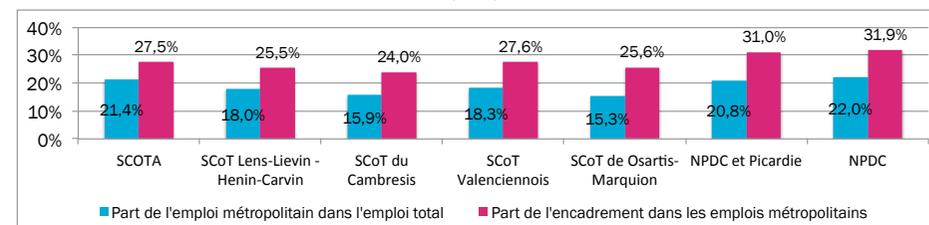
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Emploi métropolitain			Encadrement métropolitain		
	Effectifs 2012	Part dans l'emploi total	Variation 2007-2012	Effectifs 2012	Part de l'encadrement dans les emplois métropolitains	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	229	9,8%	12	69	30,3%	-1
CC du Sud Artois	862	11,5%	45	222	25,7%	31
CC de la Porte des Vallées	281	13,1%	-40	82	29,2%	8
CC de l'Atrébatie	541	14,0%	111	156	28,8%	68
CU d'Arras	13 387	24,0%	517	3 685	27,5%	129
SCOTA	15 299	21,4%	646	4 213	27,5%	235
NPDC et Picardie	446 360	20,8%	19 299	138 490	31,0%	13 437
NPDC	323 477	22,0%	19 791	103 268	31,9%	11 939

Qu'il s'agisse de l'emploi métropolitain (21,4%) ou de l'encadrement (27,5%), le Scota s'affirme vis-à-vis des SCoT de comparaison ce qui peut expliquer une certaine forme de résistance de son économie.

Proportion des emplois métropolitains dans l'emploi total et de l'encadrement des emplois métropolitains en 2012

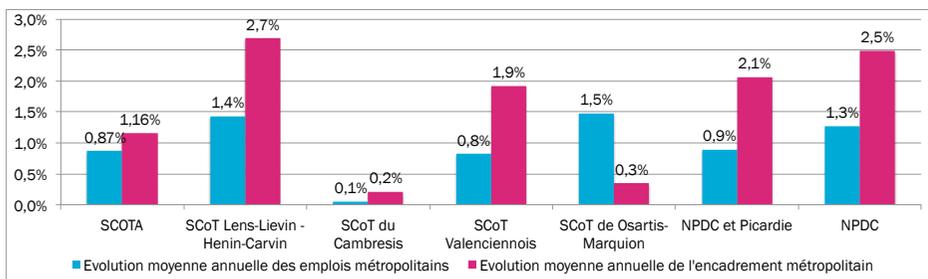
Source : INSEE, RP ; traitement EAU



En revanche, les effectifs métropolitains et d'encadrement croissent à un rythme moins soutenu que la plupart des référentiels, cependant influencés par des locomotives propres, les villes de Lens et Liévin pour le SCoT Lens-Liévin-Henin-Carvin et les synergies créées avec la Belgique pour le SCoT du Valenciennois.

Evolution moyenne annuelle des emplois métropolitains et de son encadrement entre 2007-2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



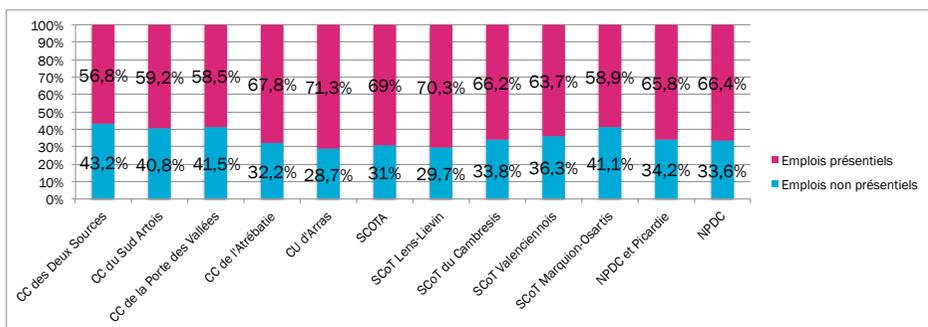
Les activités non présentes produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Les activités présentes sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Sous l'effet de la CUA, la part de la sphère présente en 2012 est prépondérante (69% des emplois totaux) en comparaison des territoires de référence.

Répartition des emplois entre sphères présente et non présente en 2012 dans le Scota et les territoires de comparaison

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Sur la dernière période, la trajectoire du Scota est à l'opposé des territoires de comparaison : les emplois présents sont en repli (-640) face à des emplois productifs qui révèlent leur résistance (+ 313) et évoluent sur des secteurs dynamiques accompagnant ainsi un portage économique propre sur l'Atrébatie et la CUA.

Des trajectoires différentes à l'échelle locale :

- Alors que les emplois présents ont progressé dans les CC de Deux Sources et du Sud-Artois (+196 et + 312), les emplois non présents ont connu une régression (-167 et -287).
- Aussi, si les emplois continuent de croître sur l'Atrébatie autant pour le présentiel (+ 39 et + 257), ce n'est pas le cas pour la Porte des Vallées (-19 et -122).
- Quant à la CUA, les emplois présents ont régressé conséquemment (- 1 282) tandis que les emplois productifs ont augmenté (+ 746).

Effectifs en 2012 et évolution de l'emploi présentiel et non présentiel entre 1999-2012

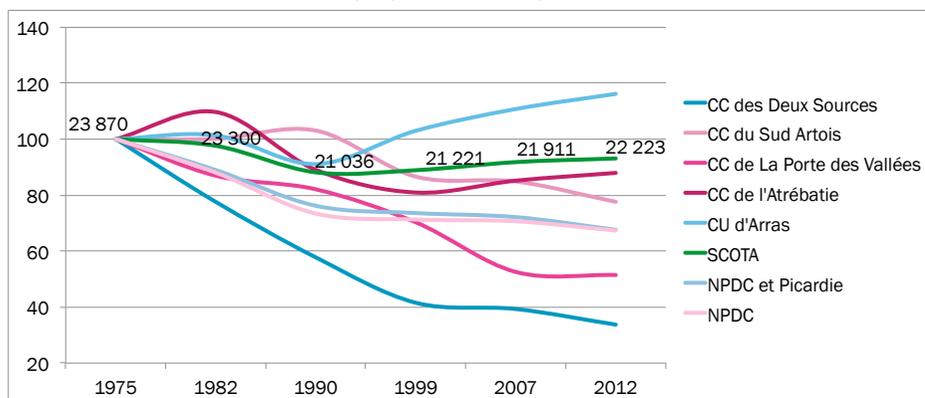
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Emplois non présents			Emplois présents		
	Effectifs 2012	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012	Effectifs 2012	Variation 2007-2012	Variation 1999-2012
CC des Deux Sources	1 007	-167	-233	1 324	196	111
CC du Sud Artois	3 069	-287	-356	4 456	312	871
CC de la Porte des Vallées	890	-19	-326	1 252	-122	59
CC de l'Atrébatie	1 244	39	99	2 615	257	786
CU d'Arras	16 013	746	1 818	39 727	-1 282	3 136
SCOTA	22 223	313	1 002	49 375	-640	4 964
SCoT Lens-Liévin - Henin-Carvin	33 246	-373	1 177	78 803	1 557	14 043
SCoT du Cambresis	17 253	-1 738	-3 665	33 773	284	4 549
SCoT Valenciennois	44 439	-2 343	5 823	77 890	127	12 752
SCoT Marquion-Osartis	4 153	-557	-914	5 956	478	1 517
NPDC et Picardie	732 296	-49 046	-64 660	1 410 770	33 326	217 782
NPDC	495 371	-24 370	-28 939	977 044	25 375	157 041

Sur longue période, des disparités inter-EPCI qui s'observent aussi avec un redressement opéré sur la CUA à la fin des années 1990 et sur l'Atrébatie début 2000 en lien avec une politique foncière et immobilière très active.

Evolution de l'emploi non présentiel sur longue période

Source : INSEE, RP, traitement EAU, base 100 en 1975

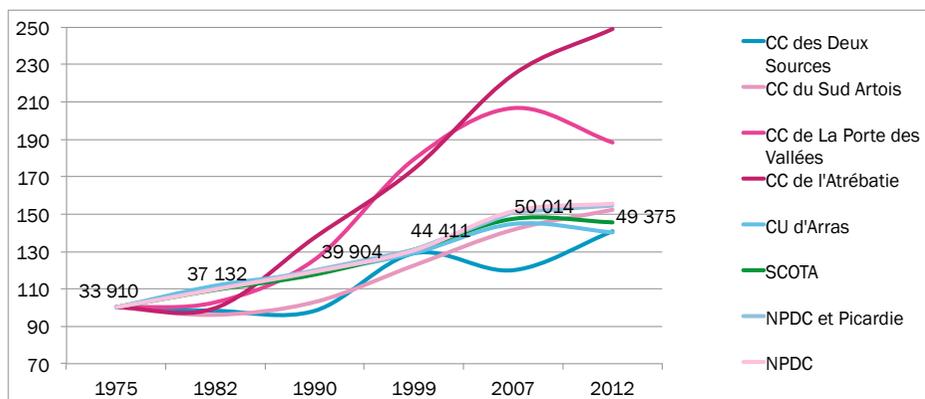


Depuis 1975, une trajectoire globale à la hausse pour tous les territoires.

- Toutefois, la période 2007-2012 laisse voir un fléchissement marquant sur la CUA et la Porte des Vallées dont les modes de fonctionnement sont très imbriqués, questionnant ainsi leur développement économique et résidentiel futur si ce phénomène venait à perdurer.

Evolution de l'emploi présentiel sur longue période

Source : INSEE, RP, traitement EAU ; base 100 en 1975



Interdépendances

Emploi et trajectoire de développement

Si l'emploi est globalement en perte de vitesse, la position privilégiée du Scota au cœur des échanges entre l'Île-de-France et la Belgique lui permet de mieux résister comparé à certains territoires au contexte similaire.

En outre, la forte densité des infrastructures, des services et de population est en capacité de soutenir le développement économique.

Emploi et démographie

Le dynamisme démographique participe au renforcement des activités présentes, génératrices d'emplois dans les services, l'artisanat,... et propice à la consolidation des liens entre les habitants et leur territoire.

Emploi et offre de formation

L'offre de formation favorise le maintien de certaines activités sur le territoire.

L'éventail des domaines dispensés à l'Université d'Artois en sciences de l'ingénieur (génie civil, informatique, électronique, énergies, industries agro-alimentaires,...), lettres et sciences humaines et sociales, droit, économie, gestion, technologies, logistique... forment des futurs professionnels à même de correspondre aux spécificités économiques locales. L'université est ainsi en capacité d'assurer le renouvellement de la main d'œuvre sur le périmètre du SCoT.

Politique foncière ambitieuse et emploi productif

Aux côtés de la proximité des transports, le prix des terrains et la mise à disposition de locaux constituent deux des motifs déterminants de l'installation d'entreprises sur un territoire. Les politiques menées par l'Atrébatie et la CUA visant à faciliter et soutenir l'installation d'entreprises et de leurs salariés dans le territoire ont été favorables au développement de l'économie productive.

Gouvernance

Le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais :

Pour soutenir le développement économique, la région dispose de plusieurs initiatives.

- Le Schéma régional de développement économique, adopté en 2005, vise à poursuivre la construction du Nord-Pas-de-Calais comme une grande région en Europe. Ainsi, il met en avant la structuration du territoire autour de pôles d'excellence, l'innovation, la recherche, les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, l'équilibre territorial et les outils financiers nécessaires à la mutation de l'économie. Celui-ci se décline en 22 Plans Locaux de Développement Economique dont celui du Pays d'Artois ;
- La création et la transmission d'activités via le Programme Régional pour la Création et la Transmission d'Entreprises (PRCTE), le programme « Je créé en Nord-Pas-de-Calais » qui vise à faciliter les démarches des porteurs de projets, la Stratégie Régionale et l'Entrepreneuriat (SRIE), les *hubhouses* qui s'adressent aux étudiants ;
- Le soutien au développement des PME en articulation avec le Plan Objectif PME, grâce aux contrats de développement, aux prêts pour le développement à l'international, etc.
- Le soutien aux filières, au développement de la Recherche & Développement, de l'innovation par la Stratégie Régionale de l'Innovation (SRI) et des aides spécifiques (dispositif Jeunes en entreprises pour le Développement et de l'Innovation, le Fonds régional d'aides pour l'innovation, le Prêt Participatif pour le Développement de l'Innovation) ;
- L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui s'inscrit dans le cadre du Plan Régional de Développement de l'ESS et met en œuvre deux dispositifs d'aide à la création et au développement d'activités : le Contrat de Création et le Contrat d'Appui au Développement de l'ESS ;
- L'accueil aux entreprises au travers du Fonds Spécial d'Implantation (FSI), l'agence de promotion Nord France Invest, l'outil de marketing territorial *ProjectCenter* ;

Le Conseil Départemental du Pas-de-Calais :

Le département entend être un soutien influent via des dispositifs :

- Le fonds d'action économique qui couvre plusieurs axes : l'aménagement de zones d'activités, l'aide aux bâtiments industriels et artisanaux, l'aide aux pépinières d'entreprises en milieu rural ou non, l'aide aux microstructures, à

la pêche artisanale, à l'innovation et au développement technologique des entreprises, à la création et la rénovation de chambres d'hôtel,

- La participation au financement de l'Economie Sociale et Solidaire,
- L'Association pour le Développement de l'Innovation et de la Technologie (ADITEC) qui soutient les projets de développement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le réseau consulaire

Le réseau consulaire (Chambre de Commerce et d'Industrie du Nord, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du NPDC, Chambre d'agriculture du NPDC) met en place des outils de développement des entreprises, d'accompagnement dans la création, la transmission et reprise d'entreprises, de formation, de prospection et de gestion d'infrastructures.

Les pôles de compétitivité de la région Nord-Pas-de-Calais

Ils ont vocation à accroître la compétitivité des entreprises positionnées sur un même marché :

- Le pôle UPTEX ayant pour domaines d'activités les matériaux textiles avancés,
- Le pôle AQUIMER qui s'attache aux produits aquatiques,
- Le pôle MATIKEM qui touche les matériaux, la chimie, et la chimie verte,
- Le pôle PICOM, relatif aux industries du commerce,
- Le pôle I-TRANS qui concerne les transports terrestres,
- Le pôle Nutrition Santé Longévité (NSL),
- Le pôle TEAM2 qui se focalise sur les technologies de l'environnement appliquées aux matériaux.

Enjeux

- Comment surpasser les disparités territoriales et créer des complémentarités entre les EPCI et externes favorables au dynamisme économique ?
- Comment le territoire peut-il tirer profit de sa position géographique et s'insérer plus fermement dans les flux économiques qui gravitent dans son environnement grand-régional ?
- Quelle politique économique et d'aménagement pour retrouver une dynamique à l'échelle de la CUA sur les emplois présents ?

Géographie de l'emploi

Etat des lieux et tendances

Arras continue d'assurer près de la moitié des emplois du Scota (46% en 2012) malgré une perte de 1 929 sur la dernière période.

- Une croissance des emplois dans les communes périurbaines d'Arras : Saint-Laurent-Blangy (+ 3 440), Dainville (+ 257), Tilloy-lès-Mofflaines (+ 207) qui s'expliquent notamment par la présence de Zones d'Activités majeures (ZI de l'Est, ActiParc, Parc d'activités de Dainville-Achicourt,...).

Communes de plus de 500 emplois en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Communes	Emploi en 2012	Part dans l'emploi total	Variation 2007-2012	Variation 1999-2007	Variation 1999-2012	Evolution moyenne annuelle 1999-2012
Arras	32 964	46%	-1 929	2 295	367	0,09%
Saint-Laurent-Blangy	4 911	6,9%	3 440	392	3 831	12,4%
Bapaume	2 747	3,8%	-208	497	288	0,9%
Dainville	2 445	3,4%	257	418	675	2,5%
Tilloy-lès-Mofflaines	2 372	3,3%	207	438	645	2,5%
Beaurains	2 134	3,0%	74	-38	36	0,13%
Sainte-Catherine	1 431	2,0%	56	169	225	1,3%
Achicourt	1 410	2,0%	155	-82	72	0,4%
Monchy-le-Preux	1 309	1,8%	126	373	499	3,8%
Saint-Nicolas	1 301	1,8%	-75	169	95	0,6%
Avesnes-le-Comte	1 227	1,7%	265	198	463	3,7%
Aubigny-en-Artois	957	1,3%	-163	513	350	3,6%
Feuchy	708	0,99%	174	-36	137	1,7%
Hermies	686	0,96%	145	98	244	3,4%
Anzin-Saint-Aubin	681	0,95%	-48	323	275	4,1%
Duisans	614	0,9%	16	60	75	1%
Marœuil	606	0,8%	74	143	217	3,5%

Le taux de concentration de l'emploi désigne le rapport entre le nombre d'emplois offerts dans une commune et les actifs ayant un emploi qui résident dans la commune. On mesure ainsi l'attraction par l'emploi qu'une commune exerce sur une autre. Ainsi, en 2012 pour 100 actifs occupés sur le périmètre du SCot, il y avait 107 emplois offerts.

Dans un contexte régional polarisé par la Belgique et l'Île-de-France, les CC du Sud Artois et de l'Atrébatie se distinguent aux côtés d'Arras par les taux de concentration les plus élevés (77 et 70 respectivement), et par la plus forte progression pour cette dernière (+6 points de pourcentage entre 2007-2012) alors même que leur situation géographique est excentrée d'Arras et de Lille.

Taux de concentration de l'emploi en 2007 et 2012 et évolution

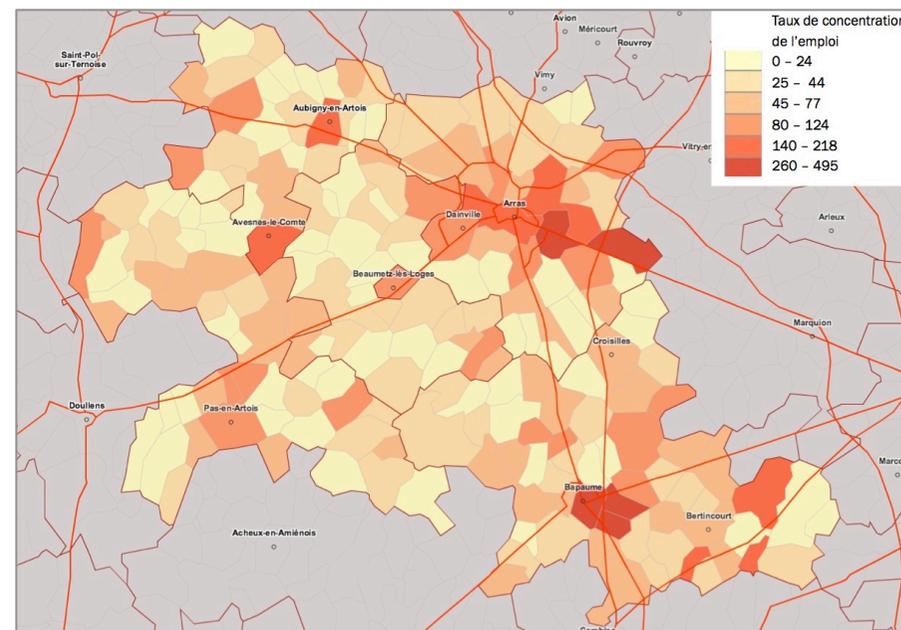
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	2007	2012	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	44	43	-1
CC du Sud Artois	78	77	-1
CC de la Porte des Vallées	41	39	-2
CC de l'Atrébatie	64	70	6
CU d'Arras	134	136	2
SCOTA	106	107	1
NPDC et Picardie	95	94	-1
NPDC	98	98	-1

Des pôles économiques secondaires en capacité d'irriguer le territoire et de rayonner en dehors de celui-ci en accord à un cadre de vie multipolaire : Avesnes-le-Comte, Aubigny-en-Artois, Bapaume, Beaumetz-lès-Loges.

Taux de concentration en 2012 à l'échelle du Scota

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Géographie de l'emploi et services aux salariés

Compte tenu des différents degrés d'attractivité des intercommunalités, celles-ci ne peuvent être indépendantes les unes des autres et sont particulièrement liées à la CUA. Les mobilités quotidiennes s'intensifient et interpellent l'offre de transports, leur organisation ainsi que les lieux de pratiques commerciales.

Géographie de l'emploi et ouverture du territoire

La requalification de la base aérienne 103 de Cambrai en plateforme multimodale, la mise en place du Réseau Express Grand Lille (REGL), le projet du Canal Seine-Nord-Europe (CSNE) et la grande région auront un impact sur le territoire du SCoT et conduiront progressivement à un repositionnement de son tissu économique et de ses filières (tourisme, agroalimentaire, etc.)

Enjeux

- Comment renforcer l'attractivité par l'emploi du territoire face à des bassins d'emploi de taille supérieure comme Lens ou Lille ?
- Quelles complémentarités créer avec les projets environnants pour profiter des retombées économiques ?
- Quelle offre de mobilité adopter pour répondre aux besoins des navetteurs domicile-travail ?
- Quelles voies de communication valoriser pour équilibrer les dynamiques économiques territoriales ?

Niveau d'activité

Etat des lieux et tendances

76 978 actifs dénombrés en 2012 avec des hausses sur les cinq EPCI du SCoT et un niveau de croissance en moyenne annuelle de 0,3% sur la dernière période, en retrait vis-à-vis du Nord-Pas-de-Calais à 0,6% en moyenne par an.

- En outre, la croissance s'effectue à un rythme bien moins rapide en 2007-2012 qu'en 1999-2007 pour l'ensemble des EPCI passant de 1% en moyenne par an à 0,3% à l'échelle du SCoT.

Actifs des 15-64 ans en 1999, 2007 et 2012 et évolutions

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

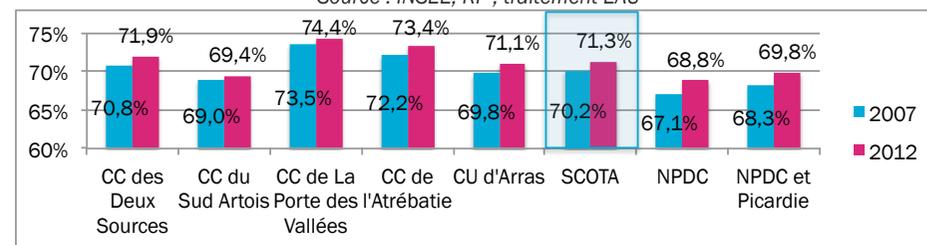
Territoires	1999	2007	2012	1999-2007		2007-2012	
				Variation absolue	Evolution moyenne annuelle	Variation absolue	Evolution moyenne annuelle
CC des Deux Sources	5 043	5 764	6 040	721	1,7%	276	0,9%
CC du Sud Artois	9 838	10 614	10 948	776	1,0%	334	0,6%
CC de La Porte des Vallées	5 449	5 910	5 947	461	1,0%	37	0,1%
CC de l'Atrébatie	5 162	5 965	6 071	803	1,8%	106	0,4%
CU d'Arras	44 645	47 634	47 972	2 989	0,8%	338	0,1%
SCOTA	70 137	75 887	76 978	5 750	1,0%	1 091	0,3%
NPDC	1 672 755	1 755 456	1 811 739	82 701	0,6%	56 283	0,6%
NPDC et Picardie		2 634 911	2 705 020			70 109	0,5%

Entre 2007 et 2012, le taux d'activité progresse pour tous les EPCI soit de 1,1 points de pourcentage pour le SCoT et reste supérieur aux taux régionaux, ce qui est ainsi favorable aux besoins de main d'œuvre du territoire.

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante.

Taux d'activité des 15-64 ans en 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



67 130 actifs occupés en 2012 soit -892 par rapport à 2007, sous l'effet de la CU d'Arras qui enregistre la plus grosse perte (-1 113 actifs occupés) faisant apparaître de nouvelles difficultés pour les territoires (chômage), en particulier les plus urbains.

Actifs occupés des 15-64 ans en 1999, 2007 et 2012 et évolutions

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

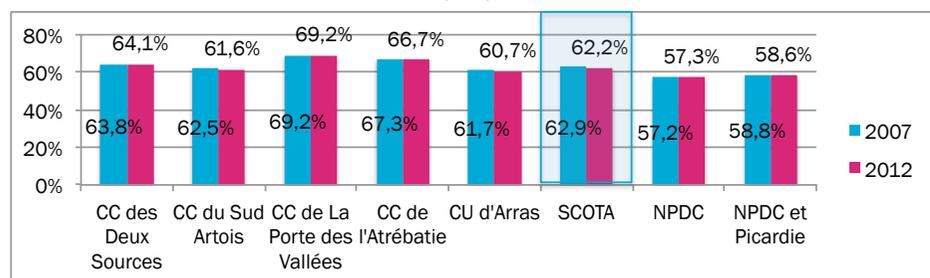
Territoires	1999	2007	2012	1999-2007		2007-2012	
				Variation absolue	Evolution moyenne annuelle	Variation absolue	Evolution moyenne annuelle
CC des Deux Sources	4 410	5 195	5 388	785	2,1%	193	0,7%
CC du Sud Artois	8 597	9 620	9 715	1 023	1,4%	94	0,2%
CC de La Porte des Vallées	5 031	5 563	5 533	532	1,3%	-30	-0,1%
CC de l'Atrébatie	4 625	5 555	5 518	930	2,3%	-37	-0,1%
CU d'Arras	38 138	42 089	40 977	3 951	1,2%	-1 113	-0,5%
SCOTA	60 801	68 022	67 130	7 221	1,4%	-892	-0,3%
NPDC	1 368 987	1 496 535	1 507 574	127 548	1,1%	11 039	0,1%
NPDC et Picardie		2 268 966	2 270 242			1 276	0,0%

Un taux d'emploi de 62,2% supérieur aux moyennes régionales sur fond de disparités internes: des régressions sensibles pour le Sud-Artois (-0,9 point) l'Atrébatie (-0,6 point) et la CUA (-1 point) alors que le taux d'emploi progresse pour les Deux Sources (+0,3 point) et stagne à 69,2% pour la Porte des Vallées.

Le taux d'emploi est le rapport entre les personnes ayant un emploi et le nombre d'individus de la classe d'âge correspondante. Il mesure la capacité des individus à être employables.

Taux d'emploi des 15-64 ans en 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Sur la dernière période, le nombre de chômeurs progresse à un rythme de 4,6% par an en moyenne, soit de façon plus prononcée que pour la région NPDC et particulièrement pour la CC de l'Atrébatie (6,2%), ce qui questionne l'adéquation entre offre et demande d'emplois et la restructuration des appareils de production du territoire.

Chômeurs de 15-64 ans en 1999, 2007 et 2012 et évolutions

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	1999	2007	2012	1999-2007		2007-2012	
				Variation absolue	Evolution moyenne annuelle	Variation absolue	Evolution moyenne annuelle
CC des Deux Sources	616	569	652	-47	-1,0%	83	2,8%
CC du Sud Artois	1 206	994	1 233	-212	-2,4%	239	4,4%
CC de La Porte des Vallées	403	347	414	-56	-1,9%	67	3,6%
CC de l'Atrébatie	508	410	553	-98	-2,6%	143	6,2%
CU d'Arras	6 299	5 545	6 995	-754	-1,6%	1 451	4,8%
SCOTA	9 032	7 865	9 848	-1 167	-1,7%	1 983	4,6%
NPDC	296 598	258 921	304 165	-37 677	-1,7%	45 244	3,3%
NPDC et Picardie		365 945	434 778			68 833	3,5%

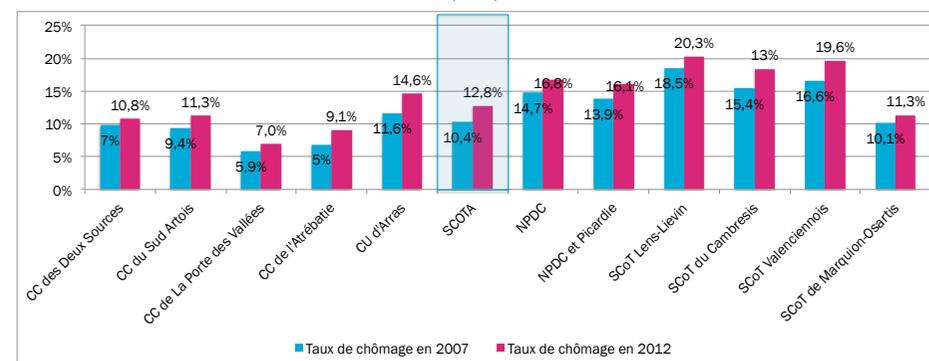
Bien que moins élevé que la plupart des territoires de comparaison, un taux de chômage qui progresse et atteint 12,8% en 2012.

- De fortes disparités parmi les EPCI où il est le plus élevé dans la CUA (14,6%) et le plus faible dans la CC de la Porte des Vallées (7%).

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs rapporté à la population active.

Taux de chômage des 15-64 ans en 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



30 979 inactifs en 2012 dans le Scota répartis presque également entre élèves, étudiants, stagiaires (10 791), retraités et préretraités (10 096) et autres inactifs (10 093). Cependant, des élèves moins nombreux entre 2007 et 2012 à l'échelle du SCoT (-1 401) pouvant résulter de la difficulté de l'université à attirer des étudiants ou d'un problème purement générationnel où les élèves sont moins nombreux.

Population inactive de 15-64 ans et évolution 2007-2012

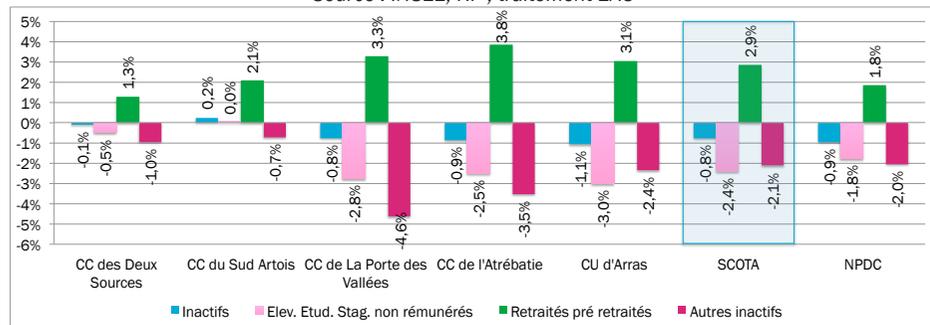
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Inactifs 15-64 ans		Elev. Etud. Stag. non rémunérés 15-64 ans		Retraités pré retraités 15-64 ans		Autres inactifs 15-64 ans	
	Effectifs	Variation 2007-2012	Effectifs	Variation 2007-2012	Effectifs	Variation 2007-2012	Effectifs	Variation 2007-2012
CC des Deux Sources	2 362	-13	745	-19	764	47	854	-42
CC du Sud Artois	4 834	60	1 465	1	1 366	134	2 002	-75
CC de La Porte des Vallées	2 046	-79	646	-97	943	140	457	-122
CC de l'Atrébatie	2 197	-97	737	-100	785	135	675	-132
CU d'Arras	19 540	-1 091	7 198	-1 186	6 238	870	6 104	-775
SCOTA	30 979	-1 221	10 791	-1 401	10 096	1 326	10 093	-1 147
NPDC	820 193	-40 088	290 665	-27 160	228 196	19 771	301 332	-32 700

Des retraités et préretraités qui augmentent plus rapidement que la région NPDC, et de manière plus accrue dans les CC de l'Atrébatie (3,8% en moyenne par an entre 2007-2012) et de la Porte des Vallées (3,3%), signe du vieillissement de la population.

Evolution moyenne annuelle de la population inactive de 15-64 ans entre 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

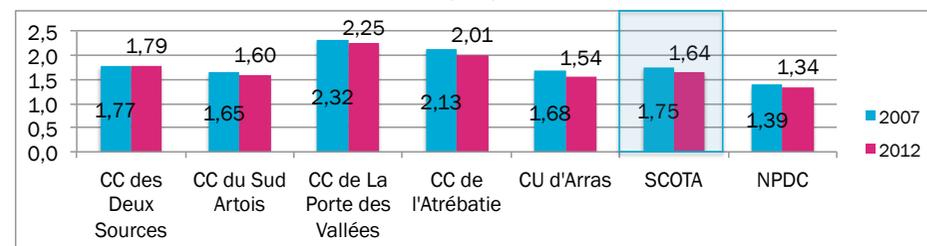


Le taux de dépendance économique se définit comme le nombre d'individus ayant un emploi rapporté au nombre d'individus sans emploi (chômeurs et inactifs). Plus ce taux est élevé, plus forte sera la croissance du territoire. Lecture : pour 1,64 actif occupé, il y a 1 inactif.

Un ratio de dépendance en recul à l'échelle du Scota passant de 1,75 en 2007 à 1,64 en 2012 sur fond de disparités internes : la situation est plus favorable pour les CC de la Porte des Vallées (2,25) et de l'Atrébatie (2,01).

Ratio de dépendance économique en 2007 et 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Niveau d'activité et besoin des entreprises

Le niveau d'activité permet de mesurer la capacité d'une économie à répondre aux besoins en main d'œuvre du tissu économique. Les personnes âgées de 25-45 ans sont les plus à même de soutenir la croissance démographique et économique puisque en phase de progression dans leur carrière. Dans un contexte de vieillissement des actifs, l'attractivité du territoire à l'égard de cette tranche d'âge est d'autant plus essentielle pour assurer son développement.

Niveau d'activité et mobilité

Un territoire saura retenir ses populations en âge d'être actives si les déplacements sont facilités entre lieux de vie et lieux de travail. Par conséquent, l'importance accordée aux réseaux de transports est cruciale en termes de desserte, de temps de parcours, et de qualité de l'offre. Un réseau de transports collectifs efficace profite aussi aux personnes à la recherche d'un emploi.

Niveau d'activité et développement économique

Un niveau d'activité élevé sera favorable à la diffusion économique sur l'ensemble du territoire, en milieu urbain, périurbain et rural, en particulier en présence d'une ville centre comme l'est Arras.

Enjeux

- Quels leviers d'attractivité seraient à même d'attirer des jeunes actifs sur des postes de qualification répondant aux besoins du tissu économique local ?
- Quels postes pour satisfaire les professionnels aux niveaux de qualification variés ?

Indicateurs sociaux

Etat des lieux et tendances

Un territoire où les cadres et professions intellectuelles supérieures sont bien représentés (13,1% parmi la population active) comparés aux régions de référence (11,7% et 12,1% pour la grande région et le NPDC), et où à l'inverse, les ouvriers sont moins nombreux (25,1% contre 28% pour les référentiels).

- Parmi les intercommunalités, davantage de cadres dans la CUA (15,6%) et dans la CC de la Porte des Vallées (13,8%).

Répartition des actifs en 2012 selon les Catégories Socio-Professionnelles (CSP)

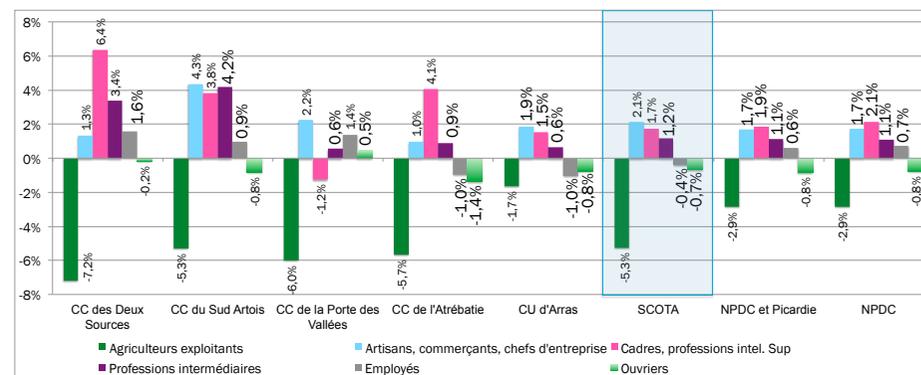
Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intel. Sup	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
CC des Deux Sources	4,7%	5,8%	6,9%	19,9%	28,6%	34,2%
CC du Sud Artois	3,5%	5,4%	6,9%	20,1%	28,0%	36,1%
CC de la Porte des Vallées	2,5%	6,9%	13,8%	27,2%	28,0%	21,6%
CC de l'Atrébatie	2,5%	5,5%	10,0%	24,7%	29,4%	28,0%
CU d'Arras	0,5%	4,5%	15,6%	27,8%	30,1%	21,5%
SCOTA	1,6%	5,0%	13,1%	25,8%	29,4%	25,1%
NPDC et Picardie	1,0%	4,6%	11,7%	24,0%	30,1%	28,6%
NPDC	0,8%	4,4%	12,1%	24,2%	30,3%	28,1%

Une progression des artisans, commerçants et chefs d'entreprise supérieure (+2,1% en moyenne par an) aux régions de référence (1,7% en moyenne par an) faisant du Scota une terre propice à l'accueil d'entrepreneurs redéfinissant ainsi les contours sociaux sur le territoire.

Evolution moyenne annuelle des actifs de 15-64 ans selon leur CSP entre 2007-2012

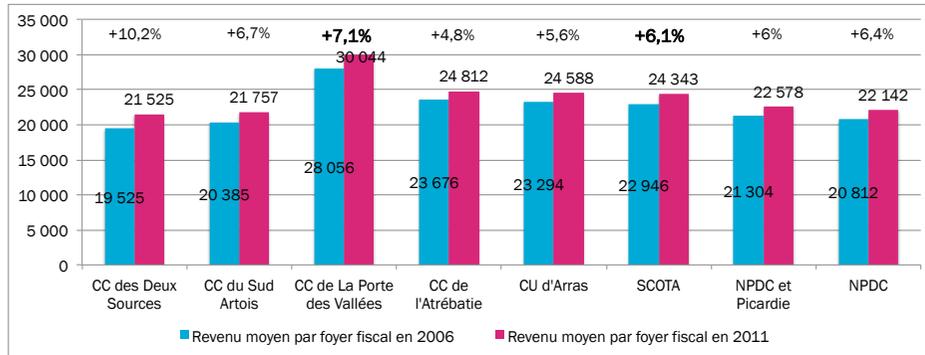
Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Un revenu net déclaré moyen qui progresse de 6,1% à l'échelle du Scota, autant que pour les régions mais sous fond de différentiels entre effets rattrapages (Deux Sources, Sud-Artois) ou cumulatifs propres à chaque EPCI du SCoT (CUA, Porte des Vallées, Atrébatie).

Revenu net déclaré moyen par foyers fiscaux en 2006 et 2011

Source : DGDIP, RP ; traitement EAU, en euros constants



Au global, des revenus plus élevés que dans les régions de référence autant pour les premiers que les derniers déciles ce qui n'accroît pas pour autant les inégalités dans le territoire : le rapport interdécile du Scota étant sensiblement identique (6) à celui des régions (6,7 pour NPDC et 6 pour le NPDC-Picardie).

Les déciles sont des indicateurs de distribution de revenu. Les déciles sont utilisés pour décrire les disparités de revenus, notamment entre le premier et dernier. A titre d'exemple, le premier décile est tel que 10% des personnes appartiennent à un ménage qui déclare un revenu par unité de consommation inférieur à cette valeur et que 90% présentent un revenu supérieur. Ainsi, plus le rapport interdécile est élevé, plus les inégalités en terme de revenu sont grandes.

Revenus fiscaux des ménages en 2011 par unités de consommation classés par déciles

Source : DGFIP-INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	RFM 2011 1er Décile par UC (€)	RFM 2011 2ème Décile par UC (€)	RFM 2011 3ème Décile par UC (€)	RFM 2011 4ème Décile par UC (€)	RFM 2011 5ème Décile par UC (€)	RFM 2011 6ème Décile par UC (€)	RFM 2011 7ème Décile par UC (€)	RFM 2011 8ème Décile par UC (€)	RFM 2011 9ème Décile par UC (€)	Rapport interdécile
CC des Deux Sources	7 320	10 229	12 660	14 607	18 995	21 484	24 890	30 559	4,2	
CC du Sud Artois	3 774	7 464	9 889	12 114	16 633	19 285	23 699	29 567	7,8	
CC de La Porte des Vallées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CC de l'Atrébatie	8 408	11 748	14 076	16 455	21 140	23 953	27 814	34 408	4,1	
CU d'Arras	5 252	9 612	12 939	15 821	21 377	24 640	29 130	37 178	7,1	
SCOTA	7 443	11 237	14 185	16 705	21 908	24 946	29 202	37 203	6,0	
NPDC et Picardie	5 020	8 839	11 771	14 331	19 377	22 390	26 393	33 539	6,7	
NPDC	5 769	9 612	12 564	15 118	20 121	23 108	27 109	34 336	6,0	

La part des pensions, retraites et rentes est plus importante que les moyennes des échelles régionales (27% dans le SCoT contre 24% pour les régions) laissant apercevoir de nouveau le vieillissement de la population.

Répartition des revenus fiscaux des ménages selon leur nature en 2011

Source : DGDIP-INSEE, RP ; traitement EAU

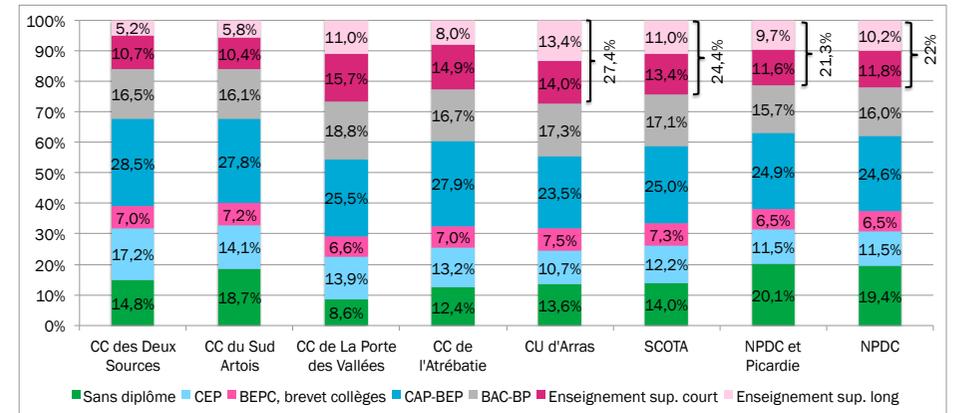
Territoires	RFM 2011 Part des Revenus salariaux (%)	RFM 2011 Part des Pensions, retraites, rentes (%)	RFM 2011 Part des Bénéfices (%)	RFM 2011 Part des Autres revenus (%)
CC des Deux Sources	59	25	9,1	7,4
CC du Sud Artois	54	31	8,1	7,1
CC de La Porte des Vallées	-	-	-	-
CC de l'Atrébatie	64	21	8,8	5,9
CU d'Arras	63	26	6,1	5,1
SCOTA	62	27	6,2	4,7
NPDC et Picardie	65	24	5,5	5,0
NPDC	64	24	5,9	5,2

24,4% des personnes non scolarisées de 15 ans ou plus ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur dans la SCoT ce qui témoigne d'une main d'œuvre suffisamment formée et interroge la capacité du territoire à offrir des emplois à la hauteur de ces qualifications.

La population non scolarisée comprend les personnes non inscrites dans un établissement d'enseignement.

Répartition de la population non scolarisée de 15 ans ou plus par diplôme obtenu en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Les personnes de 15 ans ou plus non scolarisées possèdent un niveau de formation de plus en plus élevé sous dominance des formations post-BAC de l'enseignement supérieur court (+3,7% en moyenne par an) et long (+3,1% en moyenne annuelle).

Evolution moyenne annuelle de la population non scolarisée de 15 ans ou plus en fonction du diplôme obtenu

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Sans diplôme	CEP	BEPC, brevet collèges	CAP-BEP	BAC-BP	Enseignement sup. court	Enseignement sup. long	Ensemble
CC des Deux Sources	-2,4%	-2,4%	1,0%	1,7%	3,7%	5,1%	3,3%	0,9%
CC du Sud Artois	-1,6%	-3,7%	0,1%	1,7%	3,4%	3,8%	3,1%	0,6%
CC de La Porte des Vallées	-4,6%	-3,1%	-2,0%	0,7%	2,5%	4,1%	3,4%	0,5%
CC de l'Atrébatie	-2,9%	-3,5%	1,2%	0,9%	2,2%	4,5%	2,0%	0,5%
CU d'Arras	-0,1%	-3,6%	-1,9%	-0,5%	1,7%	3,5%	3,2%	0,4%
SCOTA	-1,1%	-3,4%	-1,2%	0,3%	2,2%	3,7%	3,1%	0,5%
NPDC et Picardie	-1,6%	-3,0%	-0,5%	0,6%	2,6%	3,4%	3,7%	0,5%
NPDC	-1,5%	-3,1%	-0,6%	0,4%	2,6%	3,4%	4,0%	0,5%



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Offre de formations supérieures par grands domaines

L'Université d'Artois dont le siège est à Arras pèse dans le territoire et alimente la Recherche et Développement dans le secteur de l'agroalimentaire, pilier essentiel de l'économie locale.

Elle compte 15 laboratoires de recherche et 3 766 étudiants en 2015 soit 37,2% de l'ensemble des pôles (Béthune, Douai, Lens, Liévin).

Pour l'ensemble des pôles, entre 2011/2012 et 2014/2015, l'effectif étudiants est passé de 9 148 étudiants à 10 135 en 2014/2015 soit + 987 étudiants.

En adéquation avec le tissu économique, une unité régionale intitulée « Institut de Recherche alimentaire & biotechnologies Charles Violette » a été créée dont une unité de recherche est implantée à l'Université d'Artois, et joue ainsi le rôle d'une antenne universitaire de proximité.

Outre l'agriculture, l'offre de formation est orientée vers l'électronique, la mécanique, les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, la construction avec (Université des Compagnons présente), les services à la personne, le commerce, la vente et l'hôtellerie-restauration.

Ces formations se répartissent ainsi :

- 13 centres d'apprentissage dont 5 dans le milieu agricole,
- 1 école d'ingénieurs pouvant accueillir 500 étudiants à Arras,
- 1 formation de commerce,
- 3 formations de santé,
- 1 GRETA,
- 1 institut universitaire, de formation pédagogique et enseignement,
- 4 unités de formation et recherche,
- 1 autre formation dans l'enseignement supérieur,
- 3 autres formations post-bac non universitaires.

Interdépendances

Etablissements de formation et renforcement des spécificités locales

Le niveau de qualification de la main d'œuvre influence la compétitivité territoriale. De ce fait, la présence de formations supérieures contribue à la valorisation du territoire, à même de nourrir le tissu économique local et d'être régionalement ou nationalement reconnu.

Catégories socio-professionnelles (CSP) et aménités territoriales

Le niveau et la qualité des services et équipements publics offerts sont de nature à attirer les CSP supérieures à l'instar d'une métropole. En effet, les CSP supérieures (commerçants, chefs d'entreprises, cadres) plébiscitent le territoire.

Revenus et développement de l'économie présentielle

Supérieurs aux moyennes régionales, les revenus du ScotA sont aussi en hausse dans tous les EPCI. Ils constitueront un véritable levier pour le développement de la sphère présentielle soit d'emplois aussi bien peu qualifiés que qualifiés.

Enjeux

- Au regard de l'évolution des CSP, le territoire souhaite-t-il maintenir la mixité sociale ?
- Quelles politiques sont susceptibles d'attirer les jeunes face à la métropole lilloise, l'Île-de-France et la Belgique ?
- Quel rôle conférer à l'Université d'Artois pour favoriser l'insertion professionnelle dans le territoire ?

Industrie

Etat des lieux et tendances

L'industrie agroalimentaire et les autres produits industriels dominent le paysage industriel du Scota avec la présence du Pôle d'Excellence des industries agroalimentaires Agroé et les Zones d'Activités Artoipole et Actiparc.

Effectifs salariés des établissements actifs en 2012 de l'industrie

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, NA 17 postes

Territoires	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Ensemble	Part de l'EPCI dans l'industrie du SCoT
CC des Deux Sources	11	44	0	25	0	67	147	2,0%
CC du Sud Artois	93	249	0	28	233	313	916	12,4%
CC de La Porte des Vallées	8	211	0	5	0	191	415	5,6%
CC de l'Atrebatie	2	448	0	0	4	116	570	7,7%
CU d'Arras	815	1 434	0	1 179	150	1 733	5 311	72,2%
SCOTA	929	2 386	0	1 237	387	2 420	7 359	100%
Part du secteur dans l'ensemble des activités industrielles du SCoT	12,6%	32,4%	0,0%	16,8%	5,3%	32,9%		

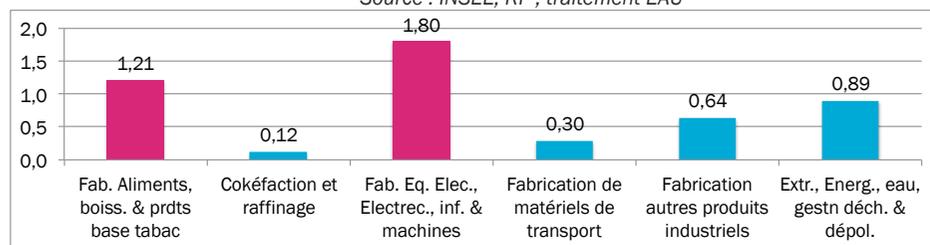
L'indice de spécialisation mesure la représentation de l'emploi d'un secteur d'un territoire donné par rapport à la région ou au pays. Lecture : un indice supérieur à 1 point signifie qu'il existe une spécialisation sectorielle.

Deux activités sont surreprésentées par rapport à la région Nord-Pas-de-Calais : la fabrication de denrées alimentaires, de boissons, de produits à base de tabac et d'équipements électroniques, électriques, informatiques et machines.

- À noter que nombreuses sont les entreprises à capitaux étrangers implantées sur le territoire comme dans l'industrie d'équipements électroniques et électriques, (Hawker d'origine britannique), et l'agroalimentaire (Häagen-Dazs et la Société industrielle des Oléagineux aux Etats Unis).

Indice de spécialisation des activités industrielles au sein du SCoT en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Des sites de production attestant de la richesse industrielle du territoire, en industrie alimentaire notamment où 7 entreprises de 100 salariés ou plus sont dénombrées. Parmi elles, des grands groupes de renoms : Häagen-Dazs, Brioche Pasquier, Bonduelle.

Les entreprises industrielles de plus de 100 salariés dans le SCoT

Source : CCI Nord de France, RP ; traitement EAU

Raison sociale	Commune	Effectifs	Activité principale
ENERSYS SARL	Arras	625	Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques
HAAGEN DAZS	Arras	350	Fabrication de glaces et sorbets
BRIOCHE PASQUIER	Aubigny-en-Artois	238	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
OLDHAM	Arras	198	Fabrication d'instrumentation scientifique et technique
SELMO-JELEN	Bapaume	195	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie
PLASTIENVASE FRANCIA	Arras	169	Fabrication de matières plastiques de base
CECA SA	Saint Laurent Blangy	141	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
ONTEX HEALTH CARE	Monchy-le-Preux	124	Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique
DUWIC	Duisans	122	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
DAUNAT NORD	Monchy-le-Preux	119	Fabrication de plats préparés
DESSAINT CREPES	Wancourt	119	Fabrication d'autres produits laitiers
LES DELICES DES 7 VALLEES	Tincques	115	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	Vaulx Vraucourt	110	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX	Saint Laurent Blangy	109	Fabrication d'huiles et graisses raffinées
DELROIX	Bapaume	102	Fabrication de carrosseries et remorques

À l'échelle du SCoT, un archipel de TPE (83%).

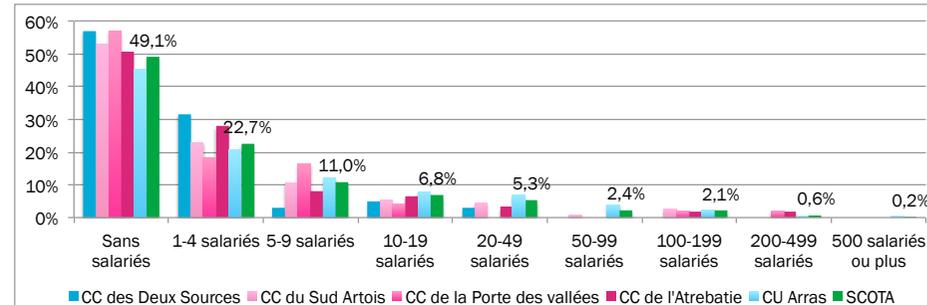
- Des activités industrielles qui se localisent surtout dans la CUA (380 entreprises sur les 666 du Scota) et dans le Sud-Artois (113 entreprises).

Les TPE ou Très Petites Entreprises possèdent moins de 10 salariés. L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante d'une entreprise.

Caractéristiques des établissements industriels en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Sans salariés	1-4 salariés	5-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	100-199 salariés	200-499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble
CC des Deux Sources	36	20	2	3	2	0	0	0	0	63
CC du Sud Artois	60	26	12	6	5	1	3	0	0	113
CC de la Porte des vallées	28	9	8	2	0	0	1	1	0	49
CC de l'Atrebatie	31	17	5	4	2	0	1	1	0	61
CU Arras	172	79	46	30	26	15	9	2	1	380
SCOTA	327	151	73	45	35	16	14	4	1	666

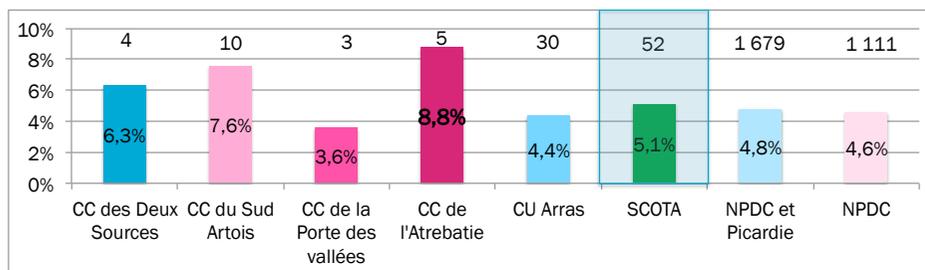


En 2012, une proportion de création d'entreprises industrielles de 5,1% dans la moyenne des régions. La CC de l'Atrébatie se distingue avec une part de 8,8% d'entreprises industrielles créées parmi les créations d'entreprises tous secteurs confondus.

L'entreprise est une unité économique juridiquement autonome.

Création d'entreprises industrielles et leur proportion dans le total des créations d'entreprises en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

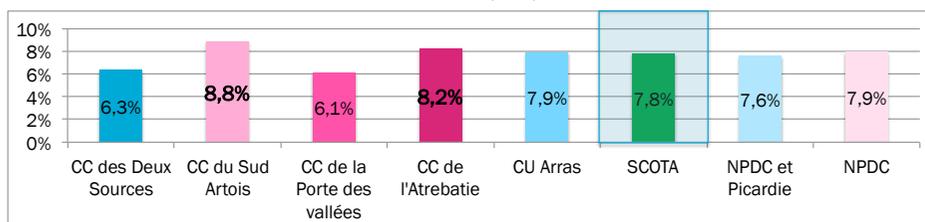


Un engagement entrepreneurial de 7,8% à l'échelle du SCoT dans le niveau es régions (7,6% pour le NPDC et Picardie et 7,9% pour le NPDC), et plus marqués pour les CC de l'Atrébatie (8,2%) et du Sud-Artois (8,8%).

Le taux de création d'entreprises désigne le rapport entre le volume de création dans un secteur sur le stock d'entreprises recensées dans la même année.

Taux de création d'entreprises industrielles en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Emplois industriels et vieillissement des actifs

Les 45-59 ans étant fort représentés, interrogent le renouvellement de la main d'œuvre dans l'avenir.

Développement de l'industrie et spécificités

Les territoires ayant réussi à se forger des identités sous le prisme de spécialisations propres sont ceux dont la croissance est la plus prospère (Vendée, Aquitaine, Midi Pyrénées, etc.)

Ainsi, l'agroalimentaire et l'électronique comptent parmi les secteurs ayant un ancrage économique sur le territoire et leur valorisation pourrait avoir des effets d'entraînement profitables à l'ensemble des territoires du SCoT.

Développement de l'industrie et désenclavement territorial

Le transfert des bassins de production aux bassins d'assemblage jusqu'aux lieux de consommation appelle les territoires à s'intégrer dans ces flux, d'autant plus quand leurs localisations s'y prêtent comme c'est le cas du Scota au cœur d'un nœud de communication et proche de la banane bleue. Néanmoins, cette intégration ne peut s'effectuer qu'avec la réunion de différents éléments d'attractivité : une main d'œuvre abondante et formée, l'offre d'aménités pour les entreprises et pour les salariés, un cadre de vie agréable, etc.

Enjeux

- Les IAA ne devraient-elles pas créer des passerelles avec les autres secteurs industriels régionaux sur la question de l'énergie et de la construction par exemple ?
- La consolidation des acteurs industriels ne passerait-elle pas par la construction de filières régionales complètes alliant amont agricole, deuxième et troisième transformation ?
- Le vieillissement de la main d'œuvre n'altérerait-il pas à long terme le tissu industriel local, ce d'autant que le territoire est de moins en moins composé d'ouvriers ?

Services

Etat des lieux et tendances

19 654 salariés dans les services, surtout présents dans le transport et l'entreposage (5 149 emplois soit 26,2% de l'ensemble des salariés des activités de services) et les activités scientifiques (4 004 soit 20% de l'ensemble des salariés des activités de services).

- Des effectifs salariés qui se concentrent dans les pôles urbains, soit dans la CUA avec 86,2% des effectifs du SCoT.
- Des effectifs dans l'administration publique, l'enseignement la santé humaine et l'action sociale bien représentés dans la CUA (1 432 emplois).

Effectifs salariés des établissements actifs en 2012 des services

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, NA 17 postes

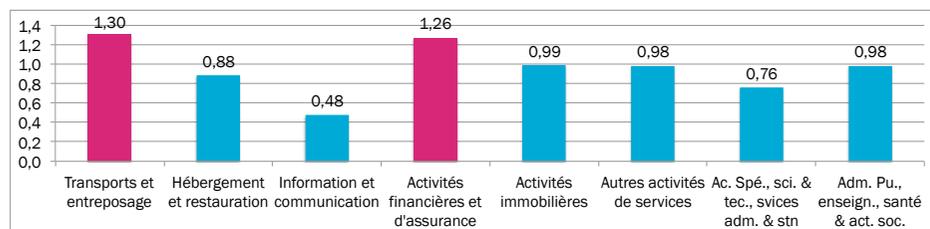
Territoires	Transports et entreposage	Hébergement et restauration	Information et communication	Activités financières et d'assurance	Activités immobilières	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	Autres activités de services	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	Ensemble	Part de l'EPCI dans les services du SCoT
CC des Deux Sources	165	11	0	12	4	37	90	153	472	2,4%
CC du Sud Artois	456	56	0	93	11	192	54	331	1 193	6,1%
CC de La Porte des Vallées	167	7	5	3	11	86	19	137	435	2,2%
CC de l'Atrebatie	196	31	5	70	12	66	40	183	603	3,1%
CU d'Arras	4 165	1 534	493	2 478	1 071	3 623	2 155	1 432	16 951	86,2%
SCOTA	5 149	1 639	503	2 656	1 109	4 004	2 358	2 236	19 654	100%
Part du secteur dans l'ensemble des activités de service du SCoT	26,2%	8,3%	2,6%	13,5%	5,6%	20%	12,0%	11%		100%

L'indice de spécialisation mesure la représentation de l'emploi d'un secteur d'un territoire donné par rapport à la région ou au pays. Lecture : un indice supérieur à 1 point signifie qu'il existe une spécialisation sectorielle.

Sous l'effet de la CUA et de la position géographique du SCoT, une spécialisation marquée à la fois dans les transports, et les activités financières et d'assurance.

Indice de spécialisation des services au sein du SCoT en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Parmi les entreprises de 100 salariés et plus, les activités de transports sont particulièrement bien représentées dans les activités du secteur.

Les entreprises des services de plus de 100 salariés dans le SCoT

Source : CCI Nord de France, RP ; traitement EAU

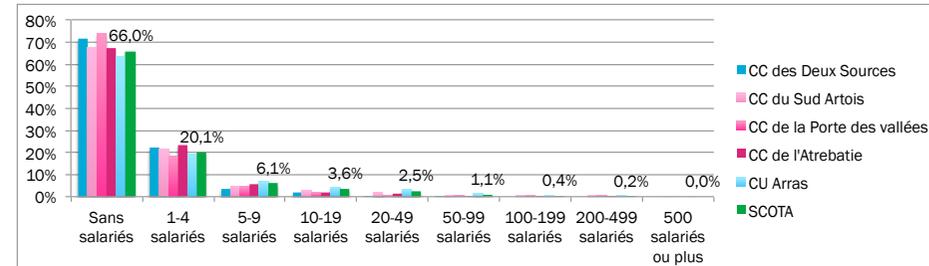
Raison sociale	Commune	Effectifs	Activité principale
CLINIQUE BON SECOURS	Arras	400	Activités hospitalières
CLINITX 62	Tilloy-les-Mofflaines	350	Nettoyage courant des bâtiments
PHRA MAE	Savy Berlette	194	Activités des sociétés holding
FM LOGISTIC	Tilloy-les-Mofflaines	150	Transports routiers de fret interurbains
COUPE FILS	Dainville	130	Transports routiers de fret de proximité
STE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENT DU TREGOR	Tilloy-les-Mofflaines	130	Transports routiers de fret interurbains
KEOLIS ARRAS	Arras	117	Transports urbains et suburbains de voyageurs
CREDIT DU NORD	Arras	115	Autres intermédiations monétaires
ADREXO	Saint Laurent Blangy	100	Activités des agences de publicités
EUROPE SECURITE SERVICES	Dainville	100	Activités de sécurité privée

Une surreprésentation de petites unités de production de services commune à toutes les intercommunalités du Scota, même si la CUA se distingue par la présence de grandes unités.

Caractéristiques des établissements des activités de services en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Sans salariés	1-4 salariés	5-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	100-199 salariés	200-499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble
CC des Deux Sources	799	252	40	19	6	3	0	0	0	1 119
CC du Sud Artois	1 413	453	102	59	40	17	7	1	0	2 092
CC de la Porte des vallées	809	200	50	22	9	2	1	1	0	1 094
CC de l'Atrebatie	745	256	61	23	14	5	3	1	0	1 108
CU Arras	5 256	1 595	580	368	278	118	45	27	0	8 267
SCOTA	9 022	2 756	833	491	347	145	56	30	0	13 680

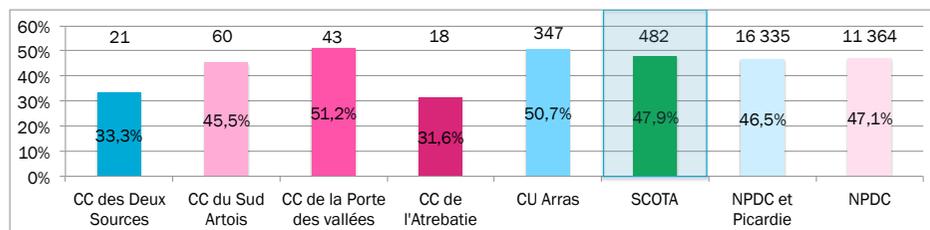


Un secteur moteur de l'économie avec 482 entreprises créées en 2012.

- 51,2% des entreprises créées en 2012 proviennent des services pour La Porte des Vallées et 50,7% pour la CUA.
- Concernant les CC, le poids des créations d'entreprises des services dans les créations totales est proche du niveau régional pour le Sud-Artois (45,5%) et est nettement en-deçà pour les Deux Sources (33,3%) et l'Atrébatie (31,6%).

Créations d'entreprises de services et leur proportion dans le total des créations d'entreprises en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



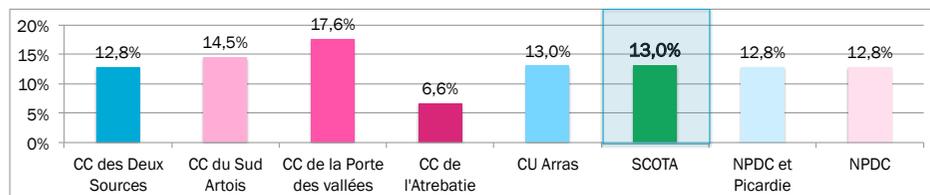
Le taux de création d'entreprises désigne le rapport entre le volume de création dans un secteur sur le stock d'entreprises recensées dans la même année.

L'effort entrepreneurial du Scota (13%) est équivalent à celui des territoires de comparaison (12,8% pour le NPDC et la Picardie).

- À l'échelle locale, le renouvellement des entreprises est contrasté entre l'Atrébatie et les autres EPCI : 6,6% contre des taux s'échelonnant de 12,8% (CC des Deux Sources) à 17,6% (CC de la Porte des Vallées).

Taux de création d'entreprises de services en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Emplois de services et démographie

L'attractivité résidentielle influence les besoins de services et participe ainsi au développement de l'emploi présentiel, en termes d'offres à la personne notamment à l'image des services liés à l'action sociale et à la santé humaine.

Emplois de services et accompagnement du tissu industriel

Le maintien et le développement de l'industrie est conditionné par l'offre d'entreprises de services à même de proposer des prestations diverses (nettoyage industriel, sécurité, activités de gestion et de prestations intellectuelles, etc.). La présence de la logistique conduit le territoire à être une rampe de lancement de productions avec le bassin parisien et l'Europe du Nord.

Services et aménagement urbain

Les programmes de renouvellement urbain sont l'occasion de mettre en avant la mixité fonctionnelle entre habitat et services, entre proximité et besoins des habitants.

Université et activités scientifiques

Avec pas moins de 16 centres de recherche et laboratoires, l'Université d'Artois est pluridisciplinaire. Elle couvre en effet plusieurs domaines de recherche (l'écocoefficacité énergétique, le patrimoine et les territoires, les mathématiques,...) qui participent non seulement au renforcement des connaissances scientifiques mais qui agissent comme des facilitateurs pour le développement des activités tertiaires non marchandes (activités scientifiques, éducation, action sociale).

Enjeux

- Quels services proposer pour maintenir et attirer les populations sur l'ensemble du territoire ?
- Quels services conférer aux entreprises de filières d'excellence (agroalimentaire, etc.) afin de faciliter leur développement ?

Commerce

Etat des lieux et tendances

Seule l'offre commerciale de la CUA se place sur l'ensemble des gammes d'équipements (de proximité, intermédiaire, supérieure) du fait de la ville centre Arras où 363 commerces sont dénombrés.

- Quant aux autres EPCI, les CC du Sud Artois et de l'Atrébatie sont assez bien dotées puisque bénéficiant des pôles urbains de Bapaume (51 commerces), Aubigny-en-Artois et Avesnes-le-Comte (18 commerces chacun).
- Du reste, l'offre commerciale est plus limitée sur les CC des Deux Sources et de la Porte des Vallées qui comptent chacune 20 commerces bien que cette dernière soit la moins excentrée du véritable pôle commercial qu'est la CUA.

Offre commerciale dans le SCoT en 2014 par niveaux de gammes

Source : INSEE, base permanente des équipements, RP ; traitement EAU

Niveau de gamme	Territoires	CC des Deux Sources	CC du Sud Artois	CC de la Porte des vallées	CC de l'Atrébatie	CU Arras	SCOTA
Intermédiaire	Droguerie quincaillerie bricolage	0	3	3	4	20	30
	Horlogerie Bijouterie	0	2	0	4	20	26
	Librairie papeterie journaux	0	2	0	3	16	21
	Magasin d'articles de sports et de loisirs	1	5	1	1	14	22
	Magasin d'électroménager et de mat. audio-vidéo	0	2	1	0	7	10
	Magasin d'équipements du foyer	2	4	1	1	28	36
	Magasin d'optique	0	3	0	3	26	32
	Magasin de chaussures	0	4	0	2	27	33
	Magasin de meubles	1	2	2	2	34	41
	Magasin de vêtements	0	8	0	5	122	135
	Parfumerie	1	0	0	0	14	15
	Station service	1	9	0	5	16	31
	Supermarché	2	7	0	4	22	35
	Sous total		8	51	8	34	366
Proximité	Boucherie charcuterie	2	12	3	7	28	52
	Boulangerie	6	21	5	8	70	110
	Épicerie	0	7	2	1	18	28
	Fleuriste	4	15	2	8	42	71
Sous total		12	55	12	24	158	261
Supérieure	Hypermarché	0	0	0	0	4	4
	Produits surgelés	0	0	0	0	4	4
Sous total		0	0	0	0	8	8
TOTAL		20	106	20	58	532	736

La grande distribution est bien développée dans le SCoT avec 220 222 m² de surface de vente totale dont 68 366 m² attribués aux grandes surfaces de plus de 1 500 m² à dominante alimentaire, et qui se localisent surtout sur Arras ou à proximité.

Grandes surfaces à dominante alimentaire de plus de 1 500 m² de Surface de vente (SDV)

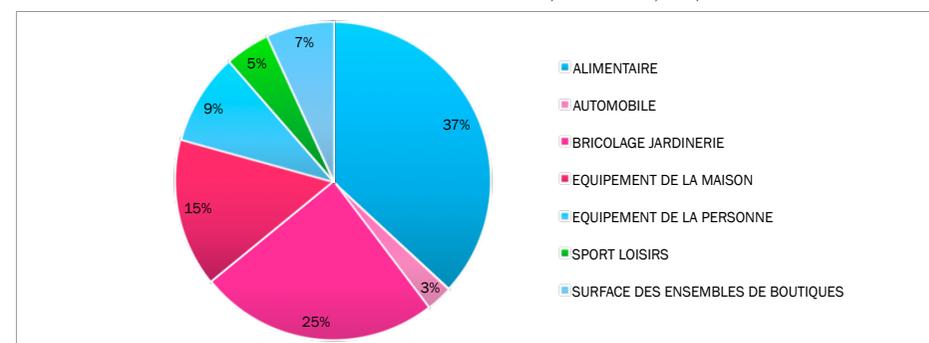
Source : inventaire commercial du Pas-de-Calais, Panorama, RP ; traitement EAU

Commune	Activité	Enseigne	Surface de vente
Achicourt	Supermarché	Intermarché	2 816
Arras	Hypermarché	Auchan	11 400
Arras	Hypermarché	Leclerc	3 112
Arras	Magasin-populaire	Monoprix	2 035
Arras	Supermarché	Match	2 054
Arras	Hypermarché	Auchan	6 625
Arras	Hypermarché	Auchan	13 620
Arras	Hypermarché	Auchan	1 700
Aubigny-en-Artois	Supermarché	Carrefour Market	1 650
Avesnes-le-Comte	Supermarché	Carrefour Market	1 570
Bapaume	Supermarché	Carrefour Market	2 300
Bapaume	Supermarché	Intermarché	2 151
Beaurains	Supermarché	Carrefour Market	3 700
Beaurains	Supermarché	Carrefour Market	2 254
Dainville	Hypermarché	Leclerc	6 826
Saint-Nicolas	Hypermarché	Leclerc	4 553
Ensemble			68 366

Par ailleurs, l'offre commerciale se développe aussi sur le bricolage, la jardinerie, l'équipement de la maison.

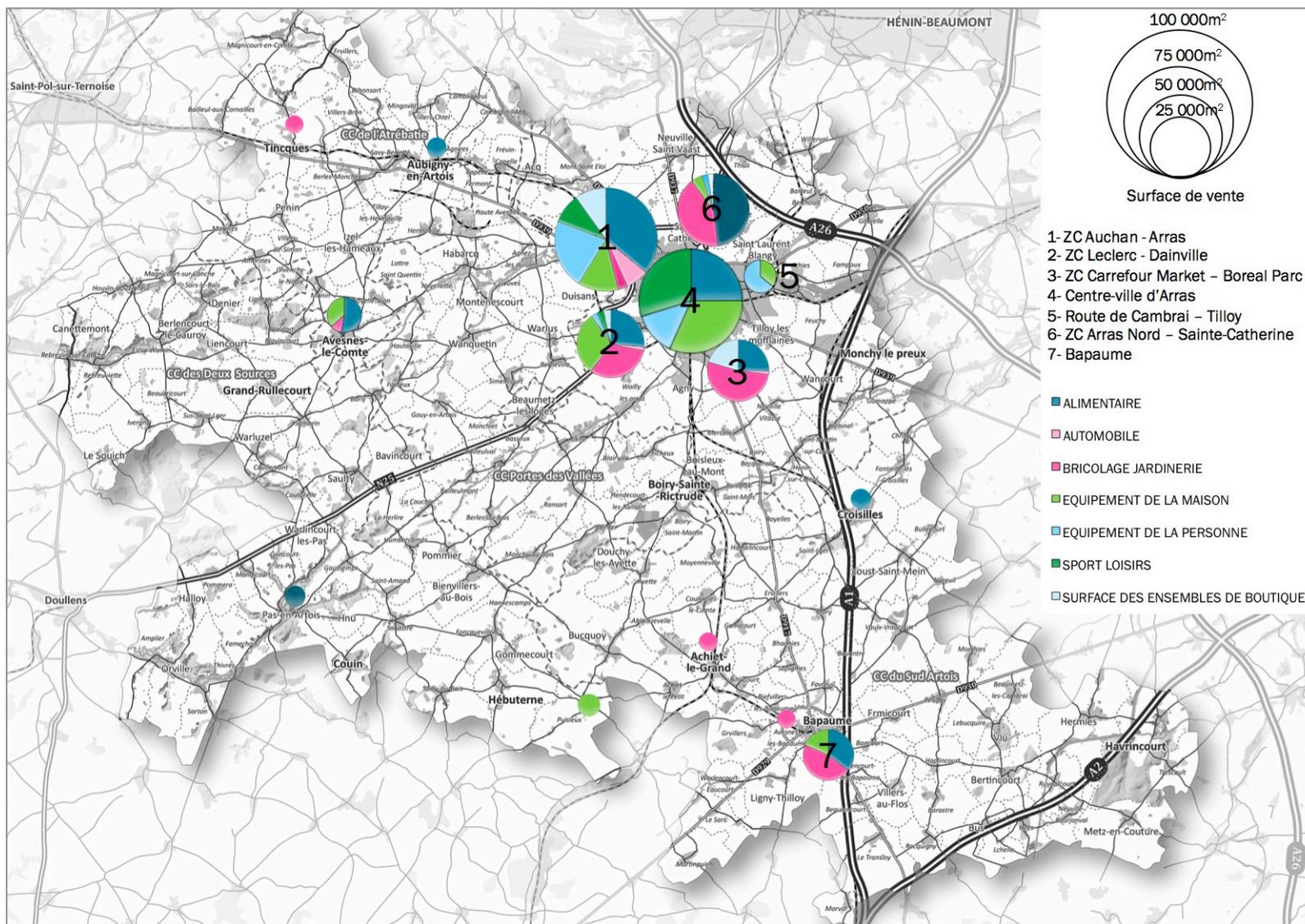
Répartition des commerces de plus de 1 500 m² de SDV dans le Scota en 2015

Source : inventaire commercial du Pas-de-Calais, Panorama, RP ; traitement EAU



La grande distribution dans le SCoT de l'Arrageois en 2015

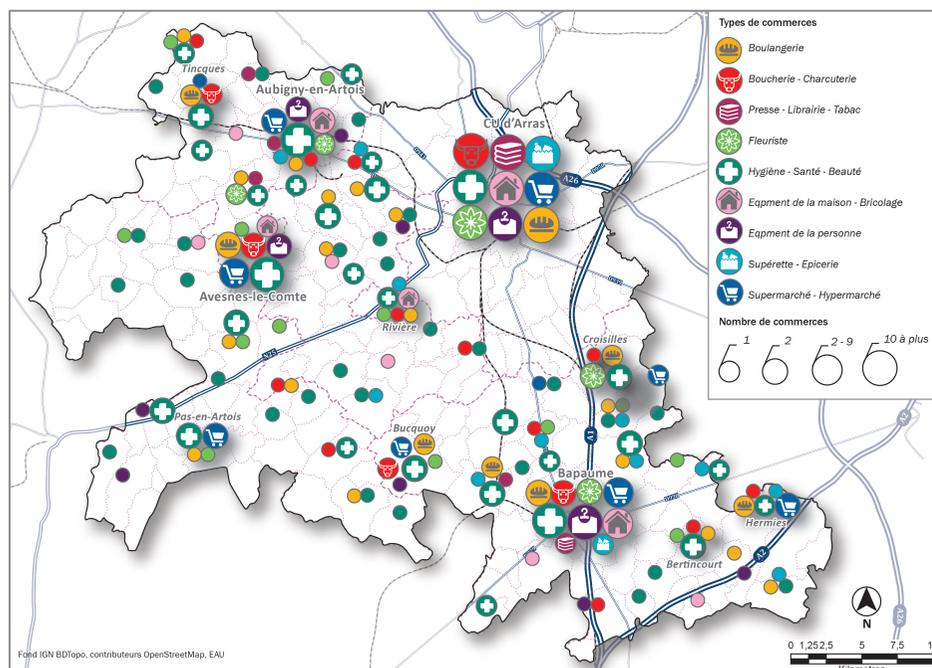
Source : inventaires commerciaux du Pas-de-Calais, Panorama 2015, RP ; traitement EAU



56% des communes sont dotées d'un ou plusieurs commerces parmi lesquels près d'un tiers lié à l'hygiène-santé-beauté participant ainsi à l'équilibre du territoire et à la liberté de choix des habitants.

Le commerce dans le SCoT de l'Arrageois en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



2 197 emplois dans le commerce dont 70% dans la seule CUA en lien avec la localisation des zones commerciales.

Effectifs salariés des établissements actifs en 2012 du commerce

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, NA 17 postes

Territoires	Commerce : réparation d'automobiles, et de motos	Part de l'EPCI dans le SCoT
CC des Deux Sources	100	5%
CC du Sud Artois	308	14%
CC de La Porte des Vallées	117	5%
CC de l'Atrebatie	131	6%
CU d'Arras	1 541	70%
SCOTA	2 197	100%

À l'échelle du SCoT, les activités de commerce ne ressortent pas comme des spécificités économiques ce qui implique de penser le positionnement commercial du territoire dans son environnement élargi.

L'indice de spécialisation mesure la représentation de l'emploi d'un secteur d'un territoire donné par rapport à la région ou au pays. Lecture : un indice supérieur à 1 point signifie qu'il existe une spécialisation sectorielle.

Indice de spécialisation des activités de commerce en 2012 dans le Scota par rapport à la région NPDC

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Le commerce de grande distribution domine largement dans le Scota malgré la réduction des effectifs du secteur commerce (pour rappel, -207 emplois entre 2007 et 2012).

Les entreprises du commerce de plus de 100 salariés dans le SCoT

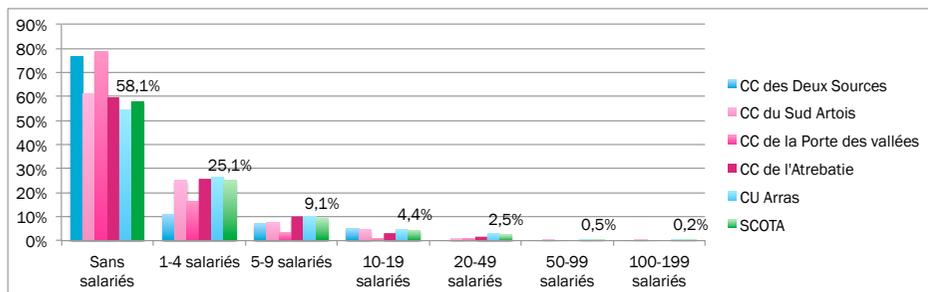
Source : CCI Nord de France, RP ; traitement EAU

Raison sociale	Commune	Effectifs	Activité principale
AUCHAN	Arras	350	Hypermarché
COOPERATIVE D'APPROVISIONNEMENT DE LA REGION DE L'ART	Tilloy-les-Moffaines	333	Centrales d'achat non alimentaires
ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION	Arras	250	Distribution d'électricité
LECLERC	Dainville	219	Hypermarché
ARRADIS	Arras	130	Hypermarché
GEDINOR	Achiet-le-Grand	124	Centrales d'achat non alimentaires
CASA SERVICE MACHINE	Tilloy-les-Moffaines	114	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
LEROY MERLIN	Arras	112	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces
HYGENA CUISINES	Wancourt	100	Commerce de détail de meubles

54 établissements de 20-49 salariés et 11 de 50-99 salariés sont dénombrés à l'échelon du SCoT, ce qui suggère un équipement commercial d'une certaine taille.

Caractéristiques des établissements des activités de commerce en 2012

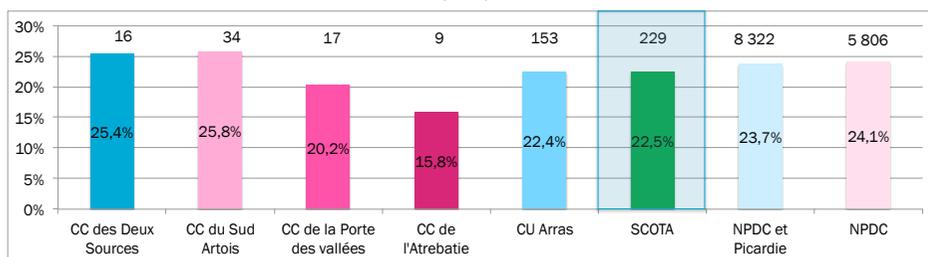
Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Le secteur du commerce représente une part importante de l'ensemble des entreprises créées, en particulier pour les intercommunalités des Deux Sources (25,4% de l'ensemble) et du Sud Artois (25,8%).

Création d'entreprises de commerces et leur proportion dans le total des créations d'entreprises en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

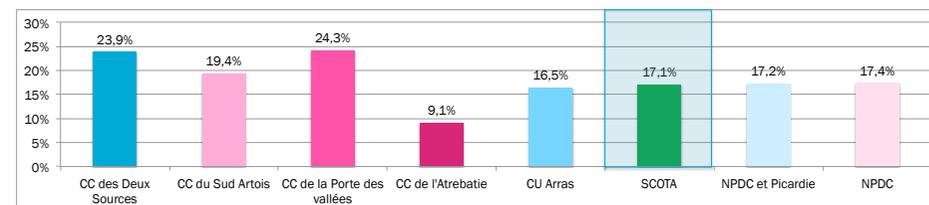


Le taux de création d'entreprises désigne le rapport entre le volume de création dans un secteur sur le stock d'entreprises recensées dans la même année.

Un taux de création d'entreprises de 17,1% à l'échelle du SCota dans la moyenne régionale sous fond de fortes disparités internes : la CC de la Porte des Vallées enregistre un taux de 24,3% alors que la CC de l'Atrebatie affiche un total de 9,1%.

Taux de création d'entreprises du commerce en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Commerce et attractivité du cadre de vie

La diversification et la vivacité du commerce favorise le développement d'une offre de proximité dans les bourgs, villages et centres villes et crée des conditions propices au maintien de lieux de vie dynamiques dans un contexte d'aménagement commercial faisant l'équilibre entre l'offre de centre et de périphérie. Il en va aussi de la transmission des commerces et de leur renouvellement en milieu rural notamment, afin de maintenir les populations et assurer au moins leurs besoins de proximité.

Commerces et liens sociaux

Le commerce est favorable aux rencontres et à la création de sociabilités quelles que soient les populations (familles, célibataires, personnes âgées, etc.) et véhicule ainsi une dynamique de vie autant dans les milieux urbains que ruraux.

Commerce et accessibilité

La vivacité du commerce est étroitement liée à la capacité des habitants à pouvoir s'y rendre, en transports en commun en particulier. L'accessibilité aux centres dépend donc de la qualité des aménagements et de leur adaptation à la diversité des usages (se restaurer, se recréer,...) et des usagers (piétons, automobilistes, cyclistes, personnes à mobilité réduite...).

En effet, les aménagements adaptés aux PMR (personnes âgées, handicapées, femmes enceintes,...) soutiennent l'accès des établissements à tous les consommateurs et jouent en faveur du maintien de l'appareil commercial local.

Enjeux

- Comment organiser l'offre commerciale de manière à assurer un équilibre entre les bassins de vie et le type d'offres, du grand au petit commerce?
- Quel niveau d'offre commerciale en fonction des besoins des populations locales ?

Construction

Etat des lieux et tendances

En 2012, 4 625 emplois salariés dans la construction dont 3 062 dans la Communauté Urbaine d'Arras soit 66% du Scota.

- Les effectifs salariés des CC dans la construction et leur représentativité dans le SCoT témoignent du dynamisme de la filière, qui s'oriente pour partie vers l'éco-construction à l'image de l'Atrébatie.

Effectifs salariés des établissements actifs en 2012 de la construction

Source : INSEE, RP ; traitement EAU, NA 17 postes

Territoires	Construction	Part de l'EPCI dans le SCoT
CC des Deux Sources	276	6%
CC du Sud Artois	439	9%
CC de La Porte des Vallées	403	9%
CC de l'Atrébatie	475	10%
CU d'Arras	3 032	66%
SCOTA	4 625	100%

En bénéficiant de la croissance démographique, le secteur est mieux représenté dans le Scota que dans la région Nord-Pas-de-Calais.

L'indice de spécialisation mesure la représentation de l'emploi d'un secteur d'un territoire donné par rapport à la région ou au pays. Lecture : un indice supérieur à 1 point signifie qu'il existe une spécialisation sectorielle.

Indice de spécialisation du secteur de la construction en 2012 dans le Scota

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Parmi les entreprises de plus de 100 salariés issues du secteur de la construction, des entreprises liées au secteur électrique et au gros œuvre surtout.

- Par ailleurs, des petites entreprises qui se spécialisent dans l'éco-construction comme à Tincques où la zone d'activités Ecopolis labellisée « pôle d'Excellence rurale » abrite des entreprises comme Tell'Co Bois et Ostwind spécialiste du développement éolien dont le siège est en Allemagne.

Les entreprises de la construction de plus de 100 salariés dans le SCoT

Source : CCI Nord de France, RP ; traitement EAU

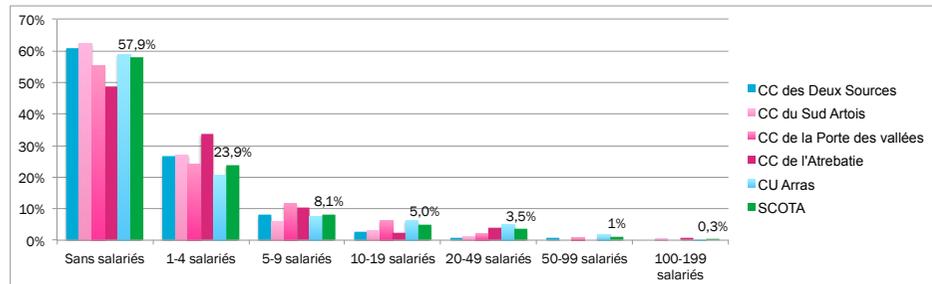
Raison sociale	Commune	Effectifs	Activité principale
ETS CATHELAIN A ET CIE	Hermies	212	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
DECIMA	Saint Laurent Blangy	180	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	Sainte Catherine	170	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
HOLBAT	Saint Laurent Blangy	166	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
BALESTRA	Avesnes-le-Comte	150	Construction d'autres ouvrages de génie civil

Si les TPE sont les plus présentes, 58 entreprises de plus de 20 salariés sont dénombrées soit 5% de l'ensemble des établissements de la construction du Scota.

Caractéristiques des établissements de la construction en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Sans salariés	1-4 salariés	5-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	100-199 salariés	200-499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble
CC des Deux Sources	68	30	9	3	1	1	0	0	0	112
CC du Sud Artois	104	45	10	5	2	0	1	0	0	167
CC de la Porte des vallées	80	35	17	9	3	1	0	0	0	145
CC de l'Atrébatie	61	42	13	3	5	0	1	0	0	125
CU Arras	356	124	45	38	30	10	2	1	0	606
SCOTA	669	276	94	58	41	12	4	1	0	1 155

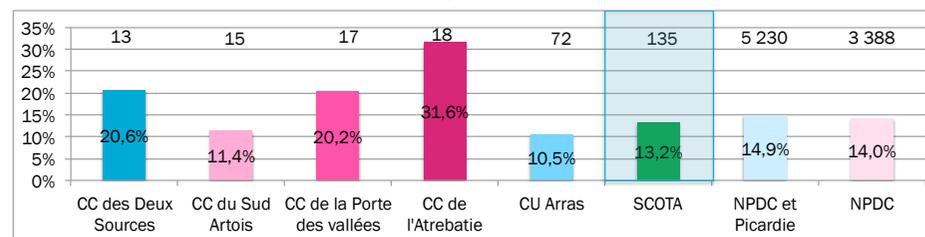


La spécialisation du SCoT dans la filière est certaine, pourtant, le dynamisme des entreprises de la construction pèse moins dans le total des créations d'entreprises du SCoT en comparaison avec le niveau régional.

- Vis à vis de la création d'entreprises, le poids de l'activité est plus fort pour l'Atrébatie (31,6%), les Deux Sources (20,6%) et la Porte des Vallées (20,2%).

Créations d'entreprises de la construction et leur proportion dans le total des créations d'entreprises tous secteurs confondus en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



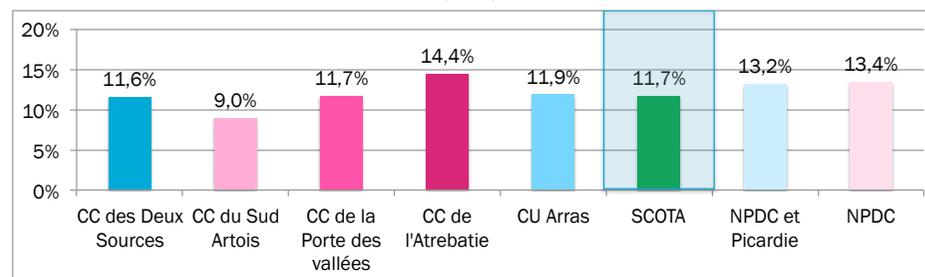
Le taux de création d'entreprise désigne le rapport entre le volume de création dans un secteur sur le stock d'entreprises recensées dans la même année.

La conjoncture a des effets sur le taux de création d'entreprises qui ressort à 11,7%, inférieur aux taux observés dans les régions de référence (plus de 13%).

- Le taux de création d'entreprises est assez élevé sur la CC de l'Atrébatie (14,4%).

Taux de création d'entreprises de la construction en 2012

Source : INSEE, RP ; traitement EAU



Interdépendances

Emploi dans la construction et conjoncture économique

Le secteur du BTP est particulièrement sensible aux aléas économiques. Face à des ménages sous pression fiscale et des administrations publiques soumises à des restrictions budgétaires, la profession a connu des dernières années délicates. La reprise économique pourrait redresser la situation du secteur.

Emploi dans la construction et évolution démographique

À l'heure du desserrement des ménages, de l'accroissement des familles monoparentales et des personnes âgées, les besoins en logements sont tels qu'ils pourraient constituer des débouchés pour les entreprises de la construction. Pour rappel, la construction de 482 logements par an est nécessaire pour maintenir la population existante dans le territoire.

Gouvernance

Pôle d'excellence rurale de l'Atrébatie

La CC de l'Atrébatie a entrepris un vaste projet de développement économique orienté vers l'éco-construction et propose une gestion écologique de l'environnement à ses entreprises. Ainsi, la commercialisation de la Zone Ecopolis située sur la RD939, d'une superficie de 13 hectares, a débuté en 2008 et accueille aujourd'hui 8 entreprises.

Une plateforme multi-services est d'ailleurs mise en place et accompagne et anime le développement de la zone et de la filière. Dans ce cadre, le 1^{er} salon de l'éco-construction a eu lieu en octobre 2015 en partenariat avec la CUA et le lycée professionnel Le Caron, qui forme aux métiers de l'éco-construction. Ce pôle éco-construction labellisé par l'Etat de pôle d'excellence rural agit comme un démonstrateur de techniques novatrices pour le territoire.

Enjeux

- Le secteur de la construction ne pourrait-il pas s'orienter davantage vers des techniques liées aux économies d'énergie dans l'ensemble des EPCI à l'image de ce qui est pratiqué dans la CC de l'Atrébatie?

Le bâtiment relais d'Ecopolis, Tincques



Agriculture

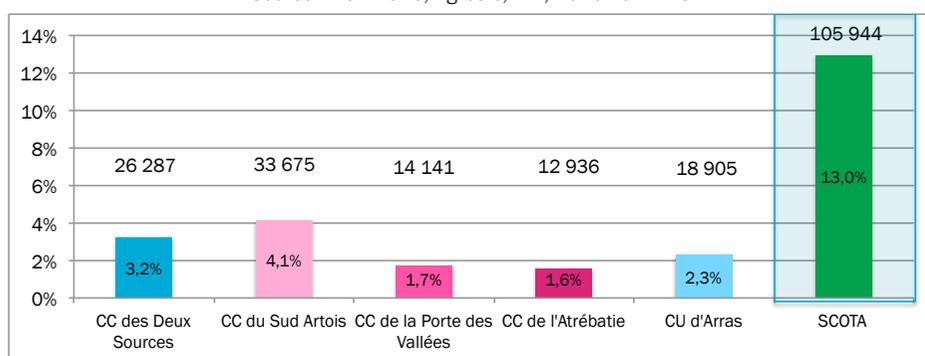
Etat des lieux et tendances

L'agriculture est un des moteurs économiques du territoire avec 105 944 hectares de surface agricole utilisée en 2010 soit 13% de la SAU du Nord-Pas-de-Calais.

- Le Sud-Artois concentre 33 675 hectares soit 4,1% de la SAU régionale.

Répartition de la SAU en hectares dans le Scota et représentation dans le Nord-Pas-de-Calais en 2010

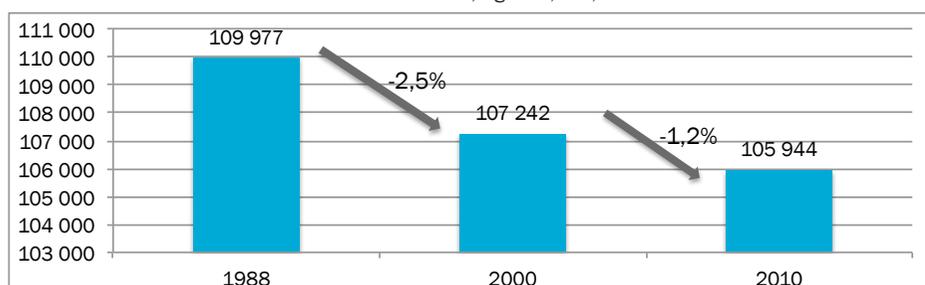
Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU



Pourtant, entre 2000 et 2010, la SAU continue de se rétracter de -1,2%, partant de 109 977 ha en 2000 à 105 944 ha en 2010.

Evolution de la SAU (en hectares) entre 1988 et 2010 dans le Scota

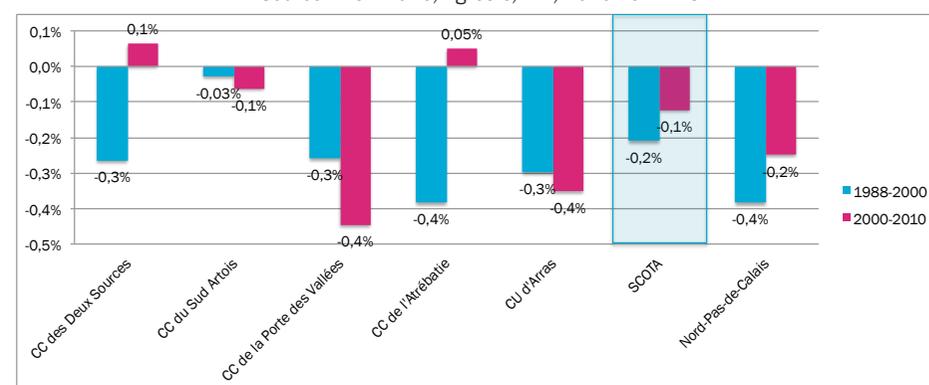
Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU



Entre 2000 et 2010, si la SAU globale s'amenuise de -0,1% en moyenne par an, la baisse s'effectue deux fois moins rapidement qu'entre 1988-2000, et toujours moins qu'en région (-0,2% en moyenne par an).

Evolution moyenne annuelle de la SUA (en hectares) entre 1988-2000 et 2000-2010 dans le Scota

Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU



Des exploitations moins nombreuses mais plus imposantes : la SAU moyenne des exploitations dans le Scota est supérieure (77 hectares) à la moyenne régionale (61 hectares) témoignant de la tendance à la restructuration de la structure économique des exploitations.

- Sur les 1 378 exploitations que compte le Scota en 2010, 1/3 sont localisées dans la CC du Sud Artois.

Evolution du nombre d'exploitations et des SAU moyennes par exploitation dans le SCoT et le Nord-Pas-de-Calais entre 2000 et 2010

Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU

Territoires	Exploitations			SAU moyenne par exploitation		
	2000	2010	Variation en %	2000	2010	Variation en %
CC des Deux Sources	423	325	-23%	62	81	31%
CC du Sud Artois	566	453	-20%	60	74	24%
CC de La Porte des Vallées	274	201	-27%	54	70	30%
CC de l'Atrebatie	223	160	-28%	58	81	40%
CU Arras	304	239	-21%	64	79	23%
SCOTA	1 790	1 378	-23%	60	77	28%
NPDC	18 036	13 455	-25%	46	61	31%

L'exploitation agricole est une unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis mères ou une production supérieure à veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.

La superficie agricole utilisée désigne les superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole.

Superficies en terres labourables: superficie en céréales, cultures industrielles, légumes secs et protéagineux, fourrages (hors superficie toujours en herbe), tubercules, légumes de plein champ, jachères.

54% de grandes exploitations dans le Scota en 2010, ce qui est légèrement supérieur au département qui en compte 52%.

- Cependant, des disparités internes sont à noter avec 46,1% d'exploitations de grande taille dans la CC du Sud Artois et 63,1% dans la CC de l'Atrébatie.

Taille économique des exploitations dans le Scota

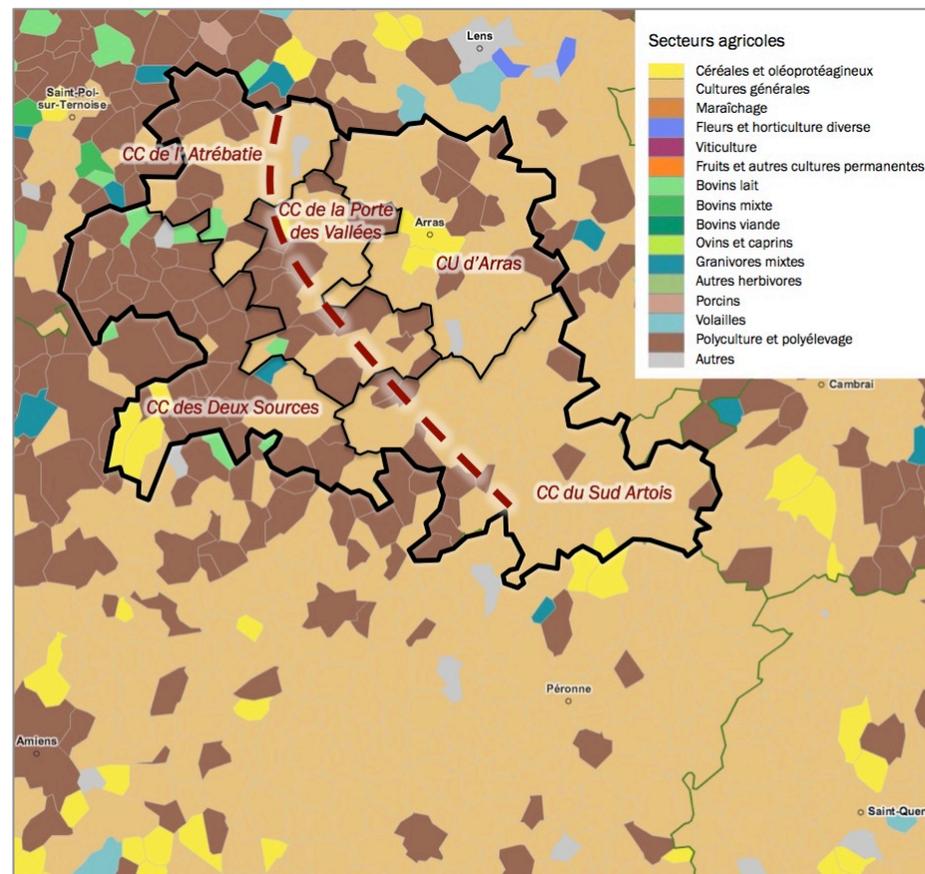
Source : RGA 2010, Agreste, DRAAF, RP

Taille économique des exploitations	Petites	Moyennes	Grandes
% NPdC	22	28	50
% Pas-de-Calais	19	29	52
Nbre d'exploitations sur le territoire	203	433	738
Soit en %	15	32	54
% sur la CU d'Arras	11,3	31,0	57,7
% sur la CC Porte de la Vallée	18,4	31,8	49,8
% sur la CC de l'Atrébatie	12,5	24,4	63,1
% sur la CC du Sud-Artois	14,7	39,2	46,1
% sur la CC des 2 Sources	16,3	24,6	59,1

À l'Ouest du territoire, une agriculture diversifiée et dominée par la polyculture et le polyélevage (bovins, lait,...) et des cultures plus générales à l'Est (betteraves, pommes de terre, etc.) dans le prolongement des spécialisations agricoles picardes.

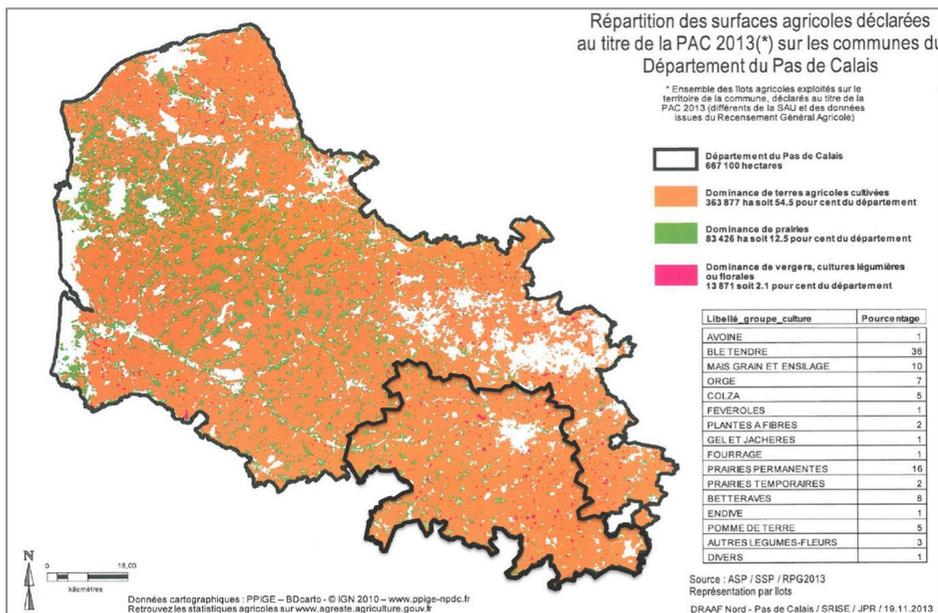
Orientations Technico-Economiques (OTEX) des exploitations au sein du ScOT

Source : RGA 2010, Agreste, INSEE, RP ; traitement EAU



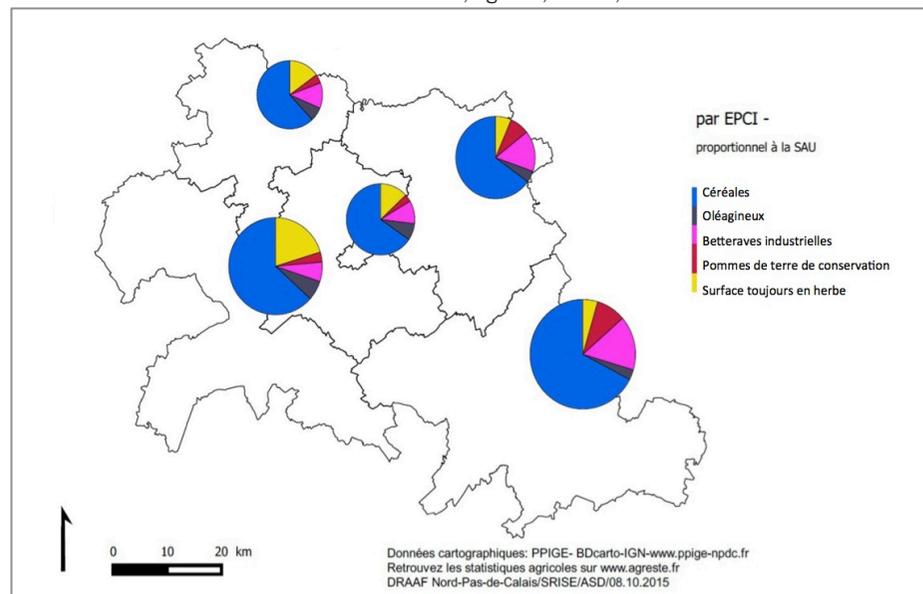
Répartition des surfaces agricoles déclarées au titre de la PAC en 2013

Source : DRAAF Nord-Pas-de-Calais, RP



Répartition des cultures sur le SCOT en 2010

Source : RGA 2010, Agreste, DRAAF, RP

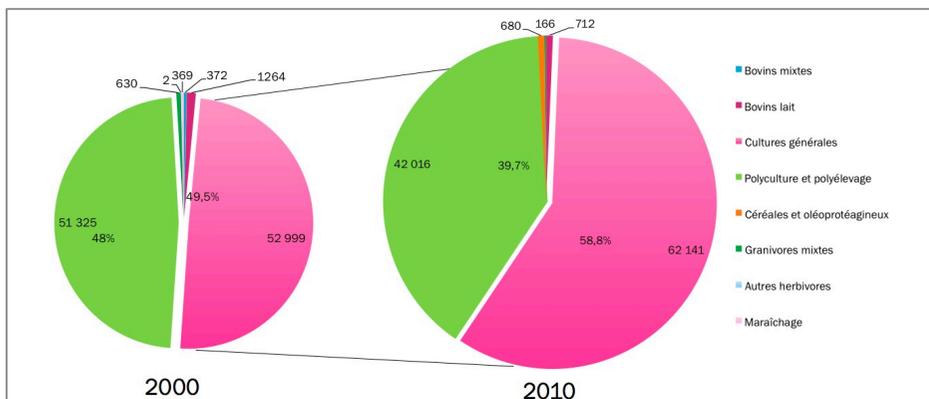


Alors que les cultures générales et céréales dominent et continuent de croître, l'élevage se raréfie voir disparaît comme c'est le cas des bovins mixtes.

Si la contraction de l'élevage est unanime sur tous les territoires, elle touche bien plus fortement le SCOT (-16% entre 2000-2010) que la région NPDC (-6,4% sur la même période) mais une baisse moindre dans la CC des Deux Sources (-4%).

Répartition de la SAU sur le SCOT entre 2000 et 2010

Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU



Evolution du cheptel entre 1988-2000 et 2000-2010 en unités de gros bétail, tous aliments confondus

Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU



La superficie des terres labourables diminue dans le même ordre de grandeur que le Nord-Pas de Calais, de 0,3% en moyenne par an entre 2000 et 2010.

- Dans cette même période, seule la CC de l'Atrébatie gagne des terres labourables (+0,35% en moyenne par an).

Evolution des terres labourables entre 1988-2000 et 2000-2010

Source : RGA 2010, Agreste, RP ; traitement EAU

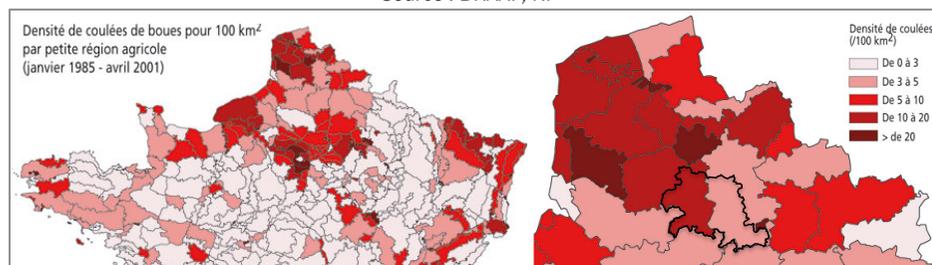
Territoires	1988	2000	2010	Evolution moyenne annuelle 1988-2000	Evolution moyenne annuelle 2000-2010
CC des Deux Sources	20 946	21 252	20 758	0,12%	-0,23%
CC du Sud Artois	31 824	31 719	31 277	-0,03%	-0,14%
CC de la Porte des Vallées	12 682	12 881	11 718	0,13%	-0,94%
CC de l'Atrébatie	10 935	10 919	11 302	-0,01%	0,35%
CU d'Arras	18 627	18 188	16 802	-0,20%	-0,79%
SCOTA	95 014	94 959	91 857	0,00%	-0,33%
Nord-Pas-de-Calais	652 266	650 287	629 950	-0,03%	-0,32%

Si les performances de l'agriculture sont liées à la qualité agronomique des sols, celle-ci est sujette à différentes menaces :

- D'après la DRAAF, le territoire est particulièrement touché par les coulées de boues et les ruissellements qui entraînent des phénomènes d'érosion tangibles en relief surtout (collines de l'Artois).
- Le stock de matière organique de la région est en-deçà de la moyenne nationale (de 43 tonnes/an). C'est notamment le cas dans le sud de l'Artois, où la culture intensive est de faible restitution organique (légumes, pommes de terre).

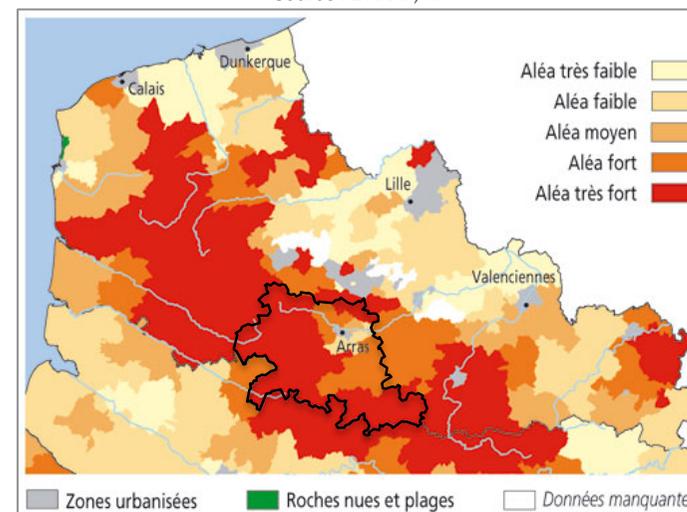
La densité des coulées de boues pour 100 km². par petites régions agricoles entre 1985 et 2001

Source : DRAAF, RP



L'érosion dans le Nord-Pas-de-Calais

Source : DRAAF, RP



Le tableau suivant dresse le volume du travail des exploitations de l'Arrageois. Les résultats sont exprimés en Unités de Travail Agricole moyennes (UTA) ce qui équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant l'année.

2 649 UTA en 2010 et 1,9 UTA en moyenne en 2010 quand elle était de 1,7 en région NPDC.

- Des disparités internes sont toutefois à noter, avec une UTA moyenne plus élevée pour la CC du Sud-Artois.

UTA par orientations technico-économiques et UTA moyennes

Source : Agreste, DRAAF, RA 2010, RP

Territoires	CC de l'Atrébatie	CC des Deux Sources	CC du Sud Artois	CC de la Porte des Vallées	CU d'Arras	SCOTA	%
Grandes cultures	119,5	186,6	853,9	139,9	237,2	1 537,2	58
Exploitations bovines spécialisées - orientation lait	27,0	127,0	32,5	42,6	12,4	241,4	9,1
Polyculture et polyélevage	92,0	193,0	96,3	102,1	82,2	565,5	21,3
Autres	11,4	59,9	183,2	26,4	24,7	305,6	11,5
UTA totale	249,9	566,5	1 165,9	311,0	356,5	2 649,7	100,0
UTA moyenne	1,6	1,7	2,6	1,5	1,5	1,9	

- Selon la DRAAF, 11% des exploitations commercialisent en circuits courts (vente à la ferme, AMAP, vente au marché) contre 19% à l'échelle régionale.

- 7,5% sur la CC de l'Atrébatie,
- 9,5% sur la CC des Deux Sources,
- 9,4% sur la CC du Sud-Artois,
- 13,4% sur la CC de la porte des Vallées,
- 14,2% sur la CU d'Arras.

- 8,6% pratiquent une activité de diversification contre 12% dans le Nord-Pas-de-Calais.

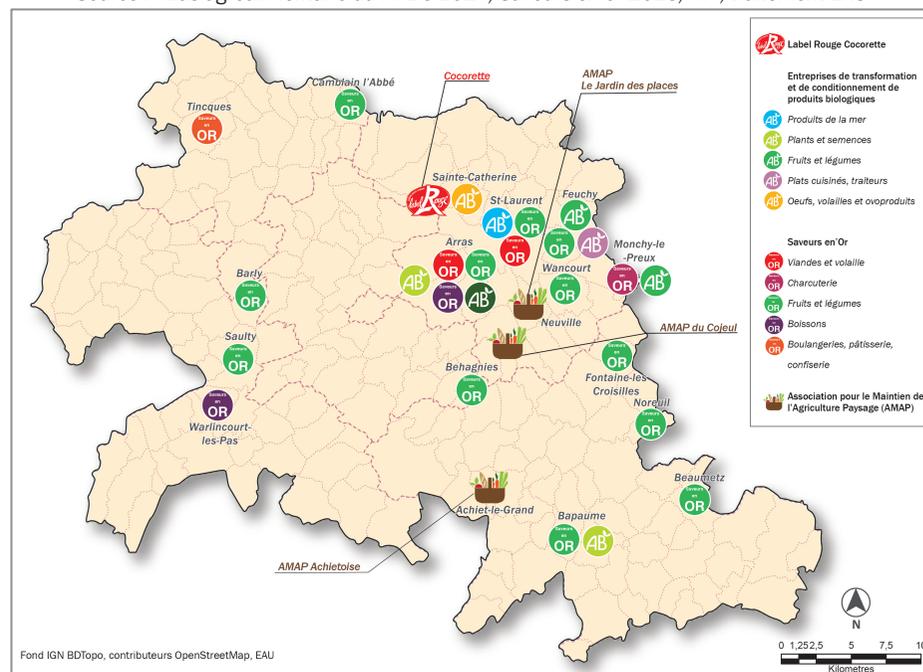
- 16 exploitations sont converties à l'agriculture biologique.

Des démarches de qualité qui témoignent d'un savoir-faire et d'une tradition agroalimentaire d'excellence.

- Une production certifiée Label Rouge : Cocorette (œufs fermiers) à Sainte-Catherine.
- Une industrie agroalimentaire qui mise sur la qualité de ses productions avec 7 entreprises de transformation et de conditionnement certifiées bio.
- La marque « Saveurs en or » dont s'est doté le Nord-Pas-de-Calais et destinée à mettre en valeur la richesse agroalimentaire est bien représentée sur le territoire, signe d'une bonne visibilité des productions (15 entreprises).
- Enfin, trois réseaux AMAP avec livraisons au terrain (Cojeul et l'Achieoise) et à Arras (Jardin des Places) marquent une volonté d'autonomie du territoire.

Les démarches qualité et les entreprises engagées

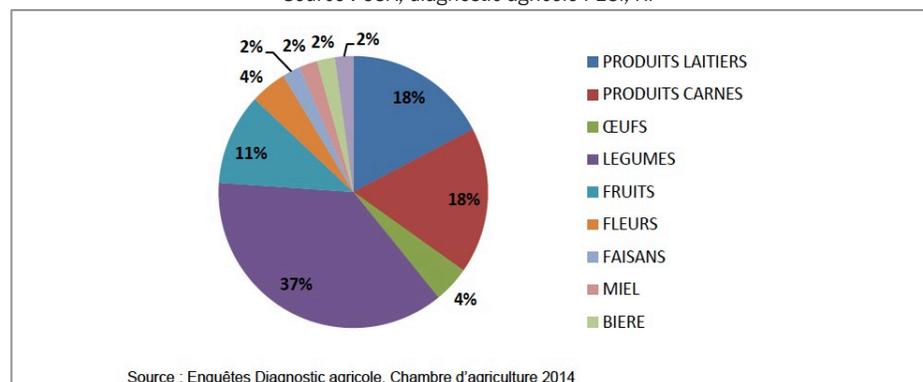
Source : Atlas agroalimentaire du NPDC 2014, Saveurs en or 2015, RP ; traitement EAU



- À l'échelle de la CUA, des circuits courts sur l'ensemble du territoire sous la dominance des produits végétaux : 37% de légumes, 18% de produits laitiers.

La répartition des productions en circuits courts dans la CUA en 2014

Source : CUA, diagnostic agricole PLUi, RP



BRASSERIE PAYSANNE DE L'ARTOIS

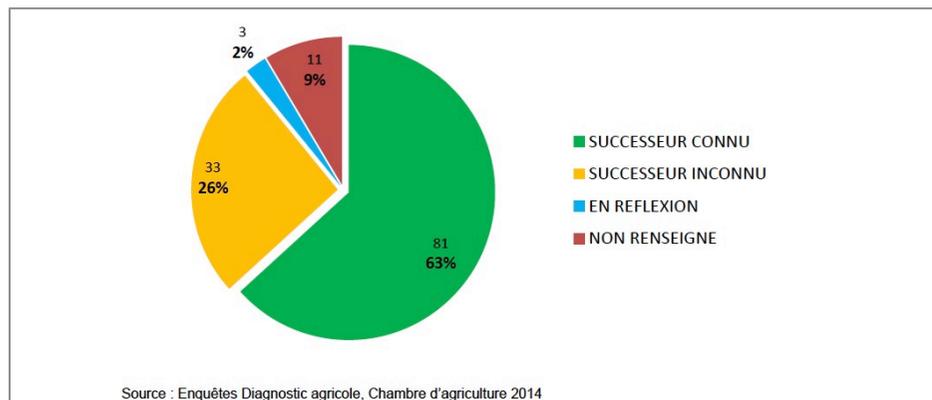


D'après le diagnostic du PLUi de la CUA, les 55 ans et plus sont les plus représentés dans la population agricole ce qui interroge la transmission des exploitations.

- À ce propos, 2/5 des exploitants enquêtés ont déclaré connaître leur successeur et il s'avère que les activités se transmettront d'abord à la famille.

Les prévisions relatives à la transmission des exploitations dans la CUA en 2014

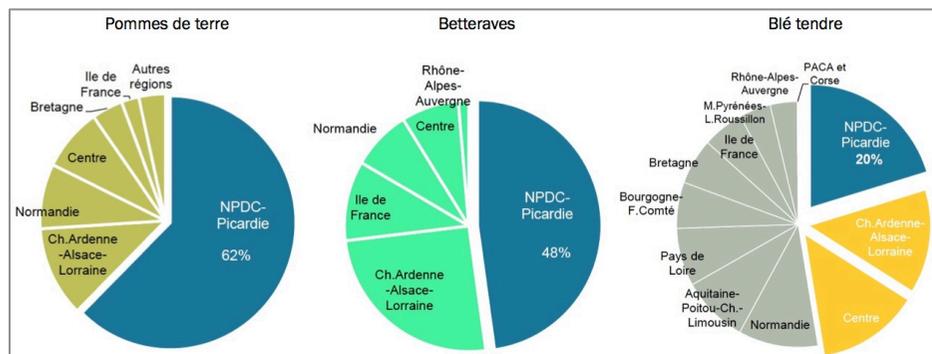
Source : CUA, diagnostic agricole PLUi, RP



Avec la fusion des régions, le NPDC-Picardie s'inscrit parmi les leaders sur certaines productions, ce qui interroge le renforcement des synergies du Scota avec la Picardie et leur positionnement dans le nouveau paysage français et européen.

Récoltes françaises selon les nouvelles régions

Source : Agreste 2014, Comptes 2013, RA 2010 ; traitement Chambre d'Agriculture du NPDC, RP



Interdépendances

Agriculture et paysage

L'agriculture façonne le paysage et participe à l'identité d'un territoire. En ce sens, la diversité des cultures concourt à la préservation du caractère rural et à la dynamique de vie.

Agriculture et diversification des activités

Si le territoire constitue aujourd'hui un pôle d'excellence agroalimentaire avec le Cambrésis, il est en capacité de se diversifier économiquement par des circuits courts, des démarches qualitatives et la création de nouvelles synergies favorables à l'agro-tourisme (fermes pédagogiques à l'image de certaines fermes du Sud-Artois, gîtes, etc.).

Agriculture et transports

Dans un territoire où l'agriculture occupe une place prépondérante, la gestion des transports en termes de capacités des infrastructures et de dimensionnement des flux est prégnante afin d'éviter les conflits d'usage du réseau viaire et d'améliorer la sécurité des différents accès.

Agriculture et développement économique

La réalisation du Canal Seine-Nord-Europe est propice à l'accroissement des capacités exportatrices agricoles du territoire. En assurant une nouvelle liaison avec les bassins de consommation d'Europe du Nord, il pourrait permettre de créer de nouveaux débouchés.

Aussi, la fusion des deux régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie est une opportunité pour la consolidation des spécificités agricoles, la création de nouvelles complémentarités et d'une identité sectorielle grand-régionale.

Prix du foncier et accès aux terres

En plus de la raréfaction des terres, le prix du foncier croît de telle sorte que des exploitants belges s'insèrent sur le marché entraînant des problèmes d'accès aux terres pour les candidats français.

Gouvernance

Le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais :

Active, la région a mis en œuvre un certain nombre de dispositifs :

- Le Schéma régional d’Alimentation et d’Agriculture Durables (SRAAD) intervient sur plusieurs domaines prioritaires : l’accompagnement à la création et la transmission des exploitations, le soutien à l’entrepreneuriat, et à la structuration de filières alimentaires innovantes, la modernisation des exploitations agricoles et de nouvelles formes d’exploitation, l’accompagnement des projets multifonctionnels,
- Le Programme Régional à la Création et la Transmission des Exploitations pour maintenir le tissu régional et fédérer les acteurs,
- Le Plan agroenvironnement pour accompagner la mutation de l’agriculture vers des solutions durables et responsables,
- Le Réseau Rural et Périurbain co-piloté par le Conseil Régional et l’Etat, il fonctionne comme une plateforme d’échanges pour l’émergence de projets collectifs.

Le Conseil Départemental du Pas-de-Calais

- La Charte d’engagement pour une gestion économe de l’espace agricole dans le département du Pas-de-Calais, née de l’engagement des collectivités, du Conseil Général, de la Chambre d’Agriculture et de l’Etat représenté par le Préfet vise deux objectifs majeurs : aller vers une gestion programmée et économe du foncier au moyen d’outils de planification et de concertation et protéger le potentiel de production agricole en respectant les principes de constructibilité en zone agricole.
- Le département soutient l’installation de jeunes agriculteurs par l’accord de prêts d’honneur, et les agriculteurs en difficulté au travers du fond d’intervention et de solidarité agricole.
- Par ailleurs, le Fonds d’Aménagement Rural et de Développement Agricole (FARDA) vise à soutenir les projets de développement des collectivités.

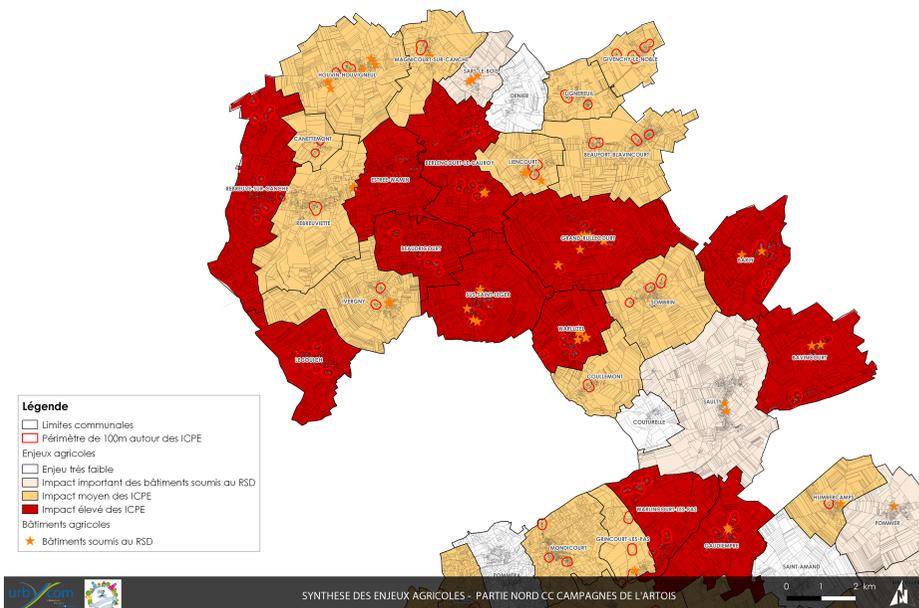
Enjeux

- Comment protéger et maintenir le système productif agroalimentaire global pour permettre le rapprochement des lieux de production et de transformation?
- Comment accompagner la profession et faciliter la transmission des exploitations ? Comment gérer les conflits d’usages de la terre générant une réduction de la SAU ?
- Comment valoriser davantage les spécificités agroalimentaires du territoire et développer des complémentarités économiques, agricoles et industrielles ?

Enjeux révélés par les PLUi

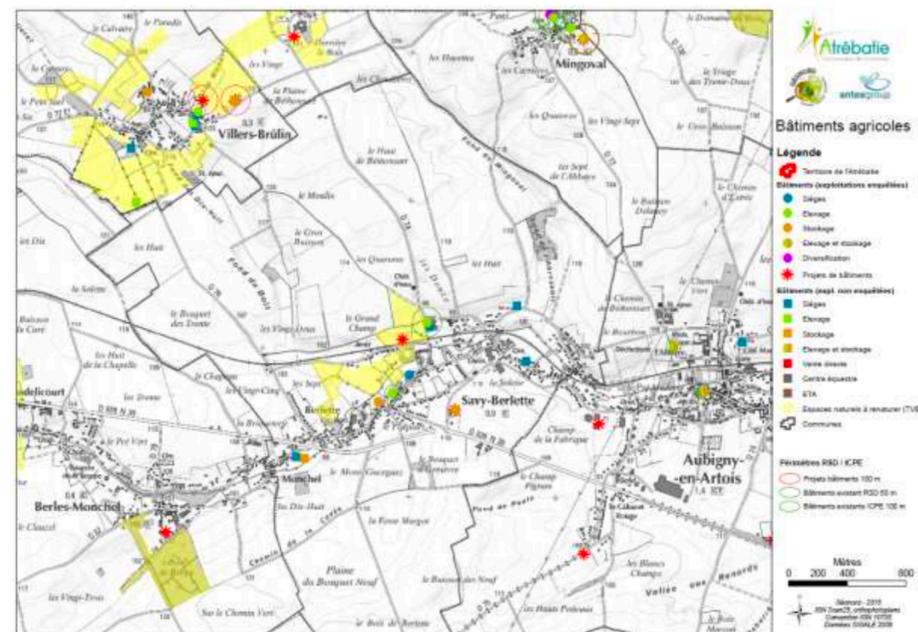
- Dans certains espaces du territoire du SCoT comme dans la Communauté de communes des Campagnes de l’Artois, des exploitations sont implantées dans de nombreux bourgs et villages, dans le centre ou en lisière urbaine. Aussi, cela amène une vigilance et des limitations en matière d’aménagement et de densification urbaine dans le tissu existant afin de préserver le fonctionnement de ces exploitations et de respecter les normes en vigueur d’éloignement de l’habitat lorsqu’il s’agit d’élevage par exemple.

Exemple dans la partie Nord de la CC des Campagnes de l’Artois



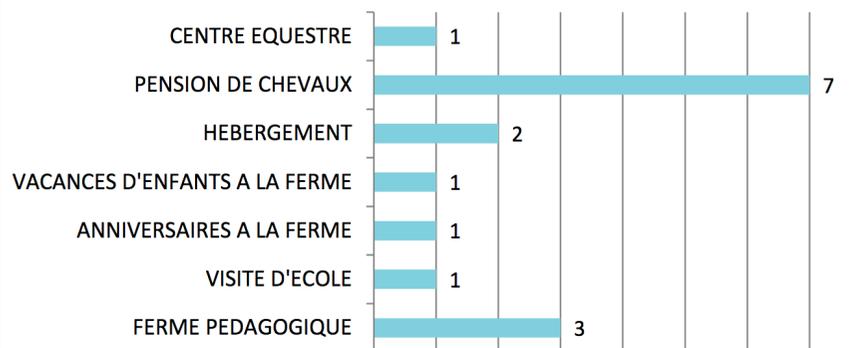
- Le foncier agricole est majoritairement loué auprès de tiers (75,9% selon les données de l'Agreste-DRAAF) à l'échelle du SCoT. Il s'agit là d'une illustration de la faible disponibilité du foncier agricole qui accentue la tendance spéculative sur le prix des terres. Cela constitue un des freins à l'installation ou la reprise d'exploitation.
- Face à la pression foncière, la gestion économe de l'espace agricole, en tant qu'outil de travail, est essentielle pour des raisons économiques notamment. Ainsi, un urbanisme de projet pourrait chercher dans la requalification et le renouvellement du tissu urbain existant des outils pour réduire le prélèvement de foncier agricole, voire imaginer des mesures de compensation (des mesures existent déjà dans la CUA). Il sera question alors de prendre en compte les parcelles attenantes aux bâtiments pour maintenir une réelle fonctionnalité des exploitations, dans sa taille, son accessibilité, sa capacité à se développer, ce, de manière à répondre à la charte de qualité demandée par les Industries Agro-Alimentaires.
- La circulation des engins agricoles est par endroit rendue difficile à cause d'aménagements (ralentisseur, rond-point, stationnement anarchique au sein des villages, ...), tout comme l'accès aux exploitations en bordures d'infrastructures de communication de grands flux, à l'instar de la D 939, peut s'avérer problématique. De manière à éviter les conflits d'usage et/ou la perte de temps issue de difficulté d'accès aux sièges d'exploitations, aux parcelles, comme par exemple lors des périodes de ramassage des récoltes (betterave sucrière, pommes de terre, légumes de plein champ, lait, etc.), les collectivités pourraient être amenées à porter une attention particulière sur ces enjeux, en concertation avec les professionnels du monde agricole.
- La compatibilité entre projets de développement (bâtiment pour l'élevage, stockage...) des exploitations et leur implantation dans des espaces naturels référencés dans le SRCE peut s'opposer. La fonctionnalité des exploitations peut alors être mise à mal. Par conséquent, les documents d'urbanisme locaux seront vigilants dans leur zonage, agricole ou naturel, pour ne pas rendre irréalisables certains projets agricoles. En outre, les boisements sont susceptibles de porter atteinte à la cohérence du parcellaire agricole. De la sorte, leur gestion et leur encadrement seraient appréciés de la part de la profession agricole.

Exemple de localisation des projets de bâtiments dans des espaces naturels à renaturer référencés par le SRCE (en jaune)



- L'insuffisance du réseau Internet est perçue comme un enjeu nouveau mais nécessaire à l'heure où la gestion des exploitations demande d'être connectée à un réseau performant (formulaires administratifs, contact clientèle, bulletin météorologique...).
- La diversification des activités agricoles peut s'avérer utile pour pallier à des difficultés d'ordre économique pour constituer des revenus supplémentaires. Les activités de transformation / de vente directe, les activités agro-touristiques, la production d'énergie renouvelable (méthanisation, photovoltaïque, bois énergie, miscanthus...), l'agriculture à haute valeur ajoutée (label, Bio...) sont des pistes qu'empruntent les agriculteurs. Dès lors, les documents d'urbanisme locaux pourraient répondre à ce besoin en permettant l'évolution des bâtiments agricoles et leur changement de destination, l'installation de matériels pour la production d'énergies renouvelables et leur stockage, l'implantation de locaux destinés à transformer les produits des exploitations pour de la vente directe, ...

Exploitations de la CUA pratiquant l'accueil à la ferme



Source : Enquêtes Diagnostic agricole, Chambre d'agriculture 2014

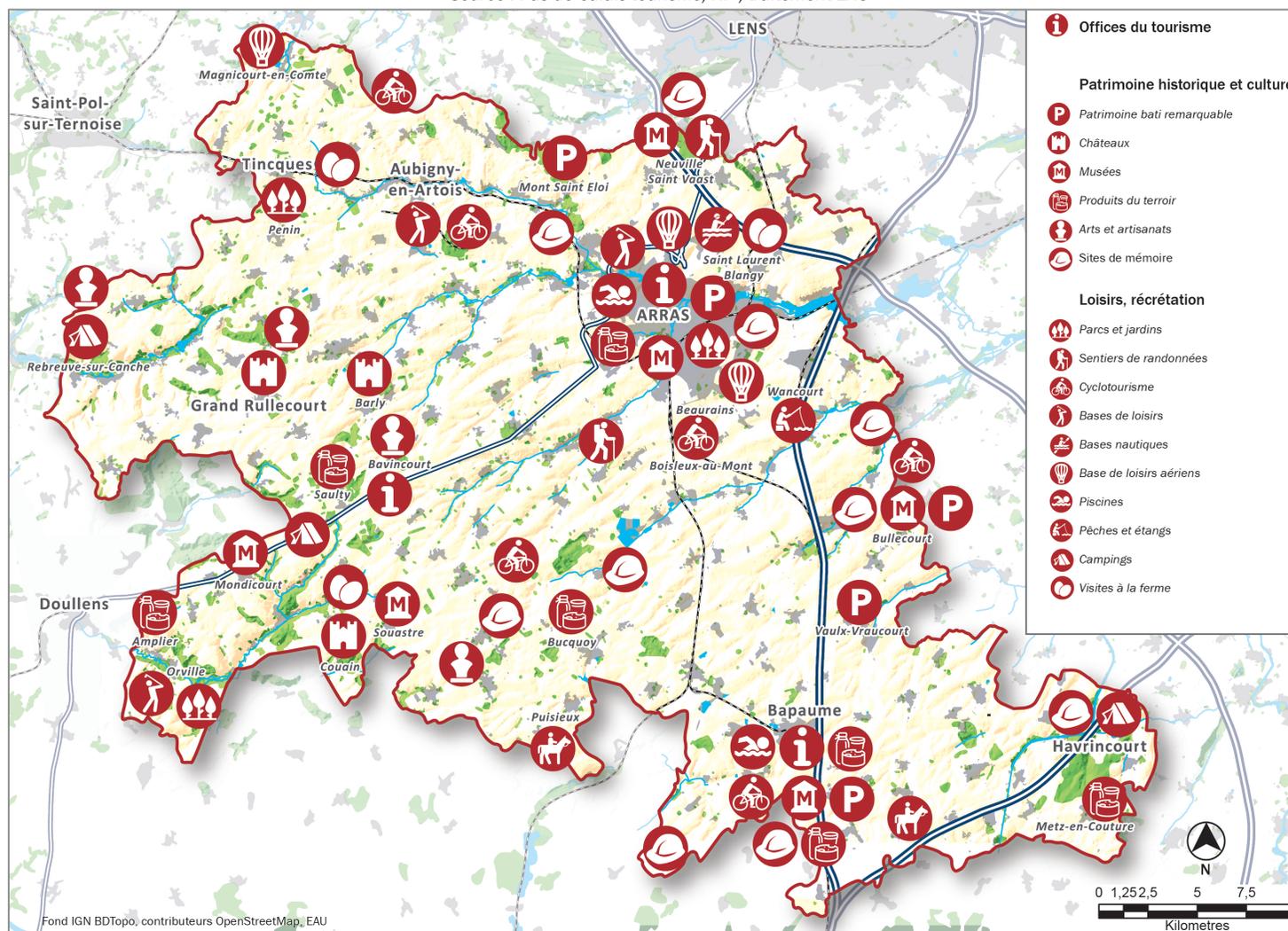
Tourisme

Etat des lieux et tendances

Une offre touristique diverse orientée vers une double entrée patrimoine historique et culturel, mais également vers les loisirs et la culture.

Les sites touristiques dans le SCot de l'Arrageois en 2015

Source : Pas-de-Calais tourisme, RP ; traitement EAU



Les premiers sites touristiques du Scota sont d'envergure métropolitaine et nationale se localisent à Arras, qui concentre la quasi-totalité des aménités touristiques du territoire et est le premier vecteur d'attractivité.

- Des sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO (beffroi, citadelle, places)
- Des événements d'envergure nationale (Main square festival, Roulez Carrosse)

Fréquentation annuelle des équipements touristiques en 2014

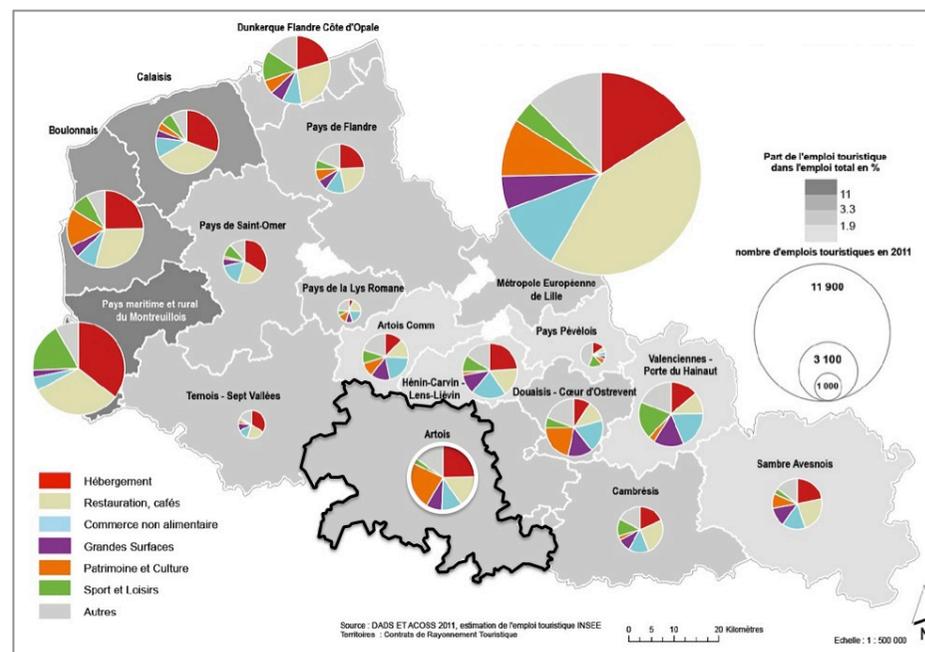
Source : Nord-Pas-de-Calais tourisme, 2014, RP, en valeurs absolues

Équipements touristiques	Communes	Nombre
Aquaréna	Arras	261 013
Main Square	Arras	135 000
La Carrière Wellington	Arras	76 738
Beffroi	Arras	56 825
Musée des Beaux Arts	Arras	54 412
Boves d'Arras	Arras	48 125
Base nautique Stade d'Eau vive	Saint-Laurent-Blangy	40 600
Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption et Saint-Vaast	Arras	37 000
Cité Nature	Arras	33 200
Arras Golf Resort	Anzin-Saint-Aubin	10 160
Musée vivant de la vie rurale	Souastre	6 185
Maison Robespierre - Maison des Compagnons	Arras	3 100
Musée Jean et Denise Letaille - 1917	Bullecourt	2 996
Moulin de la Tourelle	Achicourt	1 970
Musée de la Société Archéologique	Bapaume	924
Château de Couin	Couin	900
Salles de l'hôtel de ville	Arras	867
Château de Barly	Barly	664
Nemetacum Antique Cité d'Arras	Arras	574
Château de Grand-Rullecourt	Grand-Rullecourt	372
La ferme de Charlie	Villers-Brulin	304
Cocorette-Saco	Saint-Laurent-Blangy	263
Les jardins de Sans-Soucis - Manoir de Sarton	Sarton	150
Musée Chocoréve	Mondicourt	78

Les activités 100% touristiques regroupent les hôtels et hébergements similaires, l'hébergement touristique et autre hébergement de courte durée, les terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs, la restauration traditionnelle, les cafétérias et autres libres services, la restauration de type rapide, les débits de boissons, les activités des agences de voyage, les activités des voyagistes, les autres services de réservation et activités connexes, l'organisation de foires, salons professionnels et congrès, l'entretien corporel, la gestion des salles de spectacles de musées, de sites et monuments historiques, des attractions touristiques similaires, des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles, les activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes, les autres activités récréatives et de loisirs, l'organisation de jeux de hasard et d'argent (dont casinos), la projection de films cinématographiques.

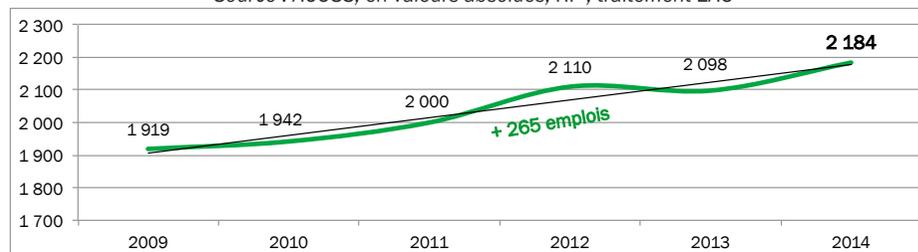
Un territoire assez bien positionné en termes d'emplois touristiques (près de 3% des emplois liés au tourisme) comparé à son environnement régional et à des territoires forts de grands attracteurs comme le Boulonnais et la Canche, le Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale.

Les emplois touristiques dans le Nord-Pas-de-Calais
Source : Comité régional de Tourisme Nord-Pas-de-Calais, 2015, RP



Une progression des emplois touristiques depuis 2009 dans le Scota (+265) qui témoigne du positionnement croissant du territoire pour cette activité.

Evolution des effectifs salariés 100% touristiques entre 2009 et 2013
Source : ACOSS, en valeurs absolues, RP ; traitement EAU



Au global, des effectifs sensiblement identiques entre 2009 et 2014 avec cependant une réduction non négligeable du nombre d'hôtels et hébergements similaires passant de 31 en 2009 à 24 en 2014 et des effectifs salariés passant de 285 emplois à 253.

Evolution des établissements et effectifs 100% touristiques entre 2009-2014

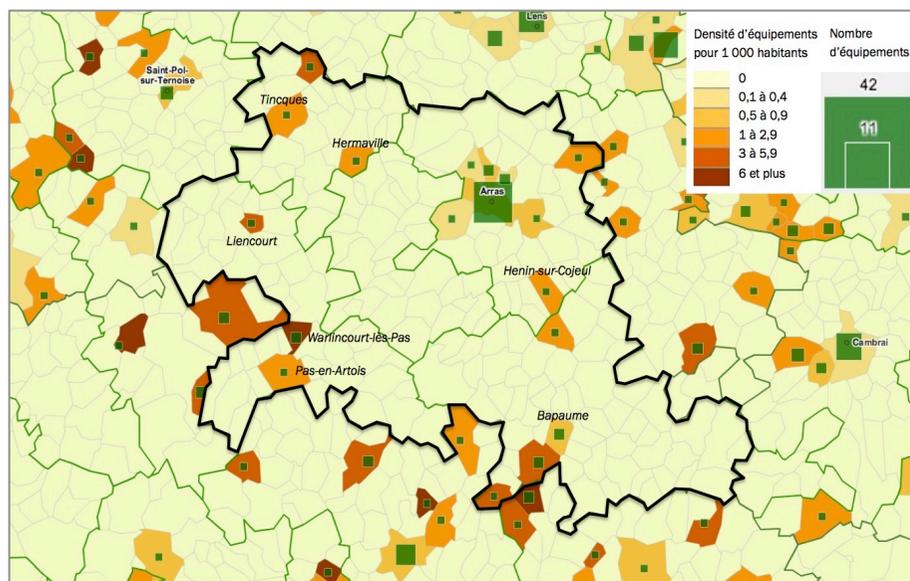
Source : ACOSS, en valeurs absolues, RP ; traitement EAU

Nomenclature	Etablissements 100% touristiques		Effectifs salariés des établissements 100% touristiques	
	2009	2014	2009	2014
Hôtels et hébergement similaire	31	24	285	253
Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	2	4	3	4
Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	2	1	7	5
Restauration traditionnelle	108	102	582	631
Activités des agences de voyage	6	7	18	17
Autres services de réservation et activités connexes	3	2	17	24
Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires	1	1	391	389

Si les sites les plus attractifs se concentrent à Arras, d'autres équipements touristiques sont répartis en milieu rural, en frange Sud notamment (Bapaume, Pas-en-Artois, Warlincourt-lès-Pas, etc.)

Répartition des équipements touristiques et densité d'équipements pour 1 000 habitants en 2014

Source : INSEE, 2014, RP ; traitement EAU



Parmi les équipements touristiques, seule l'offre de restauration est présente sur l'ensemble des EPCI.

Le niveau d'équipements touristiques en 2014 dans le SCoT

Source : Base permanente des équipements, INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Agence de voyage	Camping homologué	Hôtel homologué	Information Touristique	Restaurant	Gare avec train TAGV (train à grande vitesse)	Taxi
CC des Deux Sources		2		2	9		1
CC du Sud Artois			1	5	26		6
CC de La Porte des Vallées					8		2
CC de l'Atrebatie			1		15		1
CU Arras	2	16	17	3	220	1	27
SCOTA	18	2	19	10	278	1	37
NPDC	351	206	457	171	8369	18	891
NPDC et Picardie	464	350	726	300	11632	19	1614

21 hôtels pour 885 chambres en 2015 et 5 campings comptabilisés d'une capacité de 476 emplacements.

Dénombrement des hébergements touristiques en 2015 dans le SCOTA

Source : Base permanente des équipements, INSEE, RP ; traitement EAU

Territoires	Hôtels	Chambres dans hôtels	Campings	Emplacements de camping
CC des Deux Sources			3	397
CC du Sud Artois	2	20	1	30
CC de La Porte des Vallées				
CC de l'Atrebatie	1	6	1	49
CU Arras	18	859		
SCOTA	21	885	5	476

Interdépendances

Tourisme, patrimoine et paysage

Les attraits touristiques du SCoT de l'Arrageois s'appuient autant sur la découverte du territoire, son patrimoine naturel que bâti et historique, qui participent à son identité et confèrent une offre plurielle aux touristes.

Tourisme et attractivité territoriale

Pour un territoire, le développement touristique est vecteur de notoriété, autant pour les habitants locaux fiers d'y appartenir, que pour les touristes, populations et entreprises susceptibles de s'installer. Dans ce sens, le Main Square festival est reconnu des amateurs de musique et valorise l'image du territoire.

Gouvernance

Les contrats de rayonnement touristique – Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais

En fédérant les acteurs et des activités du tourisme, ces contrats visent à renforcer la qualité et la visibilité de l'offre. Chaque contrat, lié à un territoire doit organiser l'offre en réponse à une ou plusieurs thématiques promues en réseau.

Schéma sectoriel économie du tourisme - CCI du Nord

Ce document édité en 2012 a pour objectif de définir une stratégie claire et opérationnelle pour « faire du tourisme, un moteur économique pour toute la région ». Pour atteindre cette excellence, le schéma se donne pour objectif de répondre à trois enjeux :

- Consolider l'image touristique du Nord-Pas-de-Calais par la satisfaction des clientèles ;
- Développer les filières et événements à forte valeur ajoutée économique ;
- Accompagner les grands projets et les politiques publiques.

Agence de développement et de Réservation Touristiques (ADRT)

Organisme associé au conseil départemental, cette agence prépare et met en œuvre les politiques d'aménagement, de développement et de promotion touristique. L'ADRT accompagne les projets et fédère les acteurs (offices du tourisme, EPCI, chambres de commerce, etc.)

Enjeux

- Quelles relations nouer avec les territoires voisins pour développer l'offre touristique (musée Louvre-Lens, site UNESCO du Bassin minier, réseau Vauban,...) ?
- Comment valoriser l'offre touristique en dehors d'Arras et créer des complémentarités entre les communes du territoire ?
- Quel rayonnement territorial envisager et quelle entrée touristique développer (histoire, mémoire, nature,...) ?

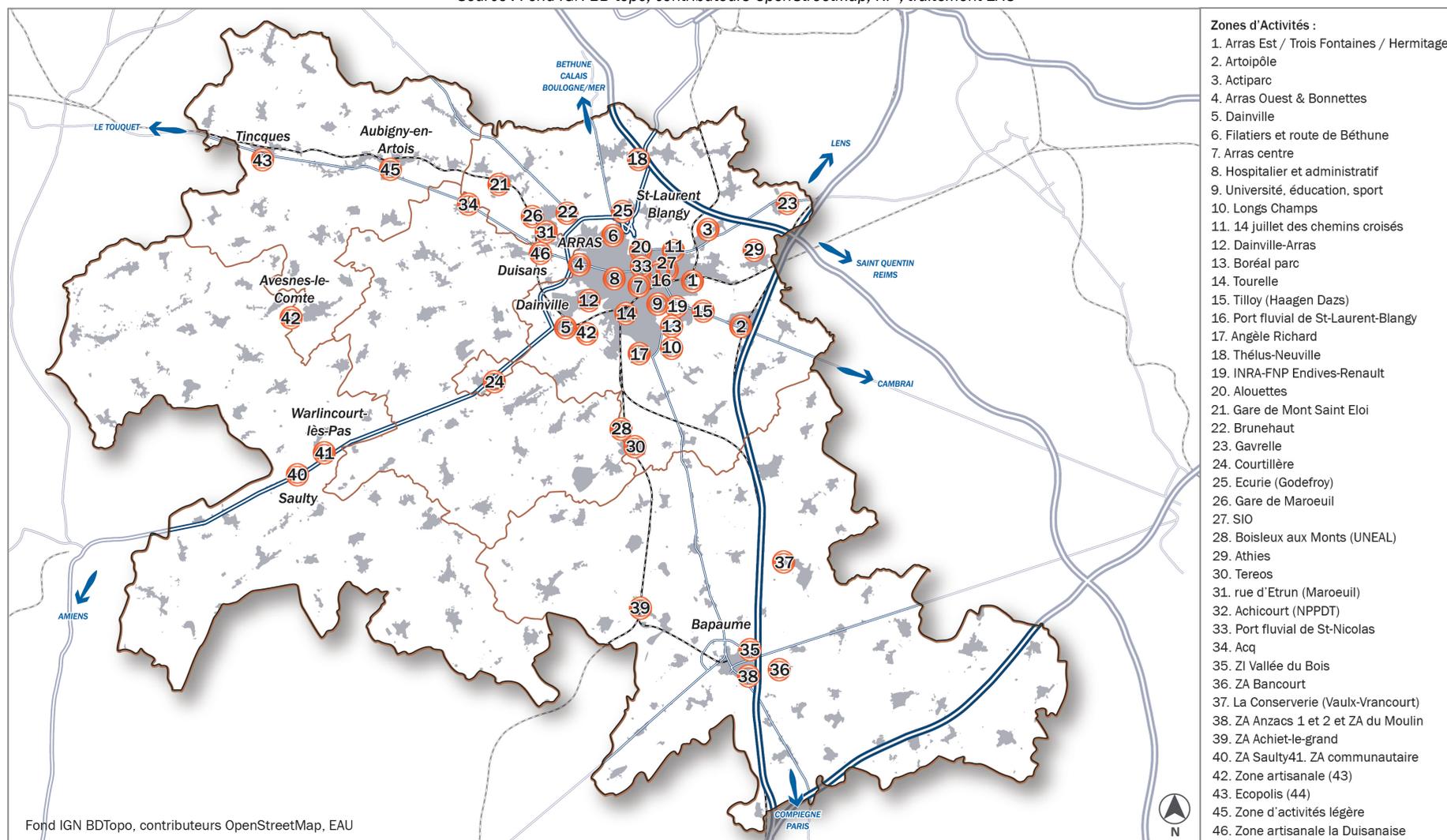


Les Zones d'Activités Economiques (ZAE)

Etat des lieux et tendances

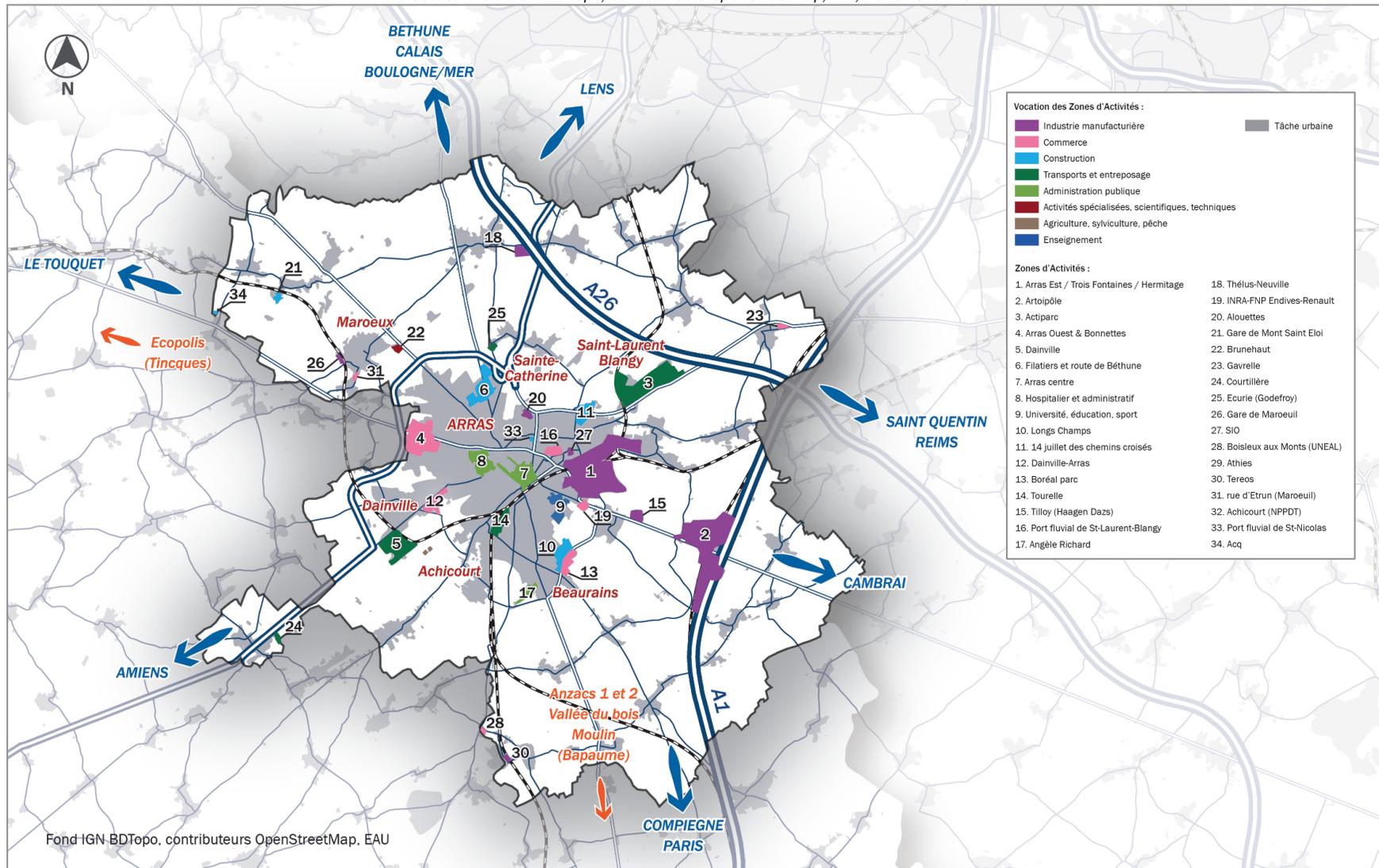
Les Zones d'Activités dans le SCoT en 2016

Source : Fond IGN BD topo, contributeurs OpenStreetMap, RP ; traitement EAU



Les Zones d'Activités dans la CUA en 2016

Source : Fond IGN BD topo, contributeurs OpenStreetMap, RP ; traitement EAU



Un territoire bien pourvu en zones d'activités, sous l'égide de la CUA qui en concentre la plupart.

La Communauté Urbaine d'Arras

Au sein de la CUA, des parcs d'activités de toutes envergures, les principales étant :

- Actiparc s'étendant sur 280 hectares accueille 23 entreprises de logistique et industrielles en agroalimentaire notamment, qui représentaient plus de 950 emplois fin 2015.
Parmi elles, une usine d'Agrafresh, société belge, spécialisée dans la découpe de légumes, la filiale le Fournil Artésien du groupe Vandembuckle, spécialiste des fournitures aux boulangeries-pâtisseries, Fishcut, la coopérative UNEAL, etc.
- Artoipôle où les activités logistiques et agroalimentaires sont majoritaires mais non exclusives est d'une superficie de 175 hectares et accueille 62 entreprises soit près de 2 500 emplois.
Parmi elles, Soup'Idéale, Croustifrance, ou encore Caterpillar.
- Le parc d'activités de Dainville-Achicourt, accueille sur ces 70 hectares des entreprises du commerce, des artisans, des prestataires de services et des transporteurs à l'image d'Air Liquide, Knauf, Coupé.
- La Zone Industrielle Est compte parmi les principaux pôles économiques arrageois avec plus de 2 000 emplois. Une centaine d'entreprises est présente dont Energys de 600 emplois (fabrication de batteries), la plateforme logistique Scapartois, Oldham (détecteur de gaz)...
- Les Bonnettes de 60 hectares accueille en priorité des entreprises de haute technologie et tertiaires : des services aux entreprises, des sociétés tournées vers l'informatique et les nouvelles technologies (ACG Center), des administrations (les Assedic), etc.

La CC de l'Atrébatie

- Le parc d'activités Ecopolis à Tincques, labellisé « pôle d'excellence rural » est spécialisé dans l'éco-construction. Il accueille ainsi 8 entreprises dont le Délice des 7 vallées, Elanplast, les Eaux Primordiales,...
- Du reste, une zone dédiée à l'artisanat et à la petite industrie à Avesnes-le-Comte et une autre zone mixte à Aubigny-en-Artois.

La CC du Sud-Artois

Plusieurs zones d'activités dans le Sud-Artois, pour la plupart localisées à Bapaume :

- La zone d'activités du Moulin, dédiée en partie à l'industrie et aux transports, accueille notamment l'entreprise Selmo qui confectionne des articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie (200 employés environ) et l'entreprise de transports Leblanc (près de 35 salariés).
- Les zones d'activités ANZACS 1 et 2, sans vocation particulière où sont notamment implantées Loridan (négoce de pommes de terre), Vestas (maintenance éolienne) ou encore MCE Picardie (électricité).
- La zone d'activité La vallée du bois qui accueille Coaxel (commerce en électricité), Interovo (production d'œufs), Maury (transport), etc.
- À Achiet-le-Grand, les entreprises Sari (réparation de matériel ferroviaire) et Gedinor (entrepôt de stockage) occupent la zone d'activités.
- Bonduelle (transformation de légumes) sur la zone d'activités de Vaulx-Vraucourt.
- À Bancourt, Petrus (fabrication de tôles ondulées, silo, matériel de ventilation) et Cartonnage Merlin comptent parmi les entreprises installées.

La CC de la Porte des Vallées

- La zone d'activités La Duisanaise à Duisans, qui accueille Sodelem, spécialisée dans les travaux d'installation électrique.
- À noter les projets de zones d'activités à Haute-Avesnes, à Monchy-au-Bois pour une centrale de production d'électricité et à Ficheux (zone artisanale de 3 ha)

La CC des Deux Sources

- À Saulty, la zone d'activités communautaire accueille des entreprises de l'industrie et du commerce comme Point Vert, BAERT (construction), Jean-Michel Demailly (ferronerie).
- Il s'agit aussi d'une zone d'activités communautaire à Warlincourt-les-Pas, où Artois Technique Service (services à domicile pour personnes âgées) et les transports Philippe Bonnart sont notamment basés.

Bilan des disponibilités foncières dans les parcs d'activités et commerciaux aménagés existants

Le processus d'élaboration du SCoT a amené à évaluer les disponibilités foncières effectives dans les parcs d'activités et commerciaux aménagés existants ou qui seront déjà aménagés à la date d'approbation du SCoT (en 2019). En effet, cette évaluation était nécessaire :

- Pour tirer le bilan de la situation de l'offre foncière existante ;
- Et pour identifier en conséquence le niveau de besoin de redéploiement de l'offre foncière et immobilière au regard de la stratégie économique que s'est fixé le territoire.

Le bilan de ses disponibilités a ainsi été effectué à échéance 2019 afin de correspondre à l'année d'approbation du présent SCoT, c'est à dire les disponibilités d'accueil d'entreprises au sein des parcs aménagés en 2019.

Bilan : le territoire ne dispose plus d'offre constituée pour l'accueil d'entreprises en parcs d'activités (hors commerce). Les disponibilités dans ces parcs en 2019 correspondent à 55 ha disséminés et résiduels, à l'échelle du SCoT (65 ha en intégrant le parc commercial de Duisans* prévu au SCoT de 2012 cf. note ci-après).

En effet, Actiparc (CUA) est en cours d'achèvement de sa commercialisation et ne dispose plus que d'une offre résiduelle de 25 ha (soit 11% de la surface commercialisable du parc) ; ce qui ne permet que quelques implantations pour des activités industrielles de grands flux pour lequel il est conçu. Le reste de l'offre est aussi résiduelle avec moins de 26 ha disséminés dans tout l'Arrageois (hors 4,5 ha disponibles en parc commercial à Dainville) :

- Les derniers lots d'Artoipôle sur 8 ha pour 1 à 3 implantations d'entreprises ;
- Derniers lots de 2 parcs de la CUA sur au total 7 ha, pour des implantations de gabarits plutôt artisanaux ;
- Pas d'offre disponible dans la CCSA (0,9 ha) ;
- 10 ha environ dans la CCCA.

Comme l'indique le diagnostic, même dans l'hypothèse d'un contexte économique peu porteur, les réserves foncières disponibles existantes seront épuisées à très court terme. Il y a urgence à recomposer une offre foncière et immobilière d'entreprises, de qualité et agile.

*Note : A la date de rédaction du présent document, le parc commercial de Duisans (qui correspond à la Zacom « Arras-Duisans » prévue au SCoT de 2012 est en cours d'aménagement. Il est prévu que son aménagement soit achevé en 2019. Elle ne sera pas à décompter de la consommation future dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du SCoT. Toutefois, dans la programmation économique du DOO, les disponibilités de ce parc sont prises en compte dans la réponse aux objectifs d'emplois du SCoT, cf. justification de la consommation d'espace ci-après).

Bilan des disponibilités foncières dans les parcs d'activités et commerciaux aménagés à 2019

Numéro	ZAE	EPCI/pôle économique	Communes d'implantation	Surfaces disponibles en 2019 (en hectares)
1	Zone industrielle Est (avec hermitage - 3 fontaines)	CUA	Saint-Laurent-Blangy	0
2	Zone de l'Hermitage (ZI Est, hermitage, 3 fontaines)	CUA	Athies, Feuchy, Saint-Laurent-Blangy	0
3	Artoipôle 1 & Artoipôle 2	CUA	Feuchy, Monchy-le-Preux, Wancourt	8
4	Actiparc	CUA	Athies, Bailleul-sire-Berthoult, Gavrelle, Saint-Laurent-Blangy	25
5	Les Bonnettes	CUA	Arras	0
6	Dainville-Achicourt	CUA	Dainville, Achicourt	5
7	ZA Les Filatiers (connecte pacage)	CUA	Sainte-Catherine	0
8	Les Longchamps	CUA	Beaurains	0
9	ZAL du 14 juillet	CUA	Saint-Laurent-Blangy	0
10	ZA des Chemins Croisés	CUA	Saint-Laurent-Blangy	0
11	Angèle Richard	CUA	Beaurains	0
12	ZA Thélus	CUA	Thélus	2
13	Zone artisanale Les Alouettes	CUA	Saint-Nicolas	0
14	Brunehaut	CUA	Maroeuil	0
15	ZA d'Acq	CUA	Haute-Avesnes	0
16	ZA La Courtilière	CUA	Beaumontz-les-Loges	0
17	Haagen Dazs	CUA	Thilloz-les-Moffaines	0
18	Le Pacage (filatiers & route de béthune)	CUA	Sainte-Catherine	0
19	La Toutelle	CUA	Achicourt	0
20	Boréal parc (ex Zacom)	CUA	Beaurains	0
21	ZI et commerciale ouest (dont ex Zacom arras)	CUA	Arras	0
22	Zone artisanale	CUA	Ficheux	0
23	Zone commerciale de Dainville (ex Zacom)	CUA	Dainville	5
24	Zone commerciale de Duisans (ex Zacom Arras-Duisans)	CCCA - pôle économique CCCA / CUA	Duisans	10
25	Zone d'activités communautaire	CCCA	Saulty	10 (dont partie aménagée de l'extension du parc de Tinques)
26	Zone d'activités communautaire		Warlincourt-lès-Pas	
27	La Duisanaise		Duisans	
28	Zone d'activités		Haute-Avesnes	
29	Ecopolis		Tinques	
30	ZAL d'Aubigny		Aubigny-en-Artois	
31	Zone artisanale		Avesnes-le-Comte	
32	Zone d'activités du Moulin	CCSA	Bapaume	0,9
33	Zones d'activités ANZACS 1 et 2	CCSA	Bapaume	0
34	Zone d'activités Vallée du Bois	CCSA	Bapaume	0
35	Zone d'activités	CCSA	Achiet-le-Grand	0
36	Zone d'activités	CCSA	Vaulx-Vraucourt	0
37	Zone d'activités	CCSA	Bancourt	0
Sous-Total				65
Total				55

(sans la zone commerciale de Duisans qui est en cours d'aménagement et dont les disponibilités sont prises en compte dans la programmation du SCoT)